

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES LANDES

RECUEIL MENSUEL

DES ACTES ADMINISTRATIFS

DES SERVICES DE L'ÉTAT DANS

LE DÉPARTEMENT DES LANDES

2009	N°7
------	-----

date de publication : 31 juillet 2009

il est possible de consulter le RAA dans son intégralité

dans sa version papier

à la préfecture de Mont de Marsan

à la sous-préfecture de Dax

dans sa version électronique

sur le site internet de la préfecture

www.landes.pref.gouv.fr

ARRETE INTERPREFECTORAL.....	1
ARRETE N°09/EAU/49 MODIFIANT ET COMPLÉTANT L'ARRÊTÉ DU 31 MAI 2001 AUTORISANT LA CRÉATION D'UNE RETENUE DE STOCKAGE D'EAU SUR LE RUISSEAU "LE GABASSOT" À GARLIN ET PORTANT RÉGLEMENT D'EAU.....	1
ARRETE N°09 /EAU/48 MODIFIANT ET COMPLÉTANT L'ARRÊTÉ N° 06/EAU/36 DU 04 AVRIL 2006 AUTORISANT LA CRÉATION D'UNE RETENUE DE STOCKAGE D'EAU SUR L'AUBIN ET PORTANT RÉGLEMENT D'EAU PERMISSIONNAIRE : ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISÉE D'IRRIGATION DE L'AUBIN	2
ARRETENT	2
ARRETE CONJOINT	4
ARRÊTÉ DDASS N° 2009/311D'AUTORISATION À L'EHPAD DE SAINT PIERRE DU MONT POUR 12 PLACES ALZHEIMER.....	4
CABINET DU PREFET	5
ARRETE DU 26 JUIN 2009.....	5
DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES	5
ARRETE PREFECTORAL N° 09.92 PORTANT ADHESIONS ET MODIFICATION D'ADHESIONS DE COLLECTIVITES TERRITORIALES ET D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT (E.P.L.E) SYNDICAT MIXTE AGENCE LANDAISE POUR L'INFORMATIQUE.....	5
ARRETE PREFECTORAL N° 09.93PORTANT ADHESIONS ET MODIFICATION D'ADHESIONS DE COLLECTIVITES TERRITORIALES ET D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT (E.P.L.E) SYNDICAT MIXTE AGENCE LANDAISE POUR L'INFORMATIQUE.....	6
ARRÊTÉ /2009/N° 111 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE COMMUNE DE SOUSTONS	6
ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09-116 APPROUVANT LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE BEYLONGUE	7
ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09-117 APPROUVANT LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE COMMENSACQ	7
ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09-118 APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE BAIGTS-CHALOSSE	8
ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 115PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE BISCARROSSE	8
ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 114 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE DAX.....	9
ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N°119 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE SAINTE-EULALIE-EN-BORN	9
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION	9
ARRETE PREFECTORAL N°40- 2009- 00113 PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DECLARATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVE A LA STATION D'EPURATION DE HAUT- MAUCO.....	9
ARRETE PREFECTORAL N°PR/DAGR/2009/402 PERMANENT D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER APPLICABLE AUX CHANTIERS COURANTS SUR LA DÉVIATION D'AIRE SUR L'ADOUR.....	14
ARRETE PREFECTORAL N°PR/DAGR/2009/403 PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE SUR LA DÉVIATION D'AIRE SUR L'ADOUR DANS LE DÉPARTEMENT DES LANDES.....	15
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX « BASSIN DE LA MIDOUZE »	19
ARRETE 2009/ N° 424.....	21
ARRETE PR/DAGR/2006/N°436 PORTANT APPROBATION ET PUBLICATION DES CARTES DE BRUIT DU DÉPARTEMENT DES LANDES	21
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PR/DAGR/2009/446 PORTANT AGRÉMENT DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE DÉPOLLUTION ET DÉMONTAGE DE VÉHICULES HORS D'USAGE AFM RECYCLAGE À SAINT-AVIT AGRÉMENT N°PR 40 0020 D.....	23
ARRETE PR/DAGR/2 ^{EME} BUREAU/2009/N° 453 PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA COMPOSITION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES (C.O.D.E.R.S.T.).....	25
POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES	27
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT LA SNCF À PROCÉDER À UN RABATTEMENT DE LA NAPPE PHRÉATIQUE EN VUE DE LA CRÉATION D'UN PASSAGE SOUTERRAIN EN GARE DE DAX	27
ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DU LIT DU BEZ SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BEZ ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX	28

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	30
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE SYNDICAT D'EQUIPEMENT DES COMMUNES DES LANDES (SYDEC) ALIMENTATION EN EAU POTABLE FORAGE F1 DE GAILLERES.....	30
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE SYNDICAT D'EQUIPEMENT DES COMMUNES DES LANDES (SYDEC) ALIMENTATION EN EAU POTABLE FORAGE F2 DE GAILLERES.....	33
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ BLANCHISSERIE, BUANDERIE, ENTRETIEN TEXTILE.....	36
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HYGIÈNE, BIO NETTOYAGE	36
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ ÉLECTRICITÉ.....	37
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HÔTELLERIE- RESTAURATION.....	37
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ BLANCHISSERIE, BUANDERIE, ENTRETIEN TEXTILE.....	37
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HYGIÈNE, BIO NETTOYAGE	38
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ ÉLECTRICITÉ.....	38
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ ÉLECTROTECHNIQUE	38
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HÔTELLERIE-RESTAURATION.....	38
ARRETE N° 40.09.23 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DE LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE « SAINT LOUIS » DE BUGLOSE.....	39
ARRETE N° 40.09.17 CENTRE DE LONG SEJOUR DE MORCENX TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD.....	39
ARRÊTÉ DDASS N° 2009-147 FIXANT LA LISTE DES PERSONNES INSCRITES EN QUALITÉ DE MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS ET EN QUALITÉ DE DÉLÉGUÉS AUX PRESTATIONS FAMILIALES	40
ARRETE MODIFICATIF DASS 2009/321.....	43
PROJET D'ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE COMMUNE D'ESOURCE ALIMENTATION EN EAU POTABLE FORAGE F2 « BOUHEBEN » À ESCOURCE	43
DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/305 EHPAD LESBAZEILLES TARIF E2 - MAISON DE RETRAITE DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN.....	46
DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/310 CENTRE HOSPITALIER DE DAX EHPAD EX-USLD	47
DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/302 INSTITUT HÉLIO-MARIN DE LABENNE BUDGET MÉDICO-SOCIAL : ACCUEIL DE JOUR ET HÉBERGEMENT TEMPORAIRE	48
DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/303 CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-SEVER BUDGET MÉDICO-SOCIAL – ANNEXE E.....	49
DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/309 MAISON DE RETRAITE DU CENTRE HOSPITALIER DE DAX	50
DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/304 EHPAD EX-USLD – BUDGET E1 DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN	51
ARRÊTÉ DDASS/2009/340 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX AGENTS DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	52
ARRETE DDASS N° 2009-266 PORTANT RÉQUISITION D'UN MÉDECIN LIBÉRAL POUR ASSURER UN SERVICE DE GARDE DANS LE CADRE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX LIBÉRAUX.....	53
ARRETE DDASS N° 2009-365 PORTANT ANNULATION DE LA RÉQUISITION D'UN MÉDECIN LIBÉRAL POUR ASSURER UN SERVICE DE GARDE DANS LE CADRE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX LIBÉRAUX LE 31 JUILLET 2009	53
ARRETE DDASS 2009/364	54
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA DORDOGNE	55
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE SIX CADRES DE SANTE FILIÈRE INFIRMIÈRE	55
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	55
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL PEDEGERT.....	55
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DE MATIBON	55
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À LA SCEA DECHE DISE.....	56
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE AU GAEC DE LORTHE.....	56
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DU PAOU	57
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR JEAN-CLAUDE RABOURDIN	57

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DE GRACIANDON	58
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME CHRISTIANE LAVIELLE.....	58
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR FRÉDÉRIC PONDEPEYRE.....	59
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DUBROCA	59
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL BOLEDA.....	60
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR BERNARD LAFARGUE.....	60
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADEMOISELLE BÉATRICE PRIEUR.....	61
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME GENEVIEVE PUYO	61
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DE GRABERES.....	62
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR DIDIER PAQUET.....	62
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME RÉGINE SAINT CRICQ.....	63
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME KARINE LATRUBESSE	63
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR MICHEL LALUQUE.....	64
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR LIONEL NAPIAS	64
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE AU GAEC SERRES	65
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À LA SCEA DE CAP A L'ESTELLE	65
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR MATHIEU BIDOT	66
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À NICOLAS LAPEYRE AU TITRE DE LA DOUBLE PARTICIPATION.....	66
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À GUILLAUME DUFRECHOU AU TITRE DE LA DOUBLE PARTICIPATION.....	67
ARRÊTÉ 2009/N° 113 PORTANT CRÉATION ET DÉLIMITATION DU PÉRIMÈTRE PROVISOIRE D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MÉES	67
ARRÊTÉ 2009/N°190 ERDF: 38359 – DOSSIER DDEA N°A090039 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE POSTE P101 RIP CURL A CREER, ALIMENTATION HTA RIP CURL SUR LA COMMUNE DE ST GEOURS DE MAREMNE	68
ARRÊTÉ 2009/N°189 ERDF: 25839 – DOSSIER DDEA N°A090036AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN LIGNE HTA, DEPART « ESTUCHAT » DE RION DES LANDES SUR LA COMMUNE DE RION DES LANDES	70
ARRÊTÉ 2009/N°188 SYDEC N°32109 DDEA N°A090032 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION PSSA N°43 « PAOU » POUR TJ CLIMABOIS SUR LA COMMUNE DE DOAZIT	71
ARRETE 2009/N°187 ERDF: 65697 – DOSSIER DDEA N°A090025 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENFORCEMENT BT T 70 DP 1256 AU POSTE P2 HELIO, ALLEE DE L'HELIO MARIN SUR LES COMMUNES DE LABENNE ET CAPBRETON	72
ARRÊTÉ 2009/N°186 SYDEC N°31496 DDEA N°A090022 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION DU POSTE P74 « CONJOLI », ALIMENTATION 2 LOTS « MONDIAL AFFAIRES » ET « FLEXILOC » SUR LA COMMUNE DE COMMUNAUTE DES COMMUNES DU CANTON D'AIRE SUR L'ADOUR.....	74
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR THIERRY LESBARRERES	75
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L'EARL HAOU DE PELLEGRIN.....	75
ARRETE DDEA/SEA 2009 N°1376 DU 9 JUILLET 2009 FIXANT LES MINIMA ET LES MAXIMA DES LOYERS DES BATIMENTS D'HABITATION COMPRIS DANS UN BAIL RURAL POUR LE DÉPARTEMENT DES LANDES.....	76
ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°211 ERDF: 34328 – DOSSIER DDEA N°A090024 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE PVR ALLEE DES AUBIERS SUR LA COMMUNE DE BISCARROSSE.....	77
ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°213 ERDF: 25904 – DOSSIER DDEA N°A090034 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE ENFOUISSEMENT LIGNE HTA CASTETS TALLER SUR DEPART ESTUCHAT RLANCO707 SUR LES COMMUNES DE CASTETS ET TALLER LABENE ET CAPBRETON	78
ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°212 ERDF: 12077 – DOSSIER DDEA N°A090037 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RECONSTRUCTION HTA SOUTERRAINE 20 KV, DEPART SAINTE MARIE DE GUICHE – PHASE 3 SUR LES COMMUNES DE ST JEAN DE MARSACQ, SAINTE MARIE DE GOSSE ET SAINT MARTIN DE HINX LABENE ET CAPBRETON	80
ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°214 ERDF: 40258 – DOSSIER DDEA N°A090038 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN HTA ANTENNE 4116 SUR LA COMMUNE DE LESGOR	82
ARRETE PORTANT APPLICATION DU RÉGIME FORESTIER SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TOULOUZETTE, DÉPARTEMENT DES LANDES	83
ARRETÉ DESIGNANT LES PARCELLES DE TERRAIN APPARTENANT A LA COMMUNE BÉNÉFICIAIRE DE LA DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER :	84
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DES LANDES	85
ADDITIF ARRETE DE SUBDELEGATION GENERALE	85
ADDITIF ARRETE DE SUBDELEGATION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES DE	

MARCHES PUBLICS	85
ADDITIF ARRETE DE SUBDELEGATION DANS LE CADRE DE L'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE	86
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	86
ARRÊTÉ S.V. N° 49/09 PORTANT ATTRIBUTION DE MANDAT SANITAIRE	86
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION	
PROFESSIONNELLE	87
DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE	87
DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE	87
DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE	88
DÉCISION RELATIVE À L'ORGANISATION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS LE DÉPARTEMENT DES LANDES	88
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	89
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTE INFIRMIER AFIN DE POURVOIR UN POSTE AU CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE BASQUE UN CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTÉ EST OUVERT AU CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE AFIN DE POURVOIR 1 POSTE DANS LA FILIÈRE INFIRMIÈRE	89
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTE AFIN DE POURVOIR QUATRE POSTES AU CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTÉ EST OUVERT AU CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE AFIN DE POURVOIR 4 POSTES DANS LA FILIÈRE INFIRMIÈRE.	89
SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE	89
ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE DE M. PAUL DE ANDREIS, DIRECTEUR DU SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DES LANDES À CERTAINS DE SES AGENTS	89
PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES MARITIMES	90
ARRETE DU 22.07.09 RENDANT OBLIGATOIRE LA DÉLIBÉRATION N°4/2009 DE LA SECTION RÉGIONALE DE LA CONCHYLICULTURE ARCACHON-AQUITAINE VISANT À ASSURER LA TRAÇABILITÉ DU NAISSAIN INTRODUIT DANS LE BASSIN D'ARCACHON	90
PREFECTURE DE LA GIRONDE.....	91
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU « CIRON»	91
DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES TRESORERIE GENERALE DE LA GIRONDE	93
ARRETE PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE.....	93
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE.....	93
ARRÊTÉ DU 23 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER N° FINESS 400780268 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009.....	93
ARRÊTÉ DU 20 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX N° FINESS 400780193 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009	94
ARRÊTÉ DU 22 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN N° FINESS 400011177 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009 ET POUR UN REPORT D'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE 2007	96
ARRÊTÉ DU 23 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU SYNDICAT INTER HOSPITALIER DES LANDES N° FINESS 400790937 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009	97
ARRÊTÉ 40.09.26 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU CENTRE HOSPITALIER DE DAX	98
ARRÊTÉ 40.09.29 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DES LANDES	99
ARRÊTÉ 40.09.28 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER.....	100
ARRÊTÉ 40.09.27 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT DE MARSAN	100

ARRÊTÉ DU 17 JUILLET 2009 INSCRIVANT LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX SUR LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTE POUR LESQUELS L'ASSURANCE MALADIE PREND EN CHARGE LES IMPLANTS COCHLÉAIRES CHEZ L'ENFANT ET CHEZ L'ADULTE.....	101
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	102
CONFÉRENCE RÉGIONALE DE SANTÉ.....	102
CONFÉRENCE RÉGIONALE DE SANTÉ.....	105
ARRETE DU 10.07.2009 PORTANT MODIFICATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES LANDES	106
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES	106
PORTANT INSCRIPTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES DE LA MAISON FORTE DE TAMPOUY ET DE SA BERGERIE AU FRECHE (LANDES).....	106
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	107
ARRÊTÉ DU 30.06.2009 APPROBATION DES STATUTS DU G.I.E. MUTEDIT	107
DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	107
ARRÊTÉ N° 72 520 09 0002 DÉCISION DE RÉMUNÉRATION ECOLE DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE O.N.A.C. ROBERT LATEULADE – 30, RUE DUHAMEL, 33082 – BORDEAUX CEDEX	107
RENOUVELLEMENT D'AGRÈMENT DE RÉMUNÉRATION CODIFICATION E 72 520 09 0003	108
DIRECTION INTERRÉGIONALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES DE LA RÉGION AQUITAINE.....	109
ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LES COMPÉTENCES GÉNÉRALES ET TECHNIQUES.....	109
DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES MARITIMES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES ET DES LANDES.....	109
ARRETE N°PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE.....	109
INSPECTION ACADEMIQUE LANDES ACADEMIE BORDEAUX	113
ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROCÉDURES DE MARCHÉS PUBLICS	113
INSPECTION ACADEMIQUE LANDES ACADEMIE BORDEAUX	113
ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR L'APPRENTISSAGE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DES ACTES RELATIFS À L'ORGANISATION DE COURS ET D'ENSEIGNEMENTS DIVERS	113
INSPECTION ACADEMIQUE LANDES ACADEMIE BORDEAUX	114
ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR DE L'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE	114
RESEAU FERRE DE FRANCE	114
DECISION RFF : 200913 DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE.....	114
DECISION RFF : 20097 DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE.....	115
DECISION RFF : 20098 DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE.....	115
DIRECTION DU CETE DU SUD-OUEST.....	116
ARRETE N°2009-09 DU 27 JUILLET 2009 PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE	116

ARRETE INTERPREFECTORAL

PREFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES PREFECTURE DU GERS PREFECTURE DES LANDES
bureau de l'aménagement de l'espace

ARRETE N°09/EAU/49 MODIFIANT ET COMPLÉTANT L'ARRÊTÉ DU 31 MAI 2001 AUTORISANT LA CRÉATION D'UNE RETENUE DE STOCKAGE D'EAU SUR LE RUISSEAU "LE GABASSOT" À GARLIN ET PORTANT RÉGLEMENT D'EAU

Permissionnaire : Association syndicale autorisée d'irrigation de la région de Garlin

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la Légion d'Honneur,

Le préfet du Gers, Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le Préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L214-1 et suivants, R 214-112 à R 214-147 ;

Vu le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant les prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2001 autorisant l'association syndicale autorisée d'irrigation de la région de Garlin, à créer une retenue de stockage d'eau sur le ruisseau "le Gabassot" et portant règlement d'eau ;

Vu l'avis réputé favorable du pétitionnaire en l'absence de réponse aux courriers des 27 novembre 2008 et du 11 mai 2009 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) des Pyrénées Atlantiques du 18 décembre 2008 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du Gers du 27 novembre 2008 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) des Landes du 12 février 2009 ;

Considérant que la hauteur de 19,5 mètres et le volume de l'ouvrage de 3,2 Mm³ correspondent à la classe B des barrages, ainsi que définie à l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrêté du 31 mai 2001 nécessite d'être mis en conformité avec les dispositions du décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 et de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures des Pyrénées Atlantiques, du Gers et des Landes ;

ARRETE

Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE ET MISE EN CONFORMITE

ARTICLE 1 – CLASSEMENT DE L'OUVRAGE

L'ouvrage de retenue de GABASSOT est un barrage de classe B au sens de l'article R 214-112 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 – MESURES RELATIVES À LA SÉCURITÉ DU BARRAGE

L'article n° 17 de l'arrêté du 31 mai 2001 autorisant la création d'une retenue de stockage d'eau sur le ruisseau "le Gabassot" et portant règlement d'eau, est abrogé.

ARTICLE 3 – RÈGLES RELATIVES À L'EXPLOITATION ET À LA SURVEILLANCE DES OUVRAGES

Le barrage susvisé doit être rendu conforme aux dispositions des articles R214-122 à R214-124, et R214-130 à R214-132 du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 29 février 2008, suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution (ou mise à jour) du registre à la date de signature du présent arrêté ;
- constitution (ou mise à jour) du dossier avant le 30 juin 2009 ;
- description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, avant le 30 juin 2009 ;
- production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites avant le 30 juin 2009 ;
- transmission au service de police de l'eau du compte rendu des visites techniques approfondies avant le 31/12/2009 puis tous les 2 ans ;
- transmission au service de police de l'eau du rapport de surveillance et du rapport d'auscultation avant le 31/12/2011 puis tous les 5 ans.

ARTICLE 4 – DÉLAI DE RÉALISATION DE L'ÉTUDE DE DANGER

Le délai pour la réalisation de l'étude de danger prévue à l'article R214-115 du code de l'environnement est fixé au le 31 décembre 2012. Cette étude de dangers fait l'objet d'une actualisation au moins tous les dix ans.

Titre II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 5 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 – AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 7 – PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie conforme de cet arrêté sera transmise à la mairie des communes de PROJAN, SEGOS, LANNUX, BERNEDE, BARCELONNE DU GERS (32) SARRON, AIRE SUR L'ADOUR (40), GARLIN, CASTETPUGON, BALIRACQ MAUMUSSON, MONCLA, PORTET, LANNECAUBE, MASCARAAS-HARRON, TARON-SADIRACQ-VIELLENAVE (64), pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé au Préfet des Pyrénées-Atlantiques par les soins des maires.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet des préfectures des Pyrénées Atlantiques, du Gers, et des Landes pendant une durée d'au moins 12 mois.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat de chaque département.

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente décision sera publié à la diligence des services de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, de la préfecture du Gers et de la préfecture des Landes, et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements respectifs.

ARTICLE 8 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre ans, dans les conditions des articles L514-6 et R214-19 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

- M. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques,
- M. le secrétaire général de la préfecture du Gers,
- M. le secrétaire général de la préfecture des Landes,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Pyrénées Atlantiques,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture du Gers,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes,
- M. le président de l'association syndicale autorisée d'irrigation de la région de Garlin,
- MM. les Maires des communes de PROJAN, SEGOS, LANNUX, BERNEDE, BARCELONNE DU GERS (32), SARRON, AIRE SUR L'ADOUR (40), GARLIN, CASTETPUGON, BALIRACQ-MAUMUSSON, MONCLA, PORTET, LANNECAUBE, MASCARAAS-HARON, TARON-SADIRACQ-VIELLENAVE (64),
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Pau, le 30 JUIN 2009

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Christian GUEYDAN

A Auch,

Le préfet du Gers

Pour le préfet,

Le secrétaire général,

Sébastien JALLET

A Mont-de-Marsan,

Le préfet des Landes

Pour le préfet,

Le secrétaire général

Vincent ROBERTI

ARRETE INTERPREFECTORAL

PREFECTURE DES PYRENEES – ATLANTIQUES

PREFECTURE DES LANDES

ARRETE N°09 /EAU/48 MODIFIANT ET COMPLÉTANT L'ARRÊTÉ N° 06/EAU/36 DU 04 AVRIL 2006 AUTORISANT LA CRÉATION D'UNE RETENUE DE STOCKAGE D'EAU SUR L'AUBIN ET PORTANT RÈGLEMENT D'EAU PERMISSIONNAIRE : ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISÉE D'IRRIGATION DE L'AUBIN

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'Honneur,

Le préfet des Landes,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L214-1 et R214-122 et suivants ;

Vu le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant les prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté n° 06/EAU/36 du 04 avril 2006 autorisant la création d'une retenue de stockage d'eau sur l'Aubin et portant règlement d'eau ;

Vu l'avis réputé favorable du pétitionnaire en l'absence de réponse au courrier du 13 novembre 2008 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) des Pyrénées Atlantiques du 18 décembre 2008 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) des Landes du 12 février 2009 ;

Considérant que la hauteur et le volume de l'ouvrage correspondent à la classe B des barrages, ainsi que définie à l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrêté n° 06/EAU/36 du 04/04/2006 nécessite d'être mis en conformité avec les dispositions du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 et de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETENT

Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE ET MISE EN CONFORMITE

ARTICLE 1 – CLASSEMENT DE L'OUVRAGE

L'ouvrage de retenue de l'AUBIN est un barrage de classe B au sens du décret n° 1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques.

ARTICLE 2 – MESURES RELATIVES À LA SÉCURITÉ DU BARRAGE

L'article n° 16 de l'arrêté n° 06/EAU/36 du 04/04/2006 autorisant la création d'une retenue de stockage d'eau sur l'Aubin et portant règlement d'eau, est abrogé.

ARTICLE 3 – RÈGLES RELATIVES À L'EXPLOITATION ET À LA SURVEILLANCE DES OUVRAGES

Le barrage susvisé doit être rendu conforme aux dispositions des articles R214-122 à R214-124, et R214-130 à R214-132 du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 29 février 2008, suivant les délais et modalités suivantes :

- * constitution (ou mise à jour) du registre à la date de signature du présent arrêté ;
- * constitution (ou mise à jour) du dossier avant le 30 septembre 2009 ;
- * description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, avant le 30 septembre 2009 ;
- * production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites avant le 30 septembre 2009 ;
- * transmission au service de police de l'eau du compte rendu des visites techniques approfondies avant le 31/12/2009 puis tous les 2 ans ;
- * transmission au service de police de l'eau du rapport de surveillance et du rapport d'auscultation avant le 31/12/2011 puis tous les 5 ans.

ARTICLE 4 – DÉLAI DE RÉALISATION DE L'ÉTUDE DE DANGER

Le délai pour la réalisation de l'étude de danger prévue à l'article R214-115 du code de l'environnement est fixé au le 31 décembre 2012. Cette étude de dangers fait l'objet d'une actualisation au moins tous les dix ans.

Titre II : DISPOSITIONS GENERALESARTICLE 5 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 – AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 7 – PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie conforme de cet arrêté sera transmise à la mairie des communes de BOUMOURT, CASTILLON D'ARTHEZ, ARTHEZ-DE-BEARN, MESPLEDE, BALANSUN, HAGETAUBIN, LACADEE, MOMAS, MAZEROLLES, LARREULE, UZAN, GEUS D'ARZACQ, BOUILLON, POMPS, MORLANNE, CASTEIDE-CANDAU, SAINT-MEDARD, LABAYRIE, SAULT-DE NAVAILLES, DOAZON, ARNOS, CASTEIDE-CAMI (64), BONNEGARDE, AMOU, CASTEL SARRAZIN (40), pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé au préfet des Pyrénées-Atlantiques par les soins des maires.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture des Pyrénées Atlantiques ainsi que sur celui de la préfecture des Landes durant une durée d'au moins 12 mois.

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente décision sera publié à la diligence des services de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et de la préfecture des Landes, et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements respectifs.

ARTICLE 8 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre ans, dans les conditions des articles L514-6 et R214-19 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

- M. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques,
- M. le secrétaire général de la préfecture des Landes,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Pyrénées Atlantiques,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes,
- M. le président de l'association syndicale autorisée d'irrigation de l'Aubin,
- MM. les maires des communes de BOUMOURT, CASTILLON D'ARTHEZ, ARTHEZ-DE- BEARN, MESPLEDE, BALANSUN, HAGETAUBIN, LACADEE, MOMAS, MAZEROLLES, LARREULE, UZAN, GEUS D'ARZACQ, BOUILLON, POMPS, MORLANNE, CASTEIDE CANDAU, SAINT MEDARD, LABEYRIE, SAULT DE NAVAILLES, DOAZON, ARNOS, CASTEIDE-CAMI (64), BONNEGARDE, AMOU, CASTEL SARRAZIN (40),

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et de la préfecture des Landes, et dont une copie conforme sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Pau le 17 JUILLET 2009

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Christian GUEYDAN

A Mont de Marsan,

Le préfet des Landes

Pour le préfet,

Le secrétaire général

Vincent ROBERTI

ARRETE CONJOINTDIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALESDIRECTION DE LA SOLIDARITE
DEPARTEMENTALE**ARRÊTÉ DDASS N° 2009/311D'AUTORISATION À L'EHPAD DE SAINT PIERRE DU MONT POUR 12 PLACES ALZHEIMER**

Le préfet des Landes

Le président du conseil général des landes,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L313-1 à L313-8 ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu le dossier de demande d'extension présentée par le centre communal d'action sociale de SAINT PIERRE DU MONT, tendant à créer 14 places supplémentaires pour personnes âgées (12 places hébergement permanent Alzheimer et 2 places hébergement permanent classique), extension non importante ;

Vu la convention tripartite signée le 25 septembre 2002 entre le préfet, le président du conseil général et l'établissement ;

Vu l'arrêté conjoint DDASS/Conseil Général en date du 24 janvier 2008 pour l'autorisation d'extension de l'EHPAD de 14 places supplémentaires ;

Vu la visite du 06 octobre 2008 au sein de l'établissement pour le transfert de 66 places de l'ancien EHPAD et l'ouverture de 2 places hébergement permanent ;

Vu la visite de conformité effectuée le 5 mars 2009 au sein de l'établissement pour l'ouverture d'une unité Alzheimer ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet de création de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2007-2011 et dans le plan de création de places en EHPAD du conseil général des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et du directeur de la solidarité départementale ;

ARRETE**ARTICLE 1**

L'autorisation pour 12 places Alzheimer à l'EHPAD de SAINT PIERRE DU MONT est accordée. La capacité de l'établissement est répartie comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	68	12	80
Hébergement temporaire	0	0	0
Accueil de jour	0	0	0
TOTAL	68	12	80

ARTICLE 2

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le centre communal d'action sociale de SAINT PIERRE DU MONT de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 3

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de

la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du département.
Mont-de-Marsan, le 24 juillet 2009

Le préfet, p/le préfet, le secrétaire général,
Vincent ROBERTI

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

CABINET DU PREFET

ARRETE DU 26 JUIN 2009

Le préfet des Landes a conféré l'honorariat de maire à :

- Monsieur Francis CASTAGNET (Rivière Saas et Gourby)
 - Monsieur Charles DAGES (Gibret)
 - Monsieur Jean DEYROZE (Ozourt)
 - Monsieur Gérard DUCASSE (Gousse)
 - Monsieur Jean DUTOYA (Eyres Moncube)
 - Monsieur Jean-Claude LABERNEDE (Narrosse)
 - Monsieur Gaston LAMARQUE (Estibeaux)
 - Monsieur Jean-Mary LATERRADE (Carcarès Sainte-Croix)
 - Monsieur André PONS (Sorde l'Abbaye)
 - Madame Andrée SAUBUSSE (Saint-Geours d'Auribat)
 - Monsieur Jean-Claude SESCOUSSE (Saint-Vincent de Tyrosse)
 - Monsieur René NOVEMBRE (Bastennes)
 - Monsieur Marcel DUBRASQUET (Tilh)
 - Monsieur Alban FAUTHOUX (Monségur)
 - Monsieur Michel LAPEYRE (Coudures)
 - Monsieur Michel ETCHAR (Sanguinet)
 - Monsieur Jean-Claude DUVIGNAU (Latrille)
- de maire-adjoint à :
- Monsieur Michel SAUSSEZ (Narrosse)
 - Monsieur Robert LAMARQUE (Tilh)
 - Monsieur Bernard MORELL (Saint-Vincent de Tyrosse)

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

ARRETE PREFECTORAL N° 09.92 PORTANT ADHESIONS ET MODIFICATION D'ADHESIONS DE COLLECTIVITES TERRITORIALES ET D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT (E.P.L.E) SYNDICAT MIXTE AGENCE LANDAISE POUR L'INFORMATIQUE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du syndicat mixte "agence landaise pour l'informatique";
Vu les arrêtés préfectoraux en date des 13 février, 7 mai, 15 juillet et 19 novembre 2004, 1^{er} février, 9 mars, 17 mai, 12 août, 15 novembre et 14 décembre 2005, 1^{er} février, 9 mars, 16 mai, 12 juillet, 12 décembre 2006, 11 janvier, 21 février, 5 avril, 17 juillet et 23 octobre 2007, 18 janvier, 17 mars, 20 mai, 8 juillet, 5 novembre, 18 et 28 novembre 2008, 12 janvier 2009 portant modification des statuts, adhésion, retrait de collectivités et établissements publics et changement d'adresse du syndicat mixte "Agence Landaise pour l'Informatique " ;

Vu la délibération du 17 décembre 2008 du conseil d'administration du centre intercommunal d'action sociale du Grand Dax sollicitant son adhésion au syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique " pour des attributions obligatoires et facultatives ;

Vu la délibération du 16 février 2009 du comité syndical du syndicat mixte « agence landaise pour l'informatique » décidant d'accepter l'adhésion du CIAS du Grand Dax ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Le centre intercommunal d'action sociale du Grand Dax (CIAS) est autorisé à adhérer au syndicat mixte « agence landaise pour l'informatique », pour les attributions obligatoires et pour les attributions facultatives suivantes :

Attributions obligatoires :

- accès extranet départemental et formations informatiques

Attributions facultatives :

- fournitures et production de logiciels et produits multimédias.

ARTICLE 2

L'adhésion prend effet à compter de ce jour.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le président du syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique " et le président de l'établissement public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 30 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

ARRETE PREFECTORAL N° 09.93 PORTANT ADHESIONS ET MODIFICATION D'ADHESIONS DE COLLECTIVITES TERRITORIALES ET D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT (E.P.L.E) SYNDICAT MIXTE AGENCE LANDAISE POUR L'INFORMATIQUE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique " ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 13 février, 7 mai, 15 juillet et 19 novembre 2004, 1^{er} février, 9 mars, 17 mai, 12 août, 15 novembre et 14 décembre 2005, 1^{er} février, 9 mars, 16 mai, 12 juillet, 12 décembre 2006, 11 janvier, 21 février, 5 avril, 17 juillet et 23 octobre 2007, 18 janvier, 17 mars, 20 mai, 8 juillet, 5 novembre, 18 et 28 novembre 2008, 12 janvier 2009 portant modification des statuts, adhésion, retrait de collectivités et établissements publics et changement d'adresse du syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique " ;

Vu les délibérations des 26 (2) et 31 mars 2009 des communes de Dax et Cazères sur l'Adour sollicitant leur adhésion au syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique " pour des attributions obligatoires et facultatives ;

Vu la délibération du 8 avril 2009 du conseil d'administration du collège Jean Rostand de Mont de Marsan sollicitant son adhésion au syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique " pour des attributions obligatoires et facultatives ;

Vu les délibérations des 16 février, 22 et 28 avril 2009 des communes d'Escource, Onard et Gousse sollicitant des modifications à leur adhésion au syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique " pour des attributions facultatives ;

Vu la délibération du 29 avril 2009 du comité syndical du syndicat mixte « agence landaise pour l'informatique » décidant d'accepter les adhésions et modifications susvisées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les collectivités et l'établissement public local d'enseignement (E.P.L.E) ci-après sont autorisés à adhérer au syndicat mixte « agence landaise pour l'informatique » selon le tableau joint en annexe :

- communes de Cazères sur l'Adour et de Dax.

- collège Jean Rostand de Mont de Marsan.

ARTICLE 2

Les collectivités ci-après sont autorisées à adhérer au syndicat mixte « agence landaise pour l'informatique » pour de nouvelles compétences selon le tableau joint en annexe :

- communes d'Escource, Onard et Gousse.

ARTICLE 3

Les adhésions ou modifications prennent effet à compter de ce jour.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le Président du syndicat mixte " agence landaise pour l'informatique ", les maires des communes concernées et le Président de l'établissement public local d'enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 30 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

ARRÊTÉ /2009/N° 111 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE COMMUNE DE SOUSTONS

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 133-11, L.133-12, R. 133-32 et suivants ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées, notamment ses articles 1^{er} et 2 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SOUSTONS en date du 2 juin 2009 sollicitant la dénomination de commune touristique

Considérant que la commune de SOUSTONS remplit les conditions pour être dénommée commune touristique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

La commune de SOUSTONS est dénommée commune touristique pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 25 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09-116 APPROUVANT LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE BEYLONGUE**

Le préfet des Landes,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R 124-1 à R 124-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04-32 du 21 juin 2004 approuvant la carte communale de BEYLONGUE ;

Vu l'arrêté municipal en date du 4 novembre 2008 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date des 18 février et 13 mai 2009, approuvant la révision de la carte communale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETEARTICLE 1

La révision de la carte communale de BEYLONGUE, constituée d'un document graphique conformément à l'article R124-1 du code de l'urbanisme, est approuvée.

ARTICLE 2

Le présent arrêté et les délibérations du conseil municipal seront affichés pendant un mois en mairie.

ARTICLE 3

Mention de cet affichage sera insérée par le maire en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le lieu où le dossier peut être consulté.

ARTICLE 6

L'approbation de la révision de la carte communale produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture de Landes et le maire de BEYLONGUE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le 10 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09-117 APPROUVANT LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE COMMENSACQ**

Le préfet des Landes,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R 124-1 à R 124-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral 03-34 du 15 avril 2003 approuvant la carte communale de COMMENSACQ ;

Vu l'arrêté municipal en date du 4 novembre 2008 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale ;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date des 22 décembre 2008 et 14 mai 2009, approuvant la révision de la carte communale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETEARTICLE 1

La révision de la carte communale de COMMENSACQ, constituée d'un document graphique conformément à l'article R124-1 du code de l'urbanisme, est approuvée.

ARTICLE 2

Le présent arrêté et les délibérations du conseil municipal seront affichés pendant un mois en mairie.

ARTICLE 3

Mention de cet affichage sera insérée par le maire en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le lieu où le dossier peut être consulté.

ARTICLE 6

L'approbation de la révision de la carte communale produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture de Landes et le maire de COMMENSACQ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le 16/07/09

Pour le préfet, le secrétaire général,
Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09-118 APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE BAIGTS-CHALOSSE**

Le préfet des Landes,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R 124-1 à R 124-8 ;

Vu l'arrêté municipal en date du 17 avril 2008 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur;

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 9 septembre 2008 et du 8 juin 2009, approuvant la carte communale,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETEARTICLE 1

La carte communale de BAIGTS-CHALOSSE, constituée d'un document graphique conformément à l'article R124-1 du code de l'urbanisme, est approuvée.

ARTICLE 2

Le présent arrêté et les délibérations du conseil municipal seront affichés pendant un mois en mairie.

ARTICLE 3

Mention de cet affichage sera insérée par le maire en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le lieu où le dossier peut être consulté.

ARTICLE 6

L'approbation de la carte communale produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture de Landes et le maire de BAIGTS-CHALOSSE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le 16/07/09

Pour le préfet, le secrétaire général,
Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 115 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE BISCARROSSE**

Le sous-préfet, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 133-11, L.133-12, R. 133-32 et suivants ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées, notamment ses articles 1^{er} et 2

Vu la délibération du conseil municipal de BISCARROSSE en date du 29 juin 2009 sollicitant la dénomination de commune touristique

Considérant que la commune de BISCARROSSE remplit les conditions pour être dénommée commune touristique;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Landes ;

ARRÊTEARTICLE 1

La commune de BISCARROSSE est dénommée commune touristique pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 7 juillet 2009

Le sous-préfet, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département
Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 114 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE DAX**

Le sous-préfet, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 133-11, L.133-12, R. 133-32 et suivants ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées, notamment ses articles 1^{er} et 2

Vu la délibération du conseil municipal de DAX en date du 25 juin 2009 sollicitant la dénomination de commune touristique

Considérant que la commune de DAX remplit les conditions pour être dénommée commune touristique;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE**ARTICLE 1**

La commune de DAX est dénommée commune touristique pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 7 juillet 2009

Le sous-préfet, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N°119 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE SAINTE-EULALIE-EN-BORN**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 133-11, L.133-12, R. 133-32 et suivants ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées, notamment ses articles 1^{er} et 2

Vu la délibération du conseil municipal de SAINTE-EULALIE-en-BORN sollicitant la dénomination de commune touristique

Considérant que la commune de SAINTE-EULALIE-en-BORN remplit les conditions pour être dénommée commune touristique;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE**ARTICLE 1**

La commune de SAINTE-EULALIE-en-BORN est dénommée commune touristique pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 24 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION**ARRETE PREFECTORAL N°40- 2009- 00113 PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DECLARATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVE A LA STATION D'EPURATION DE HAUT- MAUCO**

Le préfet des Landes,

Vu le code de l'environnement;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la santé publique;

Vu le décret n°94 – 469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes

Vu l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu le décret n°97–1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu la demande de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 20 avril 2009, présentée par le maire de HAUT- MAUCO, enregistrée sous le n°40-2009-113 relative à la station d'épuration de HAUT- MAUCO ;

Vu le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,

- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidences,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques,

Vu l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques sollicité en date du 27/04/2009

Vu l'avis du service de police de l'eau en date du 29/06/09

Considérant que le faible débit du milieu récepteur demande un niveau de traitement élevé et un suivi du milieu récepteur,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes;

ARRETE

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

ARTICLE 1 : OBJET DE LA DÉCLARATION

Il est donné acte au maire de HAUT MAUCO de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

- la station d'épuration située sur la commune de HAUT- MAUCO

et présentant les caractéristiques suivantes :

Equivalents-habitants (EH)	Population actuelle	Population future	Total
Population raccordée	380	350	730
zones raccordables		270	270
TOTAL	380	620	1000

- débit journalier : 200 m3/j

- débit de pointe : 25 m3/h

- DBO5 : 60 kg/j

- DCO : 120 kg/j

- MES : 90 kg/j

- NTK : 14 kg/j

- Pt : 4 kg/j

en vue : - du traitement des eaux résiduaires de la commune de HAUT- MAUCO

- du rejet dans le ruisseau de Sourin qui, après un parcours de 2500m, rejoint le ruisseau de Lacrauste affluent de l'Adour

- de la création d'un seuil permettant de mesurer le débit du ruisseau de Sourin

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Station d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224.6 du code général des collectivités territoriales : <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 600 kg de DBO5 : Autorisation - supérieure à 12 kg de DBO5 mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 : Déclaration 	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant : <ol style="list-style-type: none"> 1. obstacle à l'écoulement des crues : autorisation 2. un obstacle à la continuité écologique <ol style="list-style-type: none"> a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm : autorisation b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm : déclaration 	Déclaration	

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2

kg/j de DBO5

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Article 3.1 : Prescriptions applicables au système de collecte

Au-delà du délai fixé par l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, la collectivité doit satisfaire aux conditions des articles 5-6-8 de l'arrêté du 22 juin 2007 et pouvoir justifier à tous moments, de l'état des raccordements et des contrôles réalisés en application de l'article 18 de l'arrêté susvisé.

Les ouvrages de collecte nouveaux feront l'objet d'une procédure de réception conformément à l'article 7 de l'arrêté du 22 juin 2007.

article 3.1.1 : Conception et réalisation

Les ouvrages de collecte doivent être conçus, réalisés, réhabilités, entretenus et exploités de manière à :

- ☐ éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites ;
- ☐ acheminer au système de traitement, l'ensemble des flux collectés par temps sec et par temps de pluie .

article 3.1.2 : Raccordement au réseau de collecte

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

Le pétitionnaire met en place le contrôle des installations de raccordements prévu à l'article L.1331-1 du code de la santé publique. Il instruit les autorisations de déversement pour tout raccordement d'effluents non domestiques conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- ☐ des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- ☐ des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- ☐ des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

L'exploitant établit annuellement un état récapitulatif du suivi des branchements et rejets industriels. Un exemplaire de cet état est adressé au service de Police des Eaux.

article 3.1.3 : Obligations de résultat du système de collecte

D'une manière générale, en dehors des périodes d'entretien et de réparations, aucun déversement du système de collecte n'est admis.

Une étude diagnostic de réseau a été réalisée en 1999 et des travaux de réhabilitation préconisés. Afin de vérifier le bon fonctionnement du système de collecte, le pétitionnaire devra réaliser avant le 30 juin 2011, une mise à jour de cette étude diagnostic.

En fonction des résultats de cette étude, un programme de mise en conformité des branchements particuliers et de réhabilitation de réseau devra, si nécessaire, être établi, et transmis au service chargé de la police de l'eau avant fin 2011.

Article 3.2: Prescriptions applicables au système de traitement

Le système de traitement doit être dimensionné, conçu, construit et exploité de telle manière qu'il puisse recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence.

La station d'épuration sera construite sur la parcelle n° 804, section A01d'une surface de 17 700 m² qui est propriété de la commune. L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

L'aménagement de la future station s'effectuant à proximité de la station actuelle, toutes les dispositions seront prises afin de maintenir la continuité du traitement pendant la phase de construction. Le phasage des travaux et l'implantation des nouveaux ouvrages devront prendre en compte cette exigence.

Les équipements sont exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

A cet effet, le temps de stockage des sous-produits devra être réduit au maximum. Les installations seront conformes aux dispositions de l'article R.1336-6 et suivants du code de la santé publique concernant la lutte contre les bruits de voisinage et notamment l'émergence sera inférieure à 5dB(A) le jour et 3dB(A) la nuit, les dimanches et jours fériés.

3.2.1: Prescriptions applicables au rejet

Le rejet se fait dans le ruisseau de Sourin dont le QMNA5 est estimé à 13 l/s.

L'effluent traité doit respecter les concentrations suivantes :

DBO5 : 20 mg/l
DCO : 90 mg/l
MES : 30 mg/l
NGL : 15 mg/l
Pt : 1,5 mg/l

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau. L'ouvrage de rejet ne doit pas faire saillie, ni obstacle à l'écoulement des eaux, ni retenir des corps flottants. Il doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur et assurer une diffusion optimale.

Le rejet doit également satisfaire les prescriptions suivantes :

- ☐ la température de l'effluent traité devra être inférieure à 25 °C.
- ☐ le pH doit être compris entre 6 et 8,5.
- ☐ la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.
- ☐ l'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction du poisson et gêner sa reproduction ou celle de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre après mélange avec les eaux réceptrices.

□ l'effluent ne doit dégager aucune odeur putride ou ammoniacale avant ou après cinq jours d'incubation à 20°C.

A l'étiage, les effluents traités seront stockés dans un bassin de 2000 m³ (récupération de l'ancienne lagune de traitement) qui doit permettre de stocker les eaux traitées pendant au moins 15 jours.

La gestion du stockage sera optimisée de façon à ce que durant la période d'étiage le plus sévère, il n'y ait pas de rejet au ruisseau. A cette fin, un suivi du débit du cours d'eau sera mis en place de juin à septembre.

3.2.2: Modalités d'entretien

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance. Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article L.214-8 du code de l'environnement.

Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

En outre, des performances acceptables doivent être garanties en période d'entretien et de réparations prévisibles.

A cet effet, le pétitionnaire tient à jour, un registre mentionnant :

- les incidents et défaillances de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier ;
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle.

3.2.3 - Opérations de maintenance

Pour les opérations de maintenance nécessitant l'arrêt partiel ou total de la station, le pétitionnaire informe 1 mois au préalable, le service chargé de la police de l'eau des périodes d'entretien et de réparations programmées et de la consistance des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux.

Il précise la durée prévisible de l'arrêt, les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur.

Le service chargé de la police de l'eau peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations et imposer des mesures pour la protection du milieu récepteur et des usages.

3.2.4 : Dispositions concernant l'élimination des sous-produits

Le pétitionnaire doit pouvoir garantir la conformité avec la réglementation en vigueur de l'élimination ou de la valorisation de l'ensemble des sous produits du système d'assainissement et le justifier à tout moment. Le pétitionnaire tient un registre où sont portées les quantités, les qualités et la destination des sous produits.

Les sous-produits issus des prétraitements sont évacués vers l'usine de compostage d'ordures ménagères de Saint Perdon.

Les boues seront déshydratées sur des lits plantés de roseaux qui seront curés tous les 5 à 10 ans.

Toutes les précautions sont prises pour limiter la formation et la propagation d'odeurs sur les installations de manipulation, de stockage et de traitement des boues sur le site.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination. La production annuelle maximale prévue est de 20 t MS/an.

Les boues seront soit évacuées vers un centre de traitement et d'élimination agréé soit valorisées en agriculture dans des conditions fixées par un plan d'épandage qui devra déposé, auprès du service police de l'eau, 6 mois au minimum avant la vidange des lits plantés de roseaux. Les boues ne pourront être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications énoncées par l'arrêté du 8 janvier 1998 pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997.

Chaque année, le pétitionnaire adresse au service chargé de la police de l'eau, le bilan de l'année écoulée. En cas de changement de destination, le service de police de l'eau sera informé, avant la mise en œuvre, de cette modification.

3.2.5 : Prescriptions applicables à la transformation du lagunage existant en bassin de stockage

Le lagunage existant qui doit être transformé en bassin de stockage des eaux traitées en période estivale doit être vidangé des boues qui s'y sont accumulées. Cette opération de curage et d'épandage des boues sur des terres agricoles est prévue pour le printemps 2010. Un plan d'épandage des boues devra être déposé auprès du service de police de l'eau avant le 31 décembre 2009.

Article 3.3 : Surveillance du système d'assainissement, des rejets et du milieu récepteur

L'exploitant du système d'assainissement ou, à défaut le pétitionnaire, doit mettre en place un programme d'auto surveillance de chacun de ses principaux rejets, des flux des sous produits et du milieu récepteur dans les conditions fixées dans les articles suivants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Un rapport de synthèse est adressé à la fin de chaque année au service de police de l'eau.

3.3.1 - Emplacement des points de contrôle de fonctionnement de la station

Le permissionnaire devra prévoir les dispositifs suivants nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes.

- Un canal de mesure de débit en sortie station.
- Des points permettant l'installation d'un échantillonneur afin de réaliser des prélèvements :
 - en tête de station en amont des prétraitements,
 - en sortie de station dans le canal débitmètre.

Un plan détaillé de la station comportant la localisation précise de ces points de contrôle sera soumis pour avis aux services de la Police de l'Eau avant exécution des travaux.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime de l'écoulement, etc...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité,

notamment l'amenée du matériel de mesure.

Le maître d'ouvrage doit permettre, en permanence, aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et prélèvements d'accéder aux dispositifs de mesure et de prélèvement.

3.3.2 - Programme d'autosurveillance

La nature et la fréquence minimale des mesures sont définies ci-après :

- mesure de débit en continu
- mesures par an en entrée et sortie sur la base d'un échantillon moyen sur 24 h en vue

d'analyser les paramètres pH, T°, DBO5, DCO, MES, NTK, NH4, NO2, NO3 et Pt.

Le planning des mesures sera soumis pour acceptation en début de chaque année au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau.

L'exploitant doit conserver au froid pendant 24 h, un double des échantillons prélevés sur la station.

L'exploitant sera tenu d'adresser les résultats de l'autosurveillance dans le délai d'un mois à compter de leur obtention au service chargé de la police des eaux. Cette transmission sera effectuée sous le format informatique « SANDRE ».

3.3.3 - Suivi du milieu récepteur

Compte tenu de l'impact important du rejet sur le cours d'eau de Sourin un suivi quantitatif et qualitatif est mis en place.

□ Suivi quantitatif : un seuil de mesure permettant le jaugeage du ruisseau de Sourin à 20 m en amont du point de rejet doit être mis en place. Ce seuil doit être conforme au descriptif contenu dans le dossier de déclaration et son installation ne devra pas créer d'érosion. Une échelle limnimétrique sera mise en place sur le cours d'eau à une distance minimale de 2 m en amont du seuil de mesure.

L'entretien de ce seuil sera assuré par la commune qui devra vérifier 3 fois/semaine l'absence d'embâcle.

Cette visite permettra également de s'assurer de la bonne tenue de l'ouvrage et de mesurer le débit du cours d'eau.

Entre le 1^{er} juin et le 30 septembre le débit sera relevé au minimum 3 fois/semaine.

- Suivi qualitatif : 2 points de surveillance de la qualité des eaux superficielles doivent être mis en place :
 - 1 point en amont du rejet de la station
 - 1 point 100 m en du rejet de la station

Les paramètres analysés seront les suivants : pH, température, O2, DCO, DBO5, NH4, NTK, NO2, NO3, Pt. Ces mesures seront réalisées 4 fois par an entre juin et septembre.

Le bilan global de ce suivi permettra d'évaluer l'impact de ce rejet et, en cas de dégradation de la qualité du ruisseau de Sourin, de définir les dispositions compensatoires à mettre en œuvre (augmentation du stockage, réutilisation des eaux traitées en irrigation ...) afin de sauvegarder la qualité du cours d'eau.

Article 3.4 - Contrôle de l'autosurveillance

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Le service chargé de la police de l'eau vérifie la qualité du dispositif de surveillance mis en place et examine les résultats fournis par l'exploitant ou la collectivité.

3.4.1 : Mise en place du dispositif

Le manuel décrivant de manière précise l'organisation interne, les méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui l'exploitant confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif, et faisant mention des références normalisées ou non, est tenu à disposition du service chargé de la police de l'eau, de l'agence de l'eau et, régulièrement mis à jour. Le manuel est présent sur le site de la station.

3.4.2 : Validation des résultats

Le service chargé de la Police de l'Eau s'assure par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place. A cet effet, il peut mandater un organisme indépendant, choisi en accord avec l'exploitant ou s'appuyer sur l'expertise technique du dispositif d'autosurveillance effectuée régulièrement par l'Agence de l'Eau. L'exploitant adresse, à la fin de chaque année calendaire, au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau un rapport justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance mise en place, basé notamment sur un calibrage avec un laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesure analytique et exploitation).

3.4.3 : Contrôles inopinés

Conformément à l'article L.216-3 du code de l'environnement, les agents commissionnés ont accès aux installations et points de rejets faisant l'objet de l'autorisation.

A cette fin, l'exploitant respecte les rendez-vous imposés par le service chargé de la police de l'eau.

Le service chargé de la police de l'eau peut procéder à des contrôles inopinés sur les paramètres mentionnés dans l'arrêté d'autorisation. Dans ce cas, un double de l'échantillon est remis à l'exploitant.

Le service chargé de la police de l'eau examine la conformité des résultats de l'autosurveillance et des contrôles inopinés aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Au vu de cet examen, le service chargé de la police des eaux peut être amené, si nécessaire, à proposer des contrôles et/ou des prescriptions complémentaires.

Article 3.5 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de vingt ans.

Elle sera périmée au bout de deux ans, à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la

demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 5 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

ARTICLE 6 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 8 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de HAUT - MAUCO, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois .

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture des LANDES durant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 9 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le maire de la commune de HAUT - MAUCO, le chef du service de police de l'eau du département des LANDES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le 7 juillet 2009

Le sous-préfet, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

ARRETE PREFECTORAL N°PR/DAGR/2009/402 PERMANENT D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER APPLICABLE AUX CHANTIERS COURANTS SUR LA DÉVIATION D'AIRE SUR L'ADOUR

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la route,

Vu le code pénal,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans le département des LANDES,

Vu le décret N°2006-1619 du 18 décembre 2006 approuvant la convention de concession passée entre l'État et la société A'LIENOR pour la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon-Pau de l'autoroute A65 et le cahier des charges annexé à cette convention,

Vu la convention de concession et le cahier des charges,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment les livres :

- n°1 – 8ème partie « signalisation temporaire »

- n°2 – « signalisation des autoroutes »,

Vu la circulaire du 8 mars 1993 portant sur l'application de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

Vu l'arrêté préfectoral n°PR/DAGR/2009/403, en date du 3 juillet 2009 portant sur la réglementation de la police sur la déviation d'Aire sur l'Adour,

Sur la proposition de monsieur le président de la société concessionnaire A'LIENOR :

ARRETE

ARTICLE 1

Les chantiers courants d'entretien et de réparation sur la déviation d'Aire sur l'Adour, sont autorisés en permanence sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions ci-après.

ARTICLE 2

Les chantiers ne devront pas entraîner une déviation de trafic sur le réseau ordinaire.

ARTICLE 3

Les chantiers seront interrompus pendant les périodes de pointe dites périodes « hors chantier » fixées chaque année par circulaire ministérielle.

Les deux chaussées de section courante seront rendues alors entièrement à la circulation.

ARTICLE 4

Le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation ne devra pas dépasser 1200 véhicules/heure.

ARTICLE 5

Les chantiers seront exécutés sous le contrôle effectif et permanent des services de l'exploitant.

ARTICLE 6

La zone de restriction de capacité pourra être réalisée sur la longueur totale de la section courante.

ARTICLE 7

Les chantiers ne devront pas entraîner de basculement partiel.

ARTICLE 8

La largeur des voies ne devra pas être réduite.

ARTICLE 9

Il n'y aura pas d'interdistance minimale entre deux chantiers consécutifs sur la même chaussée.

ARTICLE 10

A hauteur des chantiers fixes, les limitations de vitesse seront appliquées conformément aux schémas du manuel du chef de chantier (route à chaussées séparées).

Ces vitesses seront introduites par des limitations de vitesse dégressives par palier de 20 km/heure à partir de 90 km/heure, la limitation finale étant fonction du danger réel présenté par l'obstacle.

ARTICLE 11

Les chantiers seront signalés conformément à la réglementation en vigueur.

La signalisation sera mise en place par le représentant de l'exploitant.

En outre, l'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures de protection utiles sous le contrôle des services de l'exploitant et des services de la police.

ARTICLE 12

La police des chantiers sera assurée par les services de la Police.

ARTICLE 13

Tous les chantiers dérogeant à l'un des articles ci-dessus feront l'objet d'un arrêté spécifique pour chantier non courant.

ARTICLE 14

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le commandant du groupement de gendarmerie, M. le président d'A'LIENOR, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt,
- M. le président du conseil général/service mobilité et transport,
- M. le président de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour
- M. le maire d'Aire-sur-l'Adour,
- M. le directeur du SAMU,
- M. le directeur départemental du SDIS 40.

Fait à Mont-de-Marsan, le 3 juillet 2009

Le préfet,

Etienne GUYOT

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION**ARRETE PREFECTORAL N°PR/DAGR/2009/403 PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE SUR LA DÉVIATION D'AIRE SUR L'ADOUR DANS LE DÉPARTEMENT DES LANDES.**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret N°2006-1619 du 18 décembre 2006 approuvant la convention de concession passée entre l'État et la société A'LIENOR pour la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon-Pau de l'autoroute A65 et le cahier des charges annexé à cette convention,

Vu la convention de concession et le cahier des charges de la concession de l'autoroute A65 accordée à la société A'LIENOR en particulier les articles 2.1 et 14.3,

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRETEARTICLE 1**Champ d'application**

Est soumise aux dispositions du code de la route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur la déviation d'Aire sur l'Adour, dont les limites sont définies dans le tableau ci-dessous :

DEVIATION AIRE SUR L'ADOUR Département LANDES				
Sections courantes :	Origine	Nord	99+500	Commune d'Aire sur l'Adour
	Extrémité	Sud	105+100	Commune d'Aire sur l'Adour
Accès	Accès Nord RD 824 Giratoire de POURROUTE	Sens		Commune d'Aire sur l'Adour
		Langon-Pau		
	Accès Sud RD 834 Giratoire de GIRON	Sens		Commune d'Aire sur l'Adour
		Pau-Langon		

ARTICLE 2

Accès

L'accès et la sortie de la déviation visés à l'article 1 ne peuvent se faire que par les chaussées aux extrémités du domaine concédé.

Il n'y a pas d'autres accès à la déviation que ceux décrits à l'article 1, à l'exception d'accès d'entretien strictement réservés à cet effet.

Diffuseur Nord – GIRATOIRE DE POURROUTE

L'entrée sur la déviation est effective juste après le giratoire.

La sortie de la déviation est effective au point de raccordement avec le giratoire et ne nécessite pas l'emprunt d'une bretelle. Les bretelles Aire sur l'Adour/Pau et Pau/Aire sur l'Adour du futur diffuseur sont interdites à la circulation durant la phase d'exploitation de la déviation seule. Ces interdictions sont matérialisées par des panneaux B0 (circulation interdite à tous véhicules dans les 2 sens) et des barrières K2.

L'entrée et la sortie sont séparées par des balises de type J1.

Diffuseur Sud – GIRATOIRE DE GIRON

L'entrée sur la déviation est effective juste après le giratoire.

La sortie de la déviation nécessite l'emprunt de la bretelle Langon/Aire sur l'Adour du futur demi-diffuseur.

L'entrée et la sortie sont séparées par des balises de type J1.

ARTICLE 3

Péage

La section comprise entre l'échangeur d'Aire sur l'Adour Nord et celui d'Aire sur l'Adour Sud dans les deux sens est libre de péage pour le trafic interne.

ARTICLE 4

Limitations de vitesse

La vitesse sur l'ensemble des sections est réglementée par le code de la route et les textes pris pour son application.

A l'approche des sorties de la déviation la vitesse des véhicules de toute nature sera limitée d'une manière dégressive par palier de 20 km/h.

km/h.

DEVIATION AIRE SUR L' ADOUR LIMITATION DE VITESSE Département des LANDES			
Langon/Pau	Du PR	Au PR	Vitesse
	Giratoire de Pourroute	99+800	70 km/h
	99+800	104+600	110 km/h
	104+600	105+100	90 km/h
	105+100	Giratoire de Giron	70 km/h, puis 50 km/h 100m avant l'ouvrage du diffuseur puis 70 km/h 50 mètres après l'ouvrage
	(Bretelle Langon/Aire sur l' Adour)		
Pau/Langon	Du PR	Au PR	Vitesse
	Giratoire de Giron	105+100	90 km/h
	105+100	100+100	110 km/h
	100+100	99+600	90 km/h
	99+600	Giratoire de Pourroute	70 km/h, puis 50 km/h 100m avant le giratoire
	(Bretelle Pau / Aire sur l' Adour)		

ARTICLE 5

Restrictions de circulation

Les Interdictions :

Seuls sont admis à circuler sur la déviation les véhicules réputés en bon état de marche.

Ne sont pas admis à emprunter la déviation :

- Toutes les catégories mentionnées à l'article 5 de l'arrêté relatif à la signalisation des routes et autoroutes.
- Les véhicules, convois exceptionnels ou hors gabarit sauf dérogation accordée dans les conditions prévues au code de la route et par l'arrêté du 4 mai 2006 relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.

Les véhicules transportant des marchandises dangereuses :

Sont soumis aux dispositions :

- du code de la route (R411-18)
- de l'A.D.R. en vigueur (Arrêté relatif au transport des marchandises dangereuses par route dit « arrêté ADR du 22 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2001 »),
- de l'arrêté national complet ou partiel

Chantiers :

La circulation au droit des chantiers est réglementée par un arrêté permanent ou un arrêté particulier, selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

L'Exploitant pourra, dans le respect des prescriptions ministérielles relatives à l'exploitation sous chantier, apporter des restrictions à la circulation et à l'usage des installations annexes. Ces prescriptions feront l'objet d'un arrêté distinct.

Viabilité hivernale :

Sur la déviation en cours de déneigement, la circulation des poids lourds sera réglementée conformément aux articles R412-25 et R414-17 du code de la route :

« Lorsque, sur la chaussée, une voie de circulation au moins est couverte de neige ou de verglas sur toute ou partie de sa surface :
1° Le dépassement ou le changement de file est interdit à tout conducteur d'un véhicule dont le poids total autorisé en charge excède 3,5 tonnes ou à tout conducteur d'un ensemble de véhicules dont la longueur excède 7 mètres ;

2° Le dépassement des engins de service hivernal en action ou en cours de salage sur la chaussée est interdit à tout véhicule. »
Les engins appartenant soit à l'Exploitant, soit à des entreprises, tels que chargeurs, niveleuses, peuvent être équipés de pneus à crampons, pendant la campagne hivernale, à condition de respecter les normes fixées par la réglementation en vigueur.

La circulation des engins de déneigement de l'Exploitant, ou des entreprises, est autorisée pendant l'application de restrictions apportées à la circulation dans un cadre général.

Les engins de déneigement de l'Exploitant ou des entreprises peuvent être amenés à circuler sur les sections de voiries locales même soumises à barrière de dégel pour rejoindre les chantiers auxquels ils sont affectés ou, lorsqu'ils empruntent des accès de service ou des entrées / sorties, faisant partie des circuits de salage et pour effectuer des demi-tours. Les collectivités locales (conseils généraux et communes) seront sollicitées pour que les arrêtés de police des voiries concernées intègrent ces dispositions.

Lors du déclenchement des plans d'urgence départementaux ou de mesures zonales ou nationales interdisant la circulation du trafic sur toute ou partie de la déviation, seront autorisés à circuler les engins de déneigement, les camions de transport de produits de déverglaçage ainsi que les porteurs de carburant approvisionnant le dépôt de l'exploitant chargé de la viabilité hivernale ; l'Exploitant pouvant, dans ce cas, être prioritaire.

Restrictions liées au trafic :

En cas d'événement perturbant fortement les conditions de circulation, les modalités de déviation ou de délestage sont celles définies dans les plans de secours approuvés ou celles mises en œuvre par les pouvoirs publics.

ARTICLE 6

Régime des priorités

En application de l'article R415-7 du code de la route, le régime des priorités en sortie de la déviation est fixé par le préfet.

SORTIES LOCALES DÉVIATION AIRE SUR L'ADOUR		
Diffuseurs	Voirie de raccordement	Panneau
Diffuseur Nord	RD 824	AB3a + M9c
Diffuseur Sud	RD 834	AB3a + M9c

ARTICLE 7

Circulation des personnels de service et de sécurité et du matériel de service non immatriculé

En application de l'article R 432-7 du Code de la Route, sont autorisés à circuler à pied, à bicyclette ou à cyclomoteur, sur le domaine concédé, les personnels de la société concessionnaire appelés à y travailler, ainsi que le personnel et les matériels des tiers missionnés et déclarés par cette dernière.

Est autorisée également la circulation des matériels non immatriculés ou non motorisés de la société concessionnaire ainsi que celle des matériels des entreprises et tiers missionnés par celle-ci.

En application de l'alinéa 8 du paragraphe I de l'article R 421-2, sont autorisés à évoluer sur le domaine concédé, les matériels de travaux publics de la société concessionnaire ainsi que ceux des entreprises missionnées par celle-ci.

Le directeur des services d'exploitation de la société concessionnaire tient à jour la liste des personnels et matériels, ainsi que celle des tiers missionnés par celle-ci.

ARTICLE 8

Dommages causés aux installations

Toute détérioration du domaine public de la déviation, notamment des ouvrages d'art, chaussées, installations annexes, plantations, portails et accès de service, équipements des aires, tout dépôt ou abandon d'ordures, de déchets, de matériaux et autres objets, sera poursuivie et punie selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public, conformément aux dispositions de l'article R 116-2 du code de la voirie routière.

L'Exploitant, représenté par son directeur opérationnel, est habilité à demander que tout usager responsable d'une détérioration du domaine public soit tenu à réparation du montant des travaux de remise en état, des frais de signalisation et de sécurité, et éventuellement des préjudices d'exploitation subséquents.

ARTICLE 9

Postes téléphoniques d'appel d'urgence

La déviation d'Aire sur l'Adour n'est pas équipée de poste téléphonique et de réseau d'appel d'urgence.

ARTICLE 10

Arrêts en cas de panne ou d'accident

- En cas de panne :

L'utilisateur doit s'efforcer de dégager la chaussée et d'immobiliser son véhicule sur la bande d'arrêt d'urgence, le plus loin possible des voies réservées à la circulation et de se mettre à l'abri derrière les glissières de sécurité lorsque celles-ci existent, jusqu'à ce qu'il soit en mesure de reprendre une progression normale.

Au cas où l'utilisateur ne peut, par ses propres moyens, faire repartir son véhicule dans un délai raisonnable (trente minutes), il doit demander les secours nécessaires en utilisant les numéros d'appel d'urgence (17 ou 112). Après cette communication, l'utilisateur doit retourner auprès de son véhicule et se tenir le plus loin possible de la chaussée en attendant les secours.

Tout usager est tenu d'évacuer son véhicule de l'emprise de la déviation dans les meilleurs délais, faute d'y satisfaire, l'Exploitant est fondé à demander l'enlèvement des véhicules.

- En cas d'accident :

L'alerte doit être donnée par l'intermédiaire des numéros d'appel d'urgence (15, 17, 18 ou 112) ou au véhicule d'assistance routier (patrouilleur).

L'Exploitant doit prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter l'intervention des services chargés d'apporter des secours aux victimes.

La protection sommaire de l'accident est assurée par le premier des services de l'ordre ou de sécurité qui arrive sur les lieux de l'accident.

Elle est ensuite complétée si nécessaire par le matériel de protection spécialisé dont dispose l'exploitant.

ARTICLE 11

Dépannage

Le service de dépannage est organisé à l'initiative des forces de police.

Tout véhicule inoccupé demeurant immobilisé sur la bande d'arrêt d'urgence au delà du délai nécessaire à l'intervention d'un dépanneur sera, compte tenu du danger qu'il représente, enlevé sous la responsabilité des forces de police par un garagiste. Le propriétaire devra, pour le récupérer, acquitter les frais d'enlèvement et de garde.

En cas d'abandon d'un véhicule dans les emprises du domaine public, l'enlèvement se fera à l'initiative de l'autorité compétente dans le cadre de ses pouvoirs de police.

ARTICLE 12

Clauses de gestion et d'usage

Il est interdit à toute personne, sur le domaine de la déviation :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages, détritiques, et d'une manière générale, tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptible de provoquer des troubles ou des accidents,
- de se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire sans autorisation,
- de prendre des vues photographiques ou cinématographiques dans des buts commerciaux ou publicitaires, sans autorisation,
- de procéder à toute action de propagande,
- de créer des troubles à la circulation,
- de se livrer à la mendicité,
- de quêter,
- de pratiquer l'auto-stop,
- d'abandonner des animaux :
- Les animaux introduits sur le réseau par les usagers doivent obligatoirement être tenus de façon à ne pas divaguer,
- L'abandon sur la voie publique d'un animal domestique est puni par la loi (Art-511-1 du code pénal),
- La capture des animaux divagants (sauvages ou domestiques) est à la charge des services compétents,
- Les animaux abandonnés seront placés en fourrière à la charge de leurs propriétaires.
- d'abandonner son véhicule et accessoires divers.

ARTICLE 13

Prescriptions relatives à l'organisation de la sécurité et de la surveillance du trafic

Les forces de police pourront prendre toutes mesures justifiées par les besoins de la sécurité ou par les nécessités de l'écoulement du trafic, en relation avec l'exploitant.

ARTICLE 14**Exécution**

Le présent règlement sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département des Landes, affiché dans les établissements d'A'LIENOR et à la mairie d'Aire sur l'Adour.

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le commandant du groupement de gendarmerie, M. le président d'A'LIENOR sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt,
- M. le président du conseil général / service mobilité et transport,
- M. le président de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour,
- M. le Maire d'Aire-sur-l'Adour,
- M. le directeur du SAMU,
- M. le directeur départemental du SDIS 40.

Fait à Mont-de-Marsan, le 3 juillet 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX « BASSIN DE LA MIDOUZE »

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 212-4 et R 212-29 à R 212-31 sur la commission locale de l'eau (CLE) chargée de l'élaboration, la révision, le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE),

Vu le décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux et modifiant le code de l'environnement,

Vu la circulaire du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux,

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mars 2005 instituant la commission locale de l'eau (CLE) chargée d'élaborer le schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Bassin de la Midouze »,

Vu la lettre de la Fédération de Pêche du Gers,

Vu le courrier du Conseil Général du Gers en date du 11 mai 2009,

Considérant qu'il convient de prendre en compte les nouvelles dispositions introduites par le décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 modifiant le code de l'environnement et notamment la composition des commissions locales de l'eau,

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2005 modifié portant constitution de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Bassin de la Midouze » est modifié comme suit :

« 1 – Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux

Collectivités	Titulaires	Suppléants
Conseil Régional Aquitaine	Mme Martine HONTABAT	Mme Maria LAVIGNE
Conseil Régional Midi-Pyrénées	Mme Elisabeth MITTERRAND	M. Jean Louis GUILHAUMON
Conseil Général des Landes	M. Christian CAZADE	
Conseil Général du Gers	M. Marc PAYROS	
Association des Maires des Landes	M. Jean-Claude LALAGÜE Maire d'Uchacq et Parentis M. Guy ROLLIN Maire de Meilhan M. Alain LABARTHE Maire de Bégaar	M. Jacques JUNQUAS Maire de Campet et Lamolère M. Philippe DUBOURG Maire de Carcares Ste Croix
Association des Maires du Gers	M. Henri DIEDERICH	

	Maire de Larée M. Yves RISPAT Maire de Lupiac M. Francis DAGUZAN Maire de Troncens	M. Aimé VILLENEUVE Maire de Peyrusse-Grande
Communauté de communes du Pays Tarusate	M. Vincent LESPERON Maire de ST Yaguen	Mme Sabine DEHEZ Maire de Carcen Ponson
Communauté de communes du Pays d'Albret	M. Jean Luc BLANC SIMON Conseiller municipal de Brocas les Forges	
Communauté de Communes du Pays de Roquefort	M. Pierre CHANUT Maire de Roquefort	M. Daniel ROZIER Maire de Saint Gor
Communauté de Communes du Gabardan	M. Serge JOURDAN Maire de Losse	M. Antoine LEQUERTIER Maire de Mauvezin d'Armagnac
Collectivités	Titulaires	Suppléants
Communauté d'agglomération du Marsan	M. Christian CENET Maire de Bougue	
Communauté de Communes du Pays de Villeneuve de Marsan	M. Jean Marc DARTEYRON Conseiller municipal de Saint cricq Villeneuve	
Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels	M. Patrick MIMOT	M. Pierre DARMANTE
Communauté de Communes du Bas Armagnac / Bas Adour	M. Jean DUCLAVE Maire de Magnan	
Communauté de Communes du Grand Armagnac	M. Gérard LUFLADE Maire de Mauléon d'Armagnac	M. Guy REMAZEILLES Maire de Marguestau
Syndicat Intercommunal du Bez	Mme Armandine BEAUGIER	
Syndicat d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant du Ludon et du Gaube	M. Jean François CAZALIS	M. Jean Michel DARRABA
SIVu des berges de la Midouze	M. Alain DEHEZ	
Syndicat Intercommunal d'assainissement des vallées du Midour, de l'Izaute et de la Douze	M. Claude SILENGO	
Syndicat des vallées Midour, Douze, Riberette	M. Claude LAFFITTE	
Institution Adour	M. Bernard SUBSOL M. Régis SOUBABERE	

2 – Collège des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées

Services	Titulaires	Suppléants
Chambre d'Agriculture des Landes	M. Jean Luc CAPES	M. François LESPARE
Chambre d'Agriculture du Gers	M. Marc DIDIER	
Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes	M. Jean-Marie NEROU Tembec Tartas SAS	M. Jean-Claude BEZIAT Aqualandes SAS
Chambre de Commerce et d'Industrie du Gers	M. Paul BERGAMO	Mme Corinne BRUEL
Association SEPANSO	M. René CLAVE	M. Georges CINGAL
Association UMINATE	Mme Chantal PAVARD-GIBBS	Mme Martine DELMAS
Associations de consommateurs	Mme Eliane SERRE- SALHORGNE UFC Que Choisir	M. Guy PETIT UDAF
Fédération de Chasse	M. Thierry BEREYZIAT (Landes)	
Comité Départemental de Canoë-kayak	M. Albert REVUELTA	

	(Landes)	
Fédération de Pêche des Landes	M. Jacques MARSAN	M. Vincent RENARD
Fédération de Pêche du Gers	M. Bernard LAFFARGUE	
Comité départemental du Tourisme	M. Michel LALANNE (Landes)	
Centre Régional de la propriété forestière d'Aquitaine	M. Jean-Henri D'ORGLANDES	M. LESCOUZERES

3 – Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics

- Le préfet des Landes oordonnateur du sous-bassin Adour ou son représentant, représentant du préfet coordonnateur de bassin,
- Le préfet du Gers ou son représentant,
- Le directeur de l'agence de l'eau Adour Garonne ou son représentant,
- Le directeur régional de l'environnement d'Aquitaine ou son représentant,
- Le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées ou son représentant,
- Le chef de MISE des Landes ou son représentant
- Le chef de MISE du Gers ou son représentant
- Le directeur régional de la recherche, de l'industrie et de l'environnement d'Aquitaine ou son représentant,
- Le chef du service départemental des Landes de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ou son représentant,
- le directeur départemental des services vétérinaires des Landes ou son représentant,
- Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes ou son représentant,
- Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture du Gers ou son représentant. »

ARTICLE 3

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat des départements des Landes et du Gers et mis en ligne sur le site www.gesteau.eaufrance.fr

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et le secrétaire général de la préfecture du Gers sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la présente commission.

Mont-de-Marsan, le 2 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

ARRETE 2009/ N° 424

Le préfet des Landes

VU le livre V du code de l'environnement et notamment l'article L 514-5, et des articles R 514-1 et R 514-2,

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 et les arrêtés successifs portant organisation de l'inspection des installations classées dans le département des Landes,

VU la proposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine à BORDEAUX, en date du 07 juillet 2009, de nommer monsieur Laurent BORDE en qualité d'inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement aquitaine, subdivision des Landes,

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Laurent BORDE, ingénieur de l'industrie et des mines, en poste à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine à BORDEAUX, est nommé inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine, subdivision des Landes.

ARTICLE 2

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement Aquitaine, subdivision des Landes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département, et dont copie sera notifiée à monsieur Laurent BORDE.

Fait à Mont-de-Marsan, le 17 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

ARRETE PR/DAGR/2006/N°436 PORTANT APPROBATION ET PUBLICATION DES CARTES DE BRUIT DU DÉPARTEMENT DES LANDES

Le Préfet des Landes

Vu la directive européenne 2002/49/CE du parlement européen et du conseil de l'union européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L572-1 à 11 et R572-1 à 11 transposant cette directive et ses articles

L571-10 et R571-32 à 43 relatifs au classement des infrastructures de transport terrestres,
Vu l'arrêté ministériel du 04 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit de l'environnement,
Vu la circulaire du 07 juin 2007 relative à l'élaboration des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement,
Vu la circulaire du 23 juillet 2008 relative à l'élaboration des plans de prévention du bruit de l'environnement,
Vu l'arrêté préfectoral n°308 du 29 mai 2009 portant constitution du comité de pilotage départemental de l'observatoire du bruit des infrastructures de transports terrestres des Landes,
Vu l'avis favorable du 17 juin 2009 dudit comité sur la présentation des études des cartes de bruit du département des Landes pour la première échéance prévue par la directive européenne précitée relative aux routes et autoroutes dont le trafic est supérieur à 16 400 véhicules par jour,
Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

Les cartes de bruit des tronçons suivants sont approuvées :

- route nationale 10 à partir du département de la Gironde jusqu'à l'A63 au nord de Saint Geours de Maremne
- route départementale 810, de la RD 824 à St Geours de Maremne jusqu'à la RD 112 à St Vincent de Tyrosse et de la RD 652 à Labenne jusqu'au département des Pyrénées Atlantiques
- route départementale 824, de la RD 810 à St Geours de Maremne jusqu'au début de la déviation de St Paul les Dax et de la fin de la déviation de St Paul les Dax jusqu'au début de la déviation de Pontonx sur l'Adour, puis de la RD 932E jusqu'à la RD 933S à Mont de Marsan
- route départementale 524, avenue de la Résistance, de la RD 947 jusqu'à la RD16 à St Paul les Dax
- route départementale 947, de la RD 524 jusqu'au cours de Verdun et la portion sud du cours Maréchal Joffre,
- route départementale 129, de la RD 824 jusqu'à la RD 947 à St Paul les Dax,
- route départementale 29, avenue Victor Hugo à Dax,
- route départementale 932^E de la RD 824 à RD 30 à Mont de Marsan
- réseau routier de la ville de Dax
 - boulevard St Pierre
 - portion nord du cours Maréchal Joffre
 - rue G Chaule
 - avenue Yves du Manoir
 - pont des Arènes
- portions d'autoroutes A63 et A64 situées dans le département des Landes

ARTICLE 2

Chaque carte de bruit comporte :

- Un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour leur élaboration
- Des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones
- Des documents graphiques du bruit au 1/25 000ème représentant :
 - Une carte de type A des zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Lden, par pas de 5dB, allant de 55 dB (A) à 75 dB (A) et plus
 - Une carte de type A des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide de courbes isophones en Lden par pas de 5dB (A) allant de 50dB (A) à 70 dB (A) et plus,
 - Une représentation graphique des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide de courbes isophones en Lden allant de 50 dB (A) à 70 dB (A) et plus, par pas de 5dB (A)
 - Une carte de type B des secteurs affectés par le bruit arrêtés en application de l'article L571-10 du code de l'environnement
 - Une carte de type C Lden des zones où la valeur limite 68 dB(A) est dépassée
 - Une carte de type C Ln des zones où la valeur limite 62 dB(A) est dépassée

ARTICLE 3

Ces cartes de bruit sont publiées en ligne sur le site internet de la préfecture des Landes <http://www.land.es.pref.gouv.fr> . Leur accès est précédé d'un avertissement indiquant les limites des données délivrées par ces cartes.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées suivantes : Angresse, Benesse-Maremne, Capbreton, Dax. Hastingues, Labenne, Mont de Marsan, Oeyregave, Ondres, Pontonx sur l'Adour, Saint-Cricq du Gave, Saint Geours de Maremne, Saint-Martin de Seignanx, Saint Paul les Dax, Saint Vincent de Tyrosse, Saubion, Sorde l'Abbaye, Tarnos.

ARTICLE 5

Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises

- au service maîtrise d'ouvrage des routes nationales de la direction régionale de l'équipement Aquitaine, à la direction interdépartementale des routes Aquitaine (D.I.R.A.) à Bordeaux, au président du conseil général des Landes, au maire de Dax pour l'élaboration des plans de prévention des bruits dans l'environnement correspondants
- aux directions d'administration centrale concernées du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la

mer, intégré dans l'observatoire du bruit des infrastructures de transport terrestre

ARTICLE 6

La présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental de l'équipement de l'agriculture et de la forêt des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 20 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PR/DAGR/2009/446 PORTANT AGRÉMENT DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE DÉPOLLUTION ET DÉMONTAGE DE VÉHICULES HORS D'USAGE AFM RECYCLAGE À SAINT-AVIT AGRÉMENT N°PR 40 0020 D

Le préfet des Landes

Vu le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;

[Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21 ;]

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 43-2 ;

Vu le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;

Vu le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 12 ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral n°296 du 25 juin 1997 et le changement d'exploitant du 18 janvier 2008 autorisant la Société AFM Recyclage à exploiter une installation de démontage de véhicules hors d'usage avec récupération de ferrailles et de pièces détachées automobiles,

Vu la demande d'agrément, présentée le 21 avril 2009, par la société AFM recyclage en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage,

Vu l'avis favorable de M. l'inspecteur des installations classées en date du 18 juin 2009,

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 7 juillet 2009

Considérant que la demande d'agrément présentée le 21 avril 2009 par la société AFM recyclage comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Landes;

ARRETE

ARTICLE 1.

La société AFM recyclage est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2.

La société AFM recyclage est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

L'arrêté préfectoral n° 296 du 25 juin 1997 susvisé est complété par les articles suivants :

«Article 3-1»

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.

« ARTICLE 3-2 »

Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

« ARTICLE 3-3 »

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés .

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 100 m³. Le dépôt est à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment.

« ARTICLE 3-4 »

Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés aux articles N et N+1, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l si le flux maximal journalier est inférieur à 15 kg/j sinon, la valeur de 35 mg/l sera retenue.
- Hydrocarbures totaux inférieur à 20 mg/l
- Plomb inférieur à 0,5 mg/l

ARTICLE 4

La société AFM recyclage est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Landes et le maire de la commune de Saint-Avit, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes et dont une copie leur sera notifiée ainsi qu'à la société AFM recyclage située 230 route de Roquefort - 40090 SAINT AVIT.

Fait à Mont de Marsan le 24 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L 514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Dans ce même délai un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

ETS AFM RECYCLAGE à SAINT-AVIT

CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N°PR 40 0020 D du 24 juillet 2009

1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3°/ Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du

récépissé de prise en charge pour destruction.

4°/ Réemploi.

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5°/ Dispositions relatives au déchets

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6°/ Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé :

7°/ Contrôle par un organisme tiers.

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;

- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert

- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

Vu pour être annexé à mon arrêté préfectoral n°446 du 24 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

ARRETE PR/DAGR/2^{ÈME} BUREAU/2009/N° 453 PORTANT RENOUELEMENT DE LA COMPOSITION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES (C.O.D.E.R.S.T.)

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L 1416-1, R 1416-16 et R 1416-17 ;

Vu l'ordonnance N° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit ;

Vu l'ordonnance N° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

Vu le décret 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-555 du 23 août 2006 portant composition du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Vu la proposition du président du conseil général des Landes en date du 30 juin 2009 ;

Vu la proposition du président de l'association des maires des Landes en date du 03 juin 2009 ;

Vu les propositions :

- de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes,
- du président de la chambre de métiers et de l'artisanat des Landes,
- du président de la chambre de commerce et d'industrie des Landes,
- du président de la chambre d'agriculture des Landes,
- du président de la fédération des Landes pour la pêche et de la protection du milieu aquatique,
- des associations agréées au titre de la protection de l'environnement,
- des associations de consommateurs des Landes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques présidé par le Préfet des Landes, ou son représentant est renouvelé comme suit :

1 - Représentants des services de l'Etat

- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant

- le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et de la forêt des Landes ou son représentant,
- le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant,
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, ou son représentant,
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile, ou son représentant.

2 - Représentants des collectivités territoriales

Titulaires

M. Robert CABE

Conseiller général du canton

d'AIRE SUR ADOUR

Mme Elisabeth SERVIERES

Conseillère générale du canton de

MONTFORT-EN-CHALOSSE

M. Christian NOLIBOIS

Maire de CAMPAGNE

M. Vincent LESPERON

Maire de SAINT-YAGUEN

M. Jean-Jacques DARMAILLACQ

Maire d'AMOU

Suppléants

M. Joël GOYHENEIX

Conseiller général du canton

de TARTAS-OUEST

M. Xavier FORTINON

Conseiller général du canton de

MIMIZAN

M. Christian CENET

Maire de BOUGUE

M. Didier GAUGEACQ

Maire de CASSEN

M. Michel HERRERO

Maire d'ESTIGARDE

3 - Représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, membres de professions ayant leur activité dans les domaines de compétence de la commission et experts

♦ associations agréées de consommateurs

Titulaire

Mme Eliane SERRE

UFC QUE CHOISIR

Suppléant

M. Jean-Pierre DUMARTIN

INDECOSA CGT

♦ associations agréées de pêche et de protection de l'environnement

Titulaire

M. Jacques MARSAN

Président de la fédération des landes

pour la pêche et la protection du milieu aquatique

M. Georges CINGAL

Président de la SEPANSO Landes

Suppléant

M. Michel PRIAM

Fédération des landes pour la pêche

et la protection du milieu aquatique

M. René CLAVE

Vice-président SEPANSO Landes

♦ membres de professions ayant leur activité dans les domaines de compétence de la commission

Titulaire

M. Jacques DUFRECHOU

Profession agricole

M. Philippe AURENSAN

Profession du bâtiment

Suppléant

M. Christophe BARAILH

Profession agricole

Mme Stéphanie PERBOST

Chargée de mission environnement

Chambre de Métiers et de l'artisanat des Landes

M. Bruno MILBLED

Chargé de l'environnement

Chambre de commerce et d'industrie des Landes

M. Alain AYRAL

Industriel exploitant d'installations classées

♦ experts

M. Daniel LESPES,

Responsable du service prévention des risques

professionnels à la mutualité sociale agricole

des Landes,

Mme Karine DUBOURG

Docteur en pharmacie, ingénieur d'études à

l'université Victor Segalen de Bordeaux 2

Segalen de Bordeaux 2

M. le directeur départemental du SDIS des Landes ou son représentant

M. le docteur Joao SIMOES

médecin inspecteur de santé publique,

DDASS des landes

Mme le professeur Céline OHAYON

Docteur en pharmacie, directrice du

laboratoire hydrologie environnement, université Victor

4 - Personnalités qualifiées

Titulaire

M. le docteur CAZAUGADE,

Praticien hospitalier

Centre hospitalier de Mont-de-Marsan

M. Pierre HERVE

Ingénieur conseil

Caisse régionale d'assurance maladie

Mme Valérie DESAUZIERS

Enseignant chercheur

Suppléant

M. le docteur Pierre GIL

Médecin du travail

Mutualité sociale agricole des Landes,

M. Guy MAGNIEZ

Ingénieur conseil

Caisse régionale assurance maladie

M. Thierry PIGOT

Maître de conférence

Institut pluridisciplinaire de recherche
sur l'environnement et les matériaux
Mme Bernadette BEGUINET
Ingénieur d'études
Observatoire de l'eau des Pays de l'Adour

Institut pluridisciplinaire de recherche
sur l'environnement et les matériaux
M. Philippe REGNACQ
Ingénieur d'études
Observatoire de l'eau des Pays de l'Adour

ARTICLE 2

Les membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (C.O.D.E.R.S.T) sont nommés pour une durée de trois ans.

ARTICLE 3

Le secrétariat du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (C.O.D.E.R.S.T) est assuré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Landes et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 28 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT LA SNCF À PROCÉDER À UN RABATTEMENT DE LA NAPPE PHRÉATIQUE EN VUE DE LA CRÉATION D'UN PASSAGE SOUTERRAIN EN GARE DE DAX

Le préfet des Landes

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.210-1 à L.214-6, R.214-1, et R.214-23,

Vu le décret n°2003-869 du 11 septembre 2003 relatif à l'extension des zones de répartition des eaux,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2008 autorisant la SNCF à procéder à un rabattement de la nappe phréatique en vue de la création d'un passage souterrain en gare de Dax,

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et écologiques du 7 juillet 2009,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

La société nationale des chemins de fer (SNCF), représentée par monsieur le directeur d'opération déléguée – délégation régionale infrastructure – pôle maîtrise d'ouvrage mandatée (MMO) – 54 bis, rue Amédée Saint-Germain – 33077 Bordeaux Cedex, est autorisée à effectuer un rabattement de la nappe phréatique par pompage dans le cadre d'un chantier de génie civil en tranchée en gare de Dax consistant en la création d'un passage souterrain d'accès aux quais.

Cette autorisation de prélèvement d'eau, temporaire, est accordée pour une période de six mois à compter du démarrage du pompage, renouvelable une fois.

Cette autorisation est délivrée au titre des rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

- 1.1.1.0 relative à la création de forages, puits ou ouvrages souterrain en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau,
- 1.3.1.0 relative aux prélèvements d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative de l'eau sont instituées,
- 2.2.1.0 relative aux rejets dans les eaux douces superficielles, la capacité totale du rejet étant supérieure à 2000 m³/jour.

ARTICLE 2

L'opération consiste à abaisser temporairement le niveau de la nappe phréatique pendant la construction de l'ouvrage d'art en utilisant la technique du pompage par puits, et à procéder au rejet des eaux pompées dans un aqueduc du réseau de collecte des eaux pluviales existant à proximité de la zone du projet et rejoignant l'Adour.

Le débit maximum d'exhaure et de rejet autorisé est de 400 m³/h.

ARTICLE 3

Un dispositif de suivi quantitatif de l'opération et de suivi qualitatif du rejet sera mis en œuvre.

Le dispositif de suivi quantitatif reposera sur un réseau de piézomètres situés d'une part dans l'emprise du chantier, d'autre part pour l'un d'entre eux à environ 150 mètres du site des travaux.

Le piézomètre éloigné est destiné à vérifier l'absence d'incidence sur les forages existants permettant l'exploitation d'eaux de source. La localisation précise de cet ouvrage est définie conjointement avec la régie des eaux de Dax ; son emplacement définitif est communiqué à la police de l'eau.

Le suivi quantitatif consiste sur l'ensemble des piézomètres en deux mesures de la hauteur du toit de la nappe alluviale de l'Adour, hebdomadaires, dans la même journée, l'une avant le pompage, l'autre en phase de pompage. Les mesures seront

transmises à la régie des eaux de Dax aux fins d'interprétation contradictoire. Toute anomalie (variation par rapport à l'incidence escomptée) sera immédiatement signalée à la police de l'eau.

Le dispositif de suivi qualitatif reposera sur une analyse mensuelle par prélèvement d'un échantillon en amont du rejet dans l'aqueduc de réception. Les paramètres suivis sont ceux cités dans la note complémentaire au dossier de demande d'autorisation fournie à la police de l'eau le 19 juin 2009. L'interprétation des mesures est effectuée par la régie des eaux de Dax, dans le cadre d'une convention d'intervention avec la SNCF. Toute anomalie sera immédiatement signalée à la police de l'eau.

ARTICLE 4

Aux fins de protection de l'aquifère de toute pollution depuis la surface, les puits mis en oeuvre seront au terme de l'opération comblés par des techniques appropriées, consistant à reconstituer le plus fidèlement possible la stratigraphie d'origine.

ARTICLE 5

Le bénéficiaire de cette autorisation est tenu de laisser libre accès aux installations de prélèvement aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 6

L'arrêté préfectoral du 20 juin 2008 autorisant la SNCF à procéder à un rabattement de la nappe phréatique en vue de la création d'un passage souterrain en gare de Dax est abrogé.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes et une copie en sera déposée en mairie de Dax où il pourra être consulté. Un extrait sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé à la police de l'eau. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département des Landes ou dans les départements intéressés.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 9

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt, le commandant du groupement de gendarmerie des Landes, le maire de Dax, la SNCF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Mont de Marsan, le 30 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DU LIT DU BEZ SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BEZ ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX

Le Préfet des Landes,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-7, L.214-1 et suivants, L.215-19, R.214-88 à R.214-104

Vu les articles L.151-36 à L.151-40 et R.151-40 à 49 du code rural,

Vu la délibération du syndicat intercommunal du Bez du 14 avril 2009 sollicitant la déclaration d'intérêt général des travaux d'urgence du lit du Bez,

Vu les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne,

Vu le dossier déposé au titre des articles L. 214-3 et L.211-7 du code de l'environnement considéré complet en date du 20 mai 2009, présenté par le syndicat intercommunal du Bez représenté par monsieur le Président DEYRES Jean-Claude, enregistré sous le n° 40-2009-00181 et relatif à : Travaux de désencombrement du lit du Bez

Considérant la nécessité d'obtenir une déclaration d'intérêt général pour que le syndicat intercommunal du Bez puisse intervenir sur le Bez,

Considérant la nécessité d'intervenir rapidement pour dégager les embâcles afin d'éviter des inondations,

Considérant qu'aucune expropriation ne sera réalisée,

Considérant que les propriétaires riverains ne participeront pas financièrement aux travaux,

Considérant les mesures envisagées pour protéger le milieu,

Considérant les remarques émises par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral envoyé conformément à l'article R.214-94,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Sont déclarés d'intérêt général et d'urgence au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement les travaux de désencombrement du lit du Bez présentés par le syndicat intercommunal du Bez, tels que définis à l'article 3 du présent arrêté, l'ensemble de ces travaux devant être réalisés aux conditions des articles 4 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2

Il est donné récépissé de déclaration au syndicat intercommunal du Bez pour les travaux de désencombrement du lit du Bez dont la réalisation est prévue sur les communes de Arjuzanx, Morcenx, Saint-Yaguen, Villenave sur le linéaire joint en annexe. Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

ARTICLE 3

Les travaux consistent à :

- Enlever et évacuer les embâcles et chablis .
- Broyer les rémanents
- Traiter les souches : les souches partiellement déracinées des arbres extraits en berge seront recalées si possible sur leur emplacement d'origine en s'assurant de leur ancrage afin d'éviter tout risque de déchaussement.

L'extraction des arbres dans le lit mineur se fera sans causer de dommage aux berges.

ARTICLE 4

Les travaux sont réalisés par une entreprise spécialisée, compétente en matière de restauration et d'entretien de rivière. Ils doivent être conformes aux règles de l'art, et respecter la nécessaire préservation du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques et de l'ensemble des usages existants sur ces rivières. Durant les travaux de déblaiement des bois dans le lit mineur, une attention particulière sera notamment portée au substrat dans les secteurs de radiers constituant des zones de frayères potentielles.

ARTICLE 5

Pendant la durée des travaux, le permissionnaire veille à ne pas interrompre l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide afin d'assurer le repli des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude. Les confluences des ruisseaux et des annexes inondables seront déblayées de façon à assurer leur communication avec le cours d'eau après travaux.

ARTICLE 6

Pendant la durée des travaux, tout apport aux milieux aquatiques de polluant, immédiat ou différé, est proscrit. Le permissionnaire prévoit notamment :

- la délimitation d'aires de parages imperméabilisées comprenant une zone de stockage des hydrocarbures (équipée de bassins de rétention), le recueil des eaux de ruissellement et le traitement de ces eaux (bassin de décantation pouvant s'il y a lieu être obturé) avant rejet au milieu naturel,
- le ravitaillement, l'entretien et la réparation des engins de chantier exclusivement sur ces aires de parage.

ARTICLE 7

Les bois abattus en berges ou récupérés dans le lit mineur sont débités et stockés. Leur stockage est réalisé de préférence sur des zones peu exposées aux risques de crues. Aussitôt après l'achèvement des travaux , le permissionnaire enlève les stocks de bois résiduels ainsi que tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister en berges.

ARTICLE 8

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le permissionnaire doit immédiatement interrompre les travaux, intervenir sur l'origine de l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux, et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face.

ARTICLE 9

Pendant la durée des travaux, les propriétaires de chemins d'accès sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs ainsi que les cours et les jardins attenants aux habitations sont exemptés de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

ARTICLE 10

Les travaux débutent à partir du 3 août 2009 pour une durée de 4 mois. Cette décision deviendra caduque si les travaux n'ont pas fait l'objet d'un commencement avant le 30 septembre 2009.

ARTICLE 11

Le Syndicat Intercommunal du Bez prévient le service police de l'eau ainsi que le service départemental de l'ONEMA du début et de fin des opérations.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes. Une copie sera adressée aux maires de Arjuzanx, Morcenx, Saint-Yaguen, Villenave qui procéderont à l'affichage un mois avant et pendant la durée des travaux prévus.

ARTICLE 13

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 14

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes, monsieur le président du syndicat intercommunal du Bez, madame et messieurs les maires d'Arjuzanx, Morcenx, Saint-Yaguen et Villenave sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 29 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE SYNDICAT D'EQUIPEMENT DES COMMUNES DES LANDES (SYDEC) ALIMENTATION EN EAU POTABLE FORAGE F1 DE GAILLERES**

1°/ AUTORISATION D'EXPLOITER ET DE DERIVER UNE PARTIE DES EAUX SOUTERRAINES

2°/ CREATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment l'article 131 ;

Vu le code forestier et notamment les articles R.412-19 à R.412-27 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Vu les délibérations du Sydec, en date du 6 février 2004 ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 13 juillet 2004 ;

Vus les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 au 31 mars 2009 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 10 avril 2009 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Landes en date du 2 juin 2009 ;

Considérant

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes de GAILLERES et de BOSTENS, dont la distribution est assurée par le Sydec, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du Sydec sur la commune de GAILLERES ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

Chapitre 1 : Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice du Sydec :

La dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du forage F1, sis sur la commune de Gaillères ;

La création d'un périmètre de protection immédiate, d'un périmètre de protection rapprochée et éloignée autour du captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et de la qualité de l'eau ;

dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

Le Sydec est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du forage F1 situé sur la parcelle référencée section A2 n° 591 à Gaillères.

N° BSS : 09258X0016

Coordonnées Lambert II étendu :

X = 382 475 m

Y = 3 185 895 m

Z = + 91 m NGF

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PRÉLEVEMENT

Le régime d'exploitation autorisé et le débit maximal que le Sydec pourra dériver sont définis comme suit :

Débit d'exploitation : 15 m³/h ;

durée maximale de pompage : 20 heures ;

volume journalier prélevé : 300 m³/j

Les installations devront disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant devra tenir un registre d'exploitation sur lesquels seront reportés le débit maximum horaire et le volume journalier produit ainsi que les incidents survenus. Ces informations devront être conservées trois ans et tenues à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures devront être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 4 : traitement

Afin de distribuer une eau conforme à la législation et compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées, celles-ci feront l'objet, avant distribution, d'une démantégarisation et d'une désinfection préventive.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE SANITAIRE

Le contrôle sanitaire de l'eau sera assuré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, dans les conditions fixées par les articles R-1321-15 à R-1321-22 du Code de la Santé Publique ou de tout autre texte qui pourrait lui être substitué. Les lieux de prélèvement sont fixés :

- au point de puisage du forage, pour le contrôle de l'eau brute ;
- après traitement, avant refoulement dans le réseau, pour le contrôle de l'eau au point de mise en distribution ;
- sur le réseau d'adduction de Gaillères et de Bostens, pour le contrôle de l'eau distribuée.

ARTICLE 6 : SURVEILLANCE PERMANENTE DE LA QUALITÉ DES EAUX

Sans préjudice des vérifications prévues à l'article 5 susvisé, la surveillance permanente de la qualité des eaux est placée sous la responsabilité de l'exploitant, dans les conditions fixées par l'article R-1321-23 du code de la santé publique ou de tout autre texte qui pourrait lui être substitué.

Chapitre 2 : Périmètre de protection

ARTICLE 7 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE (PPI)

Il sera créé un périmètre de protection immédiate tel que défini par la carte jointe en annexe du présent arrêté.

A – Emprise

Pentagone irrégulier inclus dans les parcelles A2 n° 590 et 591.

B – Interdictions

- Tous les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols, épandages de toute nature y sont interdit, en dehors de ceux liés à l'exploitation du forage.

C – Réglementation

- Le Sydec devra acquérir la parcelle du PPI ou établir une convention de gestion avec la commune de Gaillères.
- Le périmètre sera clôturé et pourvu d'un portail fermant à clef ;
- les équipements seront régulièrement entretenus ;
- seul le personnel d'entretien et de contrôle y aura accès ;
- l'usage d'herbicide sera interdit ;
- La conduite et le regard d'eaux usées situés à moins de 8 m du forage seront supprimés. Toutefois, dans l'attente,

un examen endoscopique de la canalisation devra être réalisé au minimum une fois tous les deux ans.

ARTICLE 8 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

A – Emprise et désignation cadastrale :

Il sera créé un périmètre de protection rapprochée au bourg de Gaillères, tel que défini par la carte annexée au présent arrêté, constituée des parcelles listées également en annexe du présent arrêté :

B – Interdictions

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes sont interdites :

- les puits ou forages supérieurs à 10 m, non destinée à la consommation humaine des collectivités ;
- le déversement d'effluents dans le sol et le sous-sol, autre que les eaux pluviales et l'épandage des effluents de l'assainissement individuel autorisé ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière ;
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, de détritiques et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'installation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits chimiques liquides ou

gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux. Les canalisations de gaz domestique sont cependant autorisées ;

- Les installations de stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, autres que domestiques ;
- L'épandage ou l'infiltration du lisier, de purin, de fumier liquide, d'eaux usées d'origine industrielle ;
- Le stockage des matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (ensilage) ;
- Le stockage, même au champ, du fumier,
- Le stockage d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis (animaux ou végétaux) des cultures et des herbages,
- L'établissement d'étables et de stabulations libres, permanentes ou mobiles,
- La création d'étang et de plan d'eau.

C - Réglementations

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes devront être réalisées en prenant en compte le risque qu'elles peuvent générer sur la ressource.

- la création de nouvelles voies de communication ;
- l'utilisation raisonnée de produits chimiques pour désherber et débroussailler ;
- les fossés seront régulièrement entretenus de manière à ne pas favoriser la formation de zone d'accumulation.

ARTICLE 9 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ELOIGNEE

A – Emprise

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur un secteur compris entre la Douze et le Midou, depuis Roquefort et Saint-Justin, en amont et Saint-Avit, en aval, tel que défini par la carte jointe en annexe du présent arrêté. Il comprend les communes de Lucbardez-et-Bargues, Bostens, Pouydesseaux, Sainte-Foy, Gaillères et en partie les communes de Roquefort, Sarbazan, Saint-Justin, Lacquy, Le Frêche, Villeneuve-de-Marsan, Saint-Cricq-Villeneuve, Bougue, Saint-Avit.

B - Réglementation

A l'intérieur de ce périmètre, toute nouvelle installation, soumise à déclaration ou autorisation, sera réalisée après une étude d'impact démontrant l'absence de risques qualitatifs sur les cours d'eau et sur la nappe du Miocène-Aquitainien.

ARTICLE 10 : AUTORISATION CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de l'article L214-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 11 : INDEMNISATION DES USAGERS

Le Sydec devra indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 12 : financement

Il sera pourvu aux dépenses au moyen de fonds libres et de subventions.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 13 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production d'eau destinée à la consommation humaine devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 14 : CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE ET CESSATION D'ACTIVITÉ

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 2, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et s'il s'agit d'une personne morale sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 15 : DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum d'un an.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 16 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de monsieur le préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du Sydec.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le Sydec transmet à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales dans un délai de 6 mois après la date de la signature de monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement de l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 17 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 18 : DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU.

ARTICLE 19 : MESURES EXÉCUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture des Landes,

Le président du Sydec,

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Une copie sera adressée à :

Monsieur le président du conseil général des Landes

Monsieur le directeur départemental de l'équipement

Monsieur le directeur régional de l'industrie et de la recherche

Monsieur le maire de Gaillères

Mesdames et Messieurs les maires des communes comprises dans le périmètre de protection éloignée.

Mont de Marsan, le 7 juillet 2009

Le sous-préfet, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE SYNDICAT
D'EQUIPEMENT DES COMMUNES DES LANDES (SYDEC) ALIMENTATION EN EAU POTABLE
FORAGE F2 DE GAILLERES**

1°/ AUTORISATION D'EXPLOITER ET DE DERIVER UNE PARTIE DES EAUX SOUTERRAINES

2°/ CREATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment l'article 131 ;

Vu le code forestier et notamment les articles R.412-19 à R.412-27 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de

l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Vu les délibérations du Sydec, en date du 6 février 2004 ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 13 juillet 2004 ;

Vus les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 au 31 mars 2009 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 10 avril 2009 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Landes en date du 2 juin 2009 ;

Considérant

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes de GAILLERES et de BOSTENS, dont la distribution est assurée par le Sydec, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du Sydec sur la commune de GAILLERES ;

sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

Chapitre 1 : Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice du Sydec :

La dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du forage F2, sis sur la commune de Gaillères ;
La création d'un périmètre de protection immédiate, d'un périmètre de protection rapprochée et éloignée autour du captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et de la qualité de l'eau ;
dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

Le Sydec est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du forage F2 situé sur la parcelle référencée section A2 n° 589 à Gaillères.

N° BSS : 09258X0045

Coordonnées Lambert II étendu :

X = 382 415 m

Y = 3 185 900 m

Z = + 91 m NGF

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PRÉLEVEMENT

Le régime d'exploitation autorisé et le débit maximal que le Sydec pourra dériver sont définis comme suit :

Débit d'exploitation : 30 m³/h ;

durée maximale de pompage : 20 heures ;

volume journalier prélevé : 600 m³/j

Les installations devront disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant devra tenir un registre d'exploitation sur lesquels seront reportés le débit maximum horaire et le volume journalier produit ainsi que les incidents survenus. Ces informations devront être conservées trois ans et tenues à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures devront être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 4 : traitement

Afin de distribuer une eau conforme à la législation et compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées, celles-ci feront l'objet, avant distribution, d'une démanisation et d'une désinfection préventive.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE SANITAIRE

Le contrôle sanitaire de l'eau sera assuré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, dans les conditions fixées par les articles R-1321-15 à R-1321-22 du code de la santé publique ou de tout autre texte qui pourrait lui être substitué. Les lieux de prélèvement sont fixés :

- au point de puisage du forage, pour le contrôle de l'eau brute ;
- après traitement, avant refoulement dans le réseau, pour le contrôle de l'eau au point de mise en distribution ;
- sur le réseau d'adduction de Gaillères et de Bostens, pour le contrôle de l'eau distribuée.

ARTICLE 6 : SURVEILLANCE PERMANENTE DE LA QUALITÉ DES EAUX

Sans préjudice des vérifications prévues à l'article 5 susvisé, la surveillance permanente de la qualité des eaux est placée sous la responsabilité de l'exploitant, dans les conditions fixées par l'article R-1321-23 du Code de la Santé Publique ou de tout autre texte qui pourrait lui être substitué.

Chapitre 2 : Périmètre de protection

ARTICLE 7 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE (PPI)

Il sera créé un périmètre de protection immédiate tel que défini par la carte jointe en annexe du présent arrêté.

A – Emprise

Pentagone irrégulier inclus dans la parcelle A2 n° 589.

B – Interdictions

- Tous les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols, épandages de toute nature y sont interdit, en dehors de ceux liés à l'exploitation du forage.

C – Réglementation

- Le Sydec devra acquérir la parcelle du PPI ou établir une convention de gestion avec la commune de Gaillères.
- Le périmètre sera clôturé et pourvu d'un portail fermant à clef ;
- les équipements seront régulièrement entretenus ;
- seul le personnel d'entretien et de contrôle y aura accès ;
- l'usage d'herbicide sera interdit ;

ARTICLE 8 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

A – Emprise et désignation cadastrale :

Il sera créé un périmètre de protection rapprochée au bourg de Gaillères, tel que défini par la carte annexée au présent arrêté, constituée des parcelles listées également en annexe du présent arrêté :

B – Interdictions

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes sont interdites :

- les puits ou forages supérieurs à 10 m, non destinée à la consommation humaine des collectivités ;
- le déversement d'effluents dans le sol et le sous-sol, autre que les eaux pluviales et l'épandage des effluents de l'assainissement individuel autorisé ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, de détritiques et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'installation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits chimiques liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux. Les canalisations de gaz domestique sont cependant autorisées ;
- Les installations de stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, autres que domestiques ;
- L'épandage ou l'infiltration du lisier, de purin, de fumier liquide, d'eaux usées d'origine industrielle ;
- Le stockage des matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (ensilage) ;
- Le stockage, même au champ, du fumier,
- Le stockage d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis (animaux ou végétaux) des cultures et des herbages,
- L'établissement d'étables et de stabulations libres, permanentes ou mobiles,
- La création d'étang et de plan d'eau.

C - Réglementations

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes devront être réalisées en prenant en compte le risque qu'elles peuvent générer sur la ressource.

- la création de nouvelles voies de communication ;
- l'utilisation raisonnée de produits chimiques pour désherber et débroussailler ;
- les fossés seront régulièrement entretenus de manière à ne pas favoriser la formation de zone d'accumulation.

ARTICLE 9 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

A – Emprise

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur un secteur compris entre la Douze et le Midou, depuis Roquefort et Saint-Justin, en amont et Saint-Avit, en aval, tel que défini par la carte jointe en annexe du présent arrêté. Il comprend les communes de Lucbardez-et-Bargues, Bostens, Pouydesseaux, Sainte-Foy, Gaillères et en partie les communes de Roquefort, Sarbazan, Saint-Justin, Lacquy, Le Frêche, Villeneuve-de-Marsan, Saint-Cricq-Villeneuve, Bougue, Saint-Avit.

B - Réglementation

A l'intérieur de ce périmètre, toute nouvelle installation, soumise à déclaration ou autorisation, sera réalisée après une étude d'impact démontrant l'absence de risques qualitatifs sur les cours d'eau et sur la nappe du Miocène-Aquitainien.

ARTICLE 10 : AUTORISATION CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de l'article L214-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 11 : INDEMNISATION DES USAGERS

Le Sydec devra indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 12 : financement

Il sera pourvu aux dépenses au moyen de fonds libres et de subventions.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 13 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production d'eau destinée à la consommation humaine devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 14 : CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE ET CESSATION D'ACTIVITÉ

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 2, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et s'il s'agit d'une personne morale sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 15 : DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum d'un an.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 16 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales

servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de monsieur le préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du Sydec.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le Sydec transmet à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales dans un délai de 6 mois après la date de la signature de monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement de l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

article 16 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 17 : DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU.

ARTICLE 18 : MESURES EXÉCUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture des Landes,

Le président du Sydec,

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Une copie sera adressée à :

Monsieur le président du conseil général des Landes

Monsieur le directeur départemental de l'équipement

Monsieur le directeur régional de l'industrie et de la recherche

Monsieur le maire de Gaillères

Mesdames et Messieurs les maires des communes comprises dans le périmètre de protection éloignée.

Mont de Marsan, le 7 juillet 2009

Le sous-préfet, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ BLANCHISSERIE, BUANDERIE, ENTRETIEN TEXTILE

Un concours interne sur épreuves aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 10 (1°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir deux postes d'agent de maîtrise, spécialité blanchisserie, buanderie, entretien textile vacants dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les maîtres ouvriers, les conducteurs ambulanciers de 1re catégorie, ainsi que, sous réserve de justifier de sept ans d'ancienneté dans leur grade, les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2e catégorie, les aides de laboratoire de classe supérieure, les aides d'électroradiologie de classe supérieure et les aides de pharmacie de classe supérieure régis par le décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière.

La durée des services est appréciée au 31 décembre 2008.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HYGIÈNE, BIO NETTOYAGE

Un concours interne sur épreuves aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 10 (1°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir un poste d'agent de maîtrise, spécialité hygiène, bio nettoyage vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les maîtres ouvriers, les conducteurs ambulanciers de 1^{re} catégorie, ainsi que, sous réserve de justifier de sept ans d'ancienneté dans leur grade, les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2^e catégorie, les aides de laboratoire de classe supérieure, les aides d'électroradiologie de classe supérieure et les aides de pharmacie de classe supérieure régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière.

La durée des services est appréciée au 31 décembre 2008.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ ÉLECTRICITÉ

Un concours interne sur épreuves aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 10 (1°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir d'un poste d'agent de maîtrise, spécialité électricité vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les maîtres ouvriers, les conducteurs ambulanciers de 1^{re} catégorie, ainsi que, sous réserve de justifier de sept ans d'ancienneté dans leur grade, les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2^e catégorie, les aides de laboratoire de classe supérieure, les aides d'électroradiologie de classe supérieure et les aides de pharmacie de classe supérieure régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière.

La durée des services est appréciée au 31 décembre 2008.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENT DE MAÎTRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HÔTELLERIE-RESTAURATION

Un concours interne sur épreuves aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 10 (1°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir deux postes d'agent de maîtrise, spécialité hôtellerie-restauration vacants dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les maîtres ouvriers, les conducteurs ambulanciers de 1^{re} catégorie, ainsi que, sous réserve de justifier de sept ans d'ancienneté dans leur grade, les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2^e catégorie, les aides de laboratoire de classe supérieure, les aides d'électroradiologie de classe supérieure et les aides de pharmacie de classe supérieure régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière.

La durée des services est appréciée au 31 décembre 2008.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ BLANCHISSERIE, BUANDERIE, ENTRETIEN TEXTILE

Un concours interne sur titres aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 13 III (2°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir un poste de maître ouvrier, spécialité blanchisserie, buanderie, entretien textile, vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2^e catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif au 31 décembre 2008, titulaires de la fonction publique.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste

faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HYGIÈNE, BIO NETTOYAGE

Un concours interne sur titres aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 13 III (2°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir un poste de maître ouvrier, spécialité hygiène, bio nettoyage vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2e catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif au 31 décembre 2008, titulaires de la fonction publique.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ ÉLECTRICITÉ

Un concours interne sur titres aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 13 III (2°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir un poste de maître ouvrier, spécialité électricité, vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2e catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif au 31 décembre 2008, titulaires de la fonction publique.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ ÉLECTROTECHNIQUE

Un concours interne sur titres aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 13 III (2°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir un poste de maître ouvrier, spécialité électrotechnique, vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2e catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif au 31 décembre 2008, titulaires de la fonction publique.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAÎTRE OUVRIER DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE SPÉCIALITÉ HÔTELLERIE-RESTAURATION

Un concours interne sur titres aura lieu au centre hospitalier de Mont de Marsan (Landes) dans les conditions fixées à l'article 13 III (2°) du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir deux postes de maître ouvrier, spécialité hôtellerie-restauration vacants dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2e catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif au 31 décembre 2008, titulaires de la fonction publique.

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées, au plus tard deux mois après la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Landes, par lettre recommandée (le cachet de la poste

faisant foi), au directeur des ressources humaines du centre hospitalier de Mont de Marsan, Avenue Pierre de Coubertin, 40024 Mont de Marsan Cedex, auprès duquel peut être retiré le dossier de candidature.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE N° 40.09.23 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DE LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE « SAINT LOUIS » DE BUGLOSE

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article L.174-3,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1, R.6145-21 à R.6145-27,

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation annuelle de financement de la maison de repos et de Convalescence de Buglose,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'association de gestion de la maison de repos et de convalescence de Buglose,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

ARRETE

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations applicables à compter du 1^{er} juin 2009 à la maison de repos et de convalescence « Saint Louis » à Buglose sont fixés ainsi qu'il suit :

	code	montant
moyen séjour – personnes âgées	32	148,46 €

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, le trésorier payeur général des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux le 30 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Alain GARCIA

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE N° 40.09.17 CENTRE DE LONG SEJOUR DE MORCENX TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Vu le code de la santé publique,

Vu la Loi n° 2008.1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

Vu la circulaire n° DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

Vu l'arrêté n° 40.09.13 du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation soins USLD 2009,

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations sont fixés ainsi qu'il suit :

	Code	Montant
GIR 1 et 2	41	88.07 €
GIR 3 et 4		79.06 €
GIR 5 et 6		70.04 €

ARTICLE 2

Un délai d'un mois à dater de la notification est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre la présente décision.

ARTICLE 3

Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, madame la directrice du centre de long séjour de Morcenx et monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des

services de l'Etat dans le département des Landes.

ARTICLE 4

Notification du présent arrêté sera faite, en outre, à :

- Monsieur le trésorier payeur général,
- Monsieur le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine,
- Madame la directrice de la caisse régionale d'assurance maladie d'Aquitaine,
- Monsieur le directeur de la caisse de mutualité sociale agricole des Landes,

Bordeaux, le 9 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRÊTÉ DDASS N° 2009-147 FIXANT LA LISTE DES PERSONNES INSCRITES EN QUALITÉ DE MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS ET EN QUALITÉ DE DÉLÉGUÉS AUX PRESTATIONS FAMILIALES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L.471-2, L.471-3, L.474-1 et L.474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2007-308 du 5 mars portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 (article 116) de « simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures »,

Vu le décret n° n°2008-1512 (article 3) du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L.471-2, L.471-3, L.474-1 et L.474-2 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la liste transmise par monsieur le procureur de la république près le tribunal de Grande Instance de Mont de Marsan,

Vu la liste transmise par monsieur le procureur de la république près le tribunal de Grande Instance de Dax,

Vu les propositions de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

La liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par le juge des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle, ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est ainsi établie pour le département des Landes.

1) Tribunal de Dax

a) pendant le délai mentionné aux I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionnée ci-dessus (liste des personnes en fonction avant le 1^{er} janvier 2009) :

- personnes morales gestionnaires de services :

- Union départementale des associations familiales des Landes

2 rue Dulaurier - BP 149 - 40 003 MONT DE MARSAN

- Association VISA vivre son âge - centre de gériatrie - centre hospitalier - Route de Tercis - BP 323 - 40107 DAX Cedex

- Mutuelle générale de l'éducation nationale représentée par son président M. Jean Michel LAXALT -

3 square Max - Hymans - 75748 PARIS Cedex 15

- personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Madame BABEL Monique : 24 résidence du Sablar , 28 place Joffre - 40100 DAX

- Monsieur BASTIAT : maison Péré - 40330 ARSAGUE

- Monsieur BOISNIER Jean Claude : 14 impasse de la Garenne - 40180 HEUGAS

- Madame CHARRIER : BP 2 - 40390 SAINT MARTIN DE SEIGNANX

- Monsieur CHARRIER : 2428 route de Saint André - 40390 SAINT BARTHELEMY

- Madame FRAYSSE Chantal : rue du moulin - 40180 OEYRELUY

- Madame GERAUD : 30 rue Neuve - 40100 DAX

- Madame GRILLIER : Impasse des SERRES - 40100 DAX

- Monsieur HERVET Alain : 9 rue des peupliers - 40100 DAX

- Monsieur HOURQUES Michel : villa Aurore - 40300 SORDE L'ABBAYE

- Madame JUSTES Suzanne : 42 rue Joseph Darqué - 40100 DAX

- Monsieur LABEYRIE Pierre : 23 impasse des Marmottes - 40 50 SOORTS -HOSSEGOR

- Madame LATRILLE Martine : 1 rue de Poge - 40130 CAPBRETON

- Monsieur LECAS Philippe : 26 B avenue d'Azur - 40140 SOUSTONS

- Monsieur LEOZ Gérard : Villa « Le Mouillage » - 11 boulevard Loucheur - 40130 CAPBRETON

- Monsieur LESFAURIS Christian : 380 chemin Suslanne - 40180 SAINT PANDELON

- Madame NEVEU Eliane : 49 chemin du Chicoy - 40360 CASTELNAU CHALOSSE

- Monsieur POULET Claude : 391 Chemin de Garros - 40700 POUDENX

- Monsieur ROQUES Michel : rue de Poge - 40130 CAPBRETON

- Monsieur TOUYA André : « Angouade » - 40180 SAUBUSSE

- personnes physiques et services préposés d'établissement :

- Madame la gérante de tutelle de l'institut hélios marin - 40 530 LABENNE

b) au titre de l'article L.471-2 du code de l'action sociale et des familles c'est-à-dire dans le cadre de la nouvelle procédure d'habilitation :

- personnes morales gestionnaires de services
(catégorie vide jusqu'à délivrance d'une autorisation)
- personnes physiques exerçant à titre individuel
(catégorie vide jusqu'à délivrance d'un agrément)
- personnes physiques et services préposés d'établissement
(catégorie vide jusqu'à la déclaration prévue par l'article L.472-6 du code de l'action sociale et des familles ou la délivrance d'une autorisation)

2) Tribunal de Mont de Marsan

a) pendant le délai mentionné aux I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionnée ci-dessus (liste des personnes en fonction avant le 1^{er} janvier 2009):

- personnes morales gestionnaires de services :
- L'Union départementale des associations familiales des Landes

2 rue Dulaurier - 40000 MONT DE MARSAN

- La mutuelle générale de l'éducation nationale de Mont de Marsan et celle de PARIS - 3 square Max Hymans - 75748 PARIS
- La Mutuelle Générale des PTT - secteur tutelle
6 rue Vandrezanne - 75634 PARIS Cedex

- personnes physiques exerçant à titre individuel :
- Monsieur LEFEVRE Jean –Claude : 182 rue Pasteur - 40600 BISCARROSSE
- Monsieur THOMAZEAU Stéphane : Les Traverses - 40120 RETJONS
- Madame LOPEZ Agnès : 1 lotissement du bourg - 40120 ARUE
- Madame BELLEGARDE Brigitte : 13 rue du stade - 40200 MIMIZAN
- Madame GERMAN Jacqueline : maison Hartic - 40700 PEYRE
- Monsieur GILLES Patrick : chemin du Turret - 40500 SAINT SEVER
- Madame LAVIGNE Françoise : Grand Lestrat - 40120 LENCOUACQ

- personnes physiques et services préposés d'établissement :
- Mme CAZEAUX –PELLARINI Christine - centre hospitalier Sainte Anne - 40000 MONT DE MARSAN

b) au titre de l'article L.471-2 du code de l'action sociale et des familles c'est-à-dire dans le cadre de la nouvelle procédure d'habilitation :

- personnes morales gestionnaires de services
(catégorie vide jusqu'à délivrance d'une autorisation)
- personnes physiques exerçant à titre individuel
(catégorie vide jusqu'à délivrance d'un agrément)
- personnes physiques et services préposés
(catégorie vide jusqu'à la déclaration prévue par l'article L.472-6 du code de l'action sociale et des familles ou la délivrance d'une autorisation)

ARTICLE 2

La liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par le juge des Tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes (TPSA) ou de la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) est ainsi établie pour le département des Landes :

1) Tribunal de Dax

a) pendant le délai mentionné aux I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionnée ci-dessus (liste des personnes en fonction avant le 1^{er} janvier 2009) :

- personnes morales gestionnaires de services :
- Union départementale des associations familiales des Landes
2 rue Dulaurier - BP 149 - 40003 MONT DE MARSAN

- personnes physiques exerçant à titre individuel :

Néant

- personnes physiques et services préposés d'établissement :

Néant

b) au titre de l'article L.471-2 du code de l'action sociale et des familles c'est-à-dire dans le cadre de la nouvelle procédure d'habilitation :

- personnes morales gestionnaires de services
(catégorie vide jusqu'à délivrance d'une autorisation)
- personnes physiques exerçant à titre individuel
(catégorie vide jusqu'à délivrance d'un agrément)
- personnes physiques et services préposés d'établissement
(catégorie vide jusqu'à la déclaration prévue par l'article L.472-6 du code de l'action sociale et des familles ou la délivrance d'une autorisation)

2°) Tribunal de Mont de Marsan

a) pendant le délai mentionné aux I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionnée ci-dessus (liste des personnes en fonction avant le 1^{er} janvier 2009):

- personnes morales gestionnaires de services :
- Union départementale des associations familiales des Landes

2 rue Dulaurier - BP 149 - 40003 MONT DE MARSAN

- personnes physiques exerçant à titre individuel :

- personnes physiques et services préposés d'établissement :

b) au titre de l'article L.471-2 du code de l'action sociale et des familles c'est-à-dire dans le cadre de la nouvelle procédure d'habilitation :

- personnes morales gestionnaires de services

(catégorie vide jusqu'à délivrance d'une autorisation)

- personnes physiques exerçant à titre individuel

(catégorie vide jusqu'à délivrance d'un agrément)

- personnes physiques et services préposés

(catégorie vide jusqu'à la déclaration prévue par l'article L.472-6 du code de l'action sociale et des familles ou la délivrance d'une autorisation)

ARTICLE 3

La liste des personnes habilitées pour être désignées par les juges en qualité de délégué aux prestations familiales est ainsi établie pour le département des Landes :

1) Tribunal de Dax

a) pendant le délai mentionné au V de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionnée ci-dessus (liste des personnes en fonction avant le 1^{er} janvier 2009) :

- personnes morales gestionnaires de services :

- Union départementale des associations familiales des Landes

2 rue Dulaurier - BP 149 - 40003 MONT DE MARSAN

- personnes physiques exerçant à titre individuel :

Néant

b) au titre de l'article L.474-1 du code de l'action sociale et des familles c'est-à-dire dans le cadre de la nouvelle procédure d'habilitation :

- personnes morales gestionnaires de services

(catégorie vide jusqu'à délivrance d'une autorisation)

- personnes physiques exerçant à titre individuel

(catégorie vide jusqu'à délivrance d'un agrément)

2) Tribunal de Mont de Marsan

a) pendant le délai mentionné au V de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionnée ci-dessus (liste des personnes en fonction avant le 1^{er} janvier 2009):

- personnes morales gestionnaires de services :

- Union départementale des associations familiales des Landes

2 rue Dulaurier - BP 149 - 40003 MONT DE MARSAN

- personnes physiques exerçant à titre individuel :

Néant

b) au titre de l'article L.474-1 du code de l'action sociale et des familles c'est-à-dire dans le cadre de la nouvelle procédure d'habilitation :

- personnes morales gestionnaires de services

(catégorie vide jusqu'à délivrance d'une autorisation)

- personnes physiques exerçant à titre individuel

(catégorie vide jusqu'à délivrance d'un agrément)

ARTICLE 4

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- Aux intéressés

- Au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Dax

- Au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Mont de Marsan

- Au juge des tutelles du tribunal d'instance de Dax

- Au juge des tutelles du tribunal d'instance de Mont de Marsan

ARTICLE 5

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de monsieur le préfet des Landes soit hiérarchique auprès du ministre chargé du travail dans les deux mois suivant la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Pau également dans un délai de deux mois à compter de la notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE MODIFICATIF DASS 2009/321**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L.4311-1 à L.4314-7 du code de la santé publique relatifs à l'exercice de la profession d'infirmiers ;

Vu le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/249 du 18 juin 2009, relatif à la modification de la société civile professionnelle d'infirmiers « DUFRANC-RUBIO, HOUTMAN, ALVES » à MONT DE MARSAN (40), sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières du département des Landes ;

Vu la demande en date du 9 juillet 2009 de la SCP « Claudie DUFRANC-RUBIO – Brigitte HOUTMAN – Angélique ALVES » ;

Vu le procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} juillet 2009 ;

Vu les statuts mis à jour en date du 1^{er} juillet 2009 de la SCP « Claudie DUFRANC-RUBIO, Brigitte HOUTMAN, Angélique ALVES » ;

Vu la proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE**ARTICLE 1**

L'arrêté préfectoral n° 2009/249 du 18 juin 2009, est modifié comme suit :

ASSOCIÉS :

En moins : Madame Christine CALMETTES BERNADET , titulaire du diplôme d'état d'infirmière délivré par la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Toulouse le 18 décembre 1995 et enregistré sous le n° 40 65 3293 7 le 14 février 2005.

En plus :

Madame Angélique ALVES, titulaire du diplôme d'Etat d'infirmière délivré par la direction régionale des affaires sanitaires et sociale de BORDEAUX, le 19 avril 2005 et enregistré sous le numéro 40 65 3410 le 12 août 2005.

La S.C.P. porte donc désormais le nom suivant :

« Société civile professionnelle d'infirmières

Claudie DUFRANC-RUBIO – Brigitte HOUTMAN – Angélique ALVES »

à compter du 1^{er} juillet 2009.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux au tribunal administratif de Pau -50 Cours Lyautey- 64010 PAU CEDEX.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 10 juillet 2009

Pour le préfet des Landes,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**PROJET D'ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE COMMUNE
D'ESOURCE ALIMENTATION EN EAU POTABLE FORAGE F2 « BOUHEBEN » À ESCOURCE**

1°/ AUTORISATION D'EXPLOITER ET DE DERIVER UNE PARTIE DES EAUX SOUTERRAINES

2°/ CREATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment l'article 131 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1989 autorisant l'exploitation, la dérivation des eaux et instaurant les périmètres de protection autour des forages F1 « La Braneyre » et F2 « Bouheben » à Escource ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2003 modifiant l'arrêté du 27 décembre 1989 susvisé ;

Vu la délibération de la commune d'Escource en date du 30 juin 2007, demandant la modification du périmètre de protection immédiate du forage F2 « Bouheben », pour tenir compte des nouvelles limites du périmètre clôturé, conséquence de la construction de la station de déferrisation ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Landes en date du 2 juin 2009

Considérant

Que la construction de la station de déferrisation a modifié les limites du périmètre de protection immédiate autour du forage F2 « Bouheben » à Escource instaurée par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1989, modifié ;

Que le périmètre clôturé autour du forage a été agrandi,

Que les parcelles clôturées sont acquises en pleine propriété par la commune d'Escource ;

Qu'il convient de modifier les périmètres de protection du forage F2 « Bouheben » et de reconduire l'autorisation de prélever et dériver les eaux pour la consommation humaine par un nouvel acte administratif ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

CHAPITRE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PRÉLÈVEMENT DE L'EAU

ARTICLE 1 DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune d'Escource :

- la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du forage F2 « Bouheben » sis sur la commune d'Escource ;
 - la création d'un périmètre de protection immédiate autour du forage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et de la qualité de l'eau ;
- dans les conditions fixées par le présent arrêté.

article 2 AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

La commune d'Escource est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du forage F2 « Bouheben » situé sur la parcelle référencée section M N° 668 à ESCOURCE.

N° BSS : 08985X0030

Coordonnées Lambert II étendu :

X = 331 845 m

Y = 1 910 691 m

Z = + 67 m NGF

article 3 CONDITIONS DE PRÉLEVEMENT

Le régime d'exploitation autorisé et le débit maximal que la commune d'Escource pourra dériver sont définis comme suit :

- Débit maximal d'exploitation : 25 m³/h
- Durée maximale de pompage : 20 heures/j
- Volume journalier maximal prélevé : 500 m³/j.

L'installation devra disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant devra tenir un registre d'exploitation sur lequel seront reportés le débit maximum horaire et le volume journalier produit ainsi que les incidents survenus. Ces informations devront être conservées trois ans et tenues à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures devront être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 4 TRAITEMENT

Afin de distribuer une eau conforme à la législation et compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées, celles-ci feront l'objet, avant distribution, d'une déferrisation et d'une désinfection.

ARTICLE 5 CONTRÔLE SANITAIRE

Le contrôle sanitaire de l'eau sera assuré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, dans les conditions fixées par les articles R-1321-15 à R-1321-22 du code de la santé publique ou de tout autre texte qui pourrait lui être substitué.

Les lieux de prélèvement sont fixés :

- au point de puisage du forage, pour le contrôle de l'eau brute ;
- après traitement, avant refoulement dans le réseau pour le contrôle de l'eau au point de mise en distribution ;
- sur le réseau d'adduction de la commune d'Escource pour le contrôle de l'eau distribuée.

ARTICLE 6 SURVEILLANCE PERMANENTE DE LA QUALITÉ DES EAUX

Sans préjudice des vérifications prévues à l'article 5 susvisé, la surveillance permanente de la qualité des eaux est placée sous la responsabilité de l'exploitant, dans les conditions fixées par l'article R-1321-23 du code de la santé publique ou de tout autre texte qui pourrait lui être substitué.

CHAPITRE 2 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

ARTICLE 7

Il sera créé un périmètre de protection immédiate tel que défini par le plan de masse annexé au présent arrêté.

PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

A – Emprises et désignations cadastrales :

DESIGNATION DES TERRAINS CONSTITUANT LE PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

COMMUNE D'ESOURCE

SECTIONS	N° PARCELLE	LIEU-DIT	CONTENANCE	PROPRIETAIRE
M	668	BOUHEBEN	646 m ²	Commune d'Escource
M	724	BOUHEBEN	297 m ²	Commune d'Escource

B – Obligations, interdictions, réglementations :

Interdictions

- Tous les travaux, installations, activités, ouvrages, aménagement ou occupation des sols, en dehors de ceux liés à l'exploitation du forage, des réservoirs, de la station de pompage et de traitement.
- Les dépôts, entreposages (autres que ceux liés à l'exploitation) et épandages de toute nature.
- L'utilisation de produits phytosanitaires.

Réglementation

- Le périmètre sera clôturé et pourvu d'un portail fermant à clef en permanence;
- L'emprise sera régulièrement entretenue ;
- Les équipements seront régulièrement entretenus ;
- Seul le personnel d'entretien et de contrôle y aura accès ;

ARTICLE 8 AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de l'article L.214-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 9 INDEMNISATION DES USAGERS

La commune d'Escource devra indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 10 FINANCEMENT

Il sera pourvu aux dépenses au moyen de fonds libres et de subventions.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 11 ABROGATION DES ARRÊTES PREFECTORAUX DES 27 DECEMBRE 1989 ET 29 JANVIER 2003

L'arrêté préfectoral du 27 décembre 1989 autorisant l'exploitation, la dérivation des eaux et instaurant les périmètres de protection autour des forages F1 « La Braneyre » et F2 « Bouheben » à Escource est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 29 janvier 2003 modifiant l'arrêté du 27 décembre 1989 susvisé est abrogé.

ARTICLE 12 RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans le périmètre de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune d'Escource devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 13 CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE ET CESSATION D'ACTIVITÉ

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 2, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et s'il s'agit d'une personne morale sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 14 DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de deux mois.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 15 NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de monsieur le préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire d'Escource.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales dans un délai de 6 mois après la date de la signature de monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement de l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 16 SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 17 DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU.

ARTICLE 18 MESURES EXÉCUTOIRES

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes, monsieur le maire d'Escource, madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, monsieur le directeur départemental de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public à la mairie d'Escource.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le président du conseil général des Landes,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie et de la recherche.

Mont-de-Marsan, le 10 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/305 EHPAD LESBAZEILLES TARIF E2 - MAISON DE RETRAITE DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN**

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7 et le 5° du I de l'article R.314-36 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 relative au financement de la sécurité sociale pour 2009 ;

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades, notamment son article 96 ;

Vu le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 modifié, relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

Vu le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 et fixant le modèle de bilan financier d'un établissement ou service social ou médico-social ;

Vu la circulaire DGAS/5B/DSS/1A/2009/51 du 13 février 2009 relative aux orientations de l'exercice 2009 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu les lettres du directeur de la CNSA en date du 13 février 2009 fixant les dotations régionales et les dotations départementales indicatives pour 2009, et fixant les dotations régionales anticipées pour 2010 et 2011, et en date du 15 avril 2009 fixant les dotations départementales anticipées de mesures nouvelles pour 2010, 2011 et 2012 (personnes âgées – personnes handicapées) ;

Vu la décision du directeur de la CNSA en date du 30 mars 2009 parue au Journal Officiel du 8 avril 2009 fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la convention tripartite signée entre le représentant de l'établissement, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, le préfet des Landes et le président du conseil général ;

Vu les propositions budgétaires transmises par l'établissement à l'autorité de tarification ;

Vu les éléments contenus dans le rapport budgétaire pour l'exercice 2009 ;

Considérant les orientations retenues pour l'ensemble des établissements et services du département ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE**ARTICLE 1**

La dotation globale de soins de l'EHPAD Lesbazeilles tarif E2 - maison de retraite du centre hospitalier de Mont-de-Marsan pour l'exercice 2009 (n° FINESS : 400780938) est fixée à :

Dotation globale de financement de soins : 636 097.65 €

Tarif journalier GIR 1 et GIR 2 : 28.28 €

Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	: 21.82 €
Tarif journalier GIR 5 et GIR 6	: 15.25 €

ARTICLE 2

L'établissement a choisi le tarif partiel et les dépenses afférentes aux médicaments des résidents ne sont pas incluses dans la dotation globale susmentionnée.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 17 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/310 CENTRE HOSPITALIER DE DAX EHPAD EX-USLD**

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7 et le 5° du I de l'article R.314-36 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 relative au financement de la sécurité sociale pour 2009 ;

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades, notamment son article 96 ;

Vu le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 modifié, relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

Vu le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 et fixant le modèle de bilan financier d'un établissement ou service social ou médico-social ;

Vu la circulaire DGAS/5B/DSS/1A/2009/51 du 13 février 2009 relative aux orientations de l'exercice 2009 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu les lettres du directeur de la CNSA en date du 13 février 2009 fixant les dotations régionales et les dotations départementales indicatives pour 2009, et fixant les dotations régionales anticipées pour 2010 et 2011, et en date du 15 avril 2009 fixant les dotations départementales anticipées de mesures nouvelles pour 2010, 2011 et 2012 (personnes âgées – personnes handicapées) ;

Vu la décision du directeur de la CNSA en date du 30 mars 2009 parue au Journal Officiel du 8 avril 2009 fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la convention tripartite signée entre le représentant de l'établissement, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, le préfet des Landes et le président du conseil général ;

Vu les propositions budgétaires transmises par l'établissement à l'autorité de tarification ;

Vu les éléments contenus dans le rapport budgétaire pour l'exercice 2009 ;

Considérant les orientations retenues pour l'ensemble des établissements et services du département ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE**ARTICLE 1**

La dotation globale de soins de l'EHPAD Ex-USLD du centre hospitalier de Dax pour l'exercice 2009 (n° FINESS : 400010559) est fixée à :

Dotation globale de financement	:	1 729 959.00 €
Tarif journalier GIR 1 et GIR 2	:	59.75 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	:	48.11 €
Tarif journalier GIR 5 et GIR 6	:	36.35 €

ARTICLE 2

L'établissement a choisi le tarif partiel et les dépenses afférentes aux médicaments des résidents ne sont pas incluses dans la

dotation globale susmentionnée.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'aquitaine dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 17 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/302 INSTITUT HÉLIO-MARIN DE LABENNE BUDGET MÉDICO-SOCIAL : ACCUEIL DE JOUR ET HÉBERGEMENT TEMPORAIRE

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7 et le 5° du I de l'article R.314-36 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 relative au financement de la sécurité sociale pour 2009 ;

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades, notamment son article 96 ;

Vu le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 modifié, relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

Vu le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 et fixant le modèle de bilan financier d'un établissement ou service social ou médico-social ;

Vu la circulaire DGAS/5B/DSS/1A/2009/51 du 13 février 2009 relative aux orientations de l'exercice 2009 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu les lettres du directeur de la CNSA en date du 13 février 2009 fixant les dotations régionales et les dotations départementales indicatives pour 2009, et fixant les dotations régionales anticipées pour 2010 et 2011, et en date du 15 avril 2009 fixant les dotations départementales anticipées de mesures nouvelles pour 2010, 2011 et 2012 (personnes âgées – personnes handicapées) ;

Vu la décision du directeur de la CNSA en date du 30 mars 2009 parue au journal officiel du 8 avril 2009 fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la convention tripartite signée entre le représentant de l'établissement, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, le préfet des Landes et le président du conseil général ;

Vu les propositions budgétaires transmises par l'établissement à l'autorité de tarification ;

Vu les éléments contenus dans le rapport budgétaire pour l'exercice 2009 ;

Considérant les orientations retenues pour l'ensemble des établissements et services du département ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1

La dotation globale de soins du budget médico-social de l'institut héliο-marin de Labenne pour l'exercice 2009 (n° FINESS : 400008678) est fixée à :

- Hébergement temporaire :	45 788.00 €
. Tarif journalier GIR 1 et GIR 2 : 38.16 €	
. Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 : 38.16 €	
. Tarif journalier GIR 5 et GIR 6 : 38.16 €	
- Accueil de jour :	70 350.00 €
. Tarif journalier GIR 1 et GIR 2 : 47.71 €	
. Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 : 40.60 €	
. Tarif journalier GIR 5 et GIR 6 : 17.23 €	
Dotation globale de financement :	116 138.00 €

ARTICLE 2

L'établissement a choisi le tarif global et les dépenses afférentes aux médicaments des résidents sont incluses dans la dotation globale susmentionnée.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 17 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/303 CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-SEVER BUDGET MÉDICO-SOCIAL – ANNEXE E**

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7 et le 5° du I de l'article R.314-36 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 relative au financement de la sécurité sociale pour 2009 ;

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades, notamment son article 96 ;

Vu le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 modifié, relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

Vu le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 et fixant le modèle de bilan financier d'un établissement ou service social ou médico-social ;

Vu la circulaire DGAS/5B/DSS/1A/2009/51 du 13 février 2009 relative aux orientations de l'exercice 2009 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu les lettres du directeur de la CNSA en date du 13 février 2009 fixant les dotations régionales et les dotations départementales indicatives pour 2009, et fixant les dotations régionales anticipées pour 2010 et 2011, et en date du 15 avril 2009 fixant les dotations départementales anticipées de mesures nouvelles pour 2010, 2011 et 2012 (personnes âgées – personnes handicapées) ;

Vu la décision du directeur de la CNSA en date du 30 mars 2009 parue au journal officiel du 8 avril 2009 fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la convention tripartite signée entre le représentant de l'établissement, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et le président du conseil général ;

Vu les propositions budgétaires transmises par l'établissement à l'autorité de tarification ;

Vu les éléments contenus dans le rapport budgétaire pour l'exercice 2009 ;

Considérant les orientations retenues pour l'ensemble des établissements et service du département ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETEARTICLE 1

La dotation globale de soins du budget médico-social – annexe E - du centre hospitalier de Saint-Sever pour l'exercice 2009 (n° FINESS : 400009908) est fixée à :

Dotation globale de financement : 511 367.27 €

. Tarif journalier GIR 1 et GIR 2 : 43.76 €

. Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 : 35.91 €

. Tarif journalier GIR 5 et GIR 6 : 27.43 €

ARTICLE 2

L'établissement a choisi le tarif partiel et les dépenses afférentes aux médicaments des résidents ne sont pas incluses dans la dotation globale susmentionnée.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 17 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/309 MAISON DE RETRAITE DU CENTRE HOSPITALIER DE DAX**

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7 et le 5° du I de l'article R.314-36 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 relative au financement de la sécurité sociale pour 2009 ;

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades, notamment son article 96 ;

Vu le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 modifié, relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

Vu le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 et fixant le modèle de bilan financier d'un établissement ou service social ou médico-social ;

Vu la circulaire DGAS/5B/DSS/1A/2009/51 du 13 février 2009 relative aux orientations de l'exercice 2009 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu les lettres du directeur de la CNSA en date du 13 février 2009 fixant les dotations régionales et les dotations départementales indicatives pour 2009, et fixant les dotations régionales anticipées pour 2010 et 2011, et en date du 15 avril 2009 fixant les dotations départementales anticipées de mesures nouvelles pour 2010, 2011 et 2012 (personnes âgées – personnes handicapées) ;

Vu la décision du directeur de la CNSA en date du 30 mars 2009 parue au journal officiel du 8 avril 2009 fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la convention tripartite signée entre le représentant de l'établissement, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, le préfet des Landes et le président du conseil général ;

Vu les propositions budgétaires transmises par l'établissement à l'autorité de tarification ;

Vu les éléments contenus dans le rapport budgétaire pour l'exercice 2009 ;

Considérant les orientations retenues pour l'ensemble des établissements et services du département ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE**ARTICLE 1**

La dotation globale de soins de la maison de retraite du centre hospitalier de Dax pour l'exercice 2009 (n° FINESS : 400011045) est fixée à :

Dotation globale de financement	:	2 225 211.54 €
Tarif journalier GIR 1 et GIR 2	:	45.57 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	:	36.18 €
Tarif journalier GIR 5 et GIR 6	:	26.75 €

ARTICLE 2

L'établissement a choisi le tarif partiel et les dépenses afférentes aux médicaments des résidents ne sont pas incluses dans la dotation globale susmentionnée.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 17 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**DOTATION GLOBALE DE SOINS 2009 DDASS N° 2009/304 EHPAD EX-USLD – BUDGET E1 DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN**

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7 et le 5° du I de l'article R.314-36 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 relative au financement de la sécurité sociale pour 2009 ;

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades, notamment son article 96 ;

Vu le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 modifié, relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

Vu le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 et fixant le modèle de bilan financier d'un établissement ou service social ou médico-social ;

Vu la circulaire DGAS/5B/DSS/1A/2009/51 du 13 février 2009 relative aux orientations de l'exercice 2009 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu les lettres du directeur de la CNSA en date du 13 février 2009 fixant les dotations régionales et les dotations départementales indicatives pour 2009, et fixant les dotations régionales anticipées pour 2010 et 2011, et en date du 15 avril 2009 fixant les dotations départementales anticipées de mesures nouvelles pour 2010, 2011 et 2012 (personnes âgées – personnes handicapées) ;

Vu la décision du directeur de la CNSA en date du 30 mars 2009 parue au journal officiel du 8 avril 2009 fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la convention tripartite signée entre le représentant de l'établissement, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, le préfet des Landes et le président du conseil général ;

Vu les propositions budgétaires transmises par l'établissement à l'autorité de tarification ;

Vu les éléments contenus dans le rapport budgétaire pour l'exercice 2009 ;

Considérant les orientations retenues pour l'ensemble des établissements et services du département ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE**ARTICLE 1**

La dotation globale de soins de l'ex USLD budget E1 du centre hospitalier de Mont-de-Marsan pour l'exercice 2008 (n° FINESS : 400010278) est fixée à :

Dotation globale de financement	:	2 356 462.77 €
Tarif journalier GIR 1 et GIR 2	:	53.60 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	:	40.43 €
Tarif journalier GIR 5 et GIR 6	:	27.27 €

ARTICLE 2

L'établissement a choisi le tarif global et les dépenses afférentes aux médicaments des résidents sont incluses dans la dotation globale susmentionnée.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 17 juillet 2009
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRÊTÉ DDASS/2009/340 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX AGENTS DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment l'article 34 ;

Vu le décret n° 92.737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales ;

Vu le décret n° 92.738 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps communs des catégories C et D des services extérieurs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales ;

Vu le décret n° 94-1046 du 06 décembre 1994 modifié, relatif aux missions et attributions des directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales ;

Vu le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97.1185 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'emploi et de la solidarité du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97.1186 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'emploi et de la solidarité du 2° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la république en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 11 juin 2009 nommant M. Evence RICHARD, préfet des Landes ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1992 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 octobre 2005 nommant Mme Colette PERRIN, en qualité de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes.

VU, l'arrêté PR/DAE/3^{ème} Bureau/2009/895 du 8 juillet 2009, donnant délégation de signature à Mme PERRIN, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Colette PERRIN la délégation de signature qui lui est conférée par l'arrêté n° 2009/895 du 8 juillet 2009 susvisé sera exercée par :

M. Thierry PERRIGAUD, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par M. Dominique CASTANIER, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,

et en cas d'absence ou d'empêchement simultané des délégataires mentionnés ci-dessus, chacun en ce qui le concerne dans le cadre de leurs attributions respectives par :

- Monsieur Bertrand CHASLES, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Geneviève COTTAVOZ, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Bernard LAYLLE, ingénieur du génie sanitaire,
- Madame Nicole D'OLIVEIRA-BRAGA, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur le Docteur Joao SIMOES, médecin inspecteur de santé publique.
- Madame Françoise MARTINEZ-AIN, inspectrice de l'action sanitaire et sociale.

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard LAYLLE, cette même délégation de signature pourra être exercée par M. Jacques CHOPIN, ingénieur principal d'études sanitaires, ou par M. Patrick BONILLA, ingénieur d'études sanitaires, pour ce qui concerne :

- les avis sanitaires rendus au vu des résultats des analyses réalisées sur les eaux destinées à la consommation humaine (eaux distribuées et conditionnées), les eaux minérales naturelles (eaux conditionnées, distribuées en buvette publique et utilisées à des fins thérapeutiques dans les établissements thermaux) et les eaux de loisirs (baignades et piscines),
- les courriers d'accompagnement de ces avis sanitaires,
- les avis sanitaires rendus après examen des constats de risque d'exposition au plomb (CREP),
- la transmission d'éléments réglementaires, brochures, documentation diverses.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 8 juillet 2009

Pour le préfet, et par délégation

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE DDASS N° 2009-266 PORTANT RÉQUISITION D'UN MÉDECIN LIBÉRAL POUR ASSURER UN SERVICE DE GARDE DANS LE CADRE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX LIBÉRAUX

Le préfet des Landes chevalier de la légion d'Honneur

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L 4163-7, L 6314-1, R.4127-77 et R.6315-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 16 août 2007 portant fixation d'un cahier des charges de la permanence des soins ;

Vu le courrier du 19 juin 2009 du président du conseil départemental de l'ordre des médecins transmettant le tableau de permanence des médecins généralistes du 1er juin au 30 juin 2009, indiquant les périodes et les secteurs où le tableau de permanence est incomplet et faisant état des consultations et avis tenant lieu de rapport ;

Considérant que le tableau de la permanence des soins ne mentionne aucun médecin volontaire pour la date des 3 juillet 2009, 17 juillet 2009, 31 juillet 2009 sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON ;

Considérant que le docteur Jean BOUCHET est le seul à être non volontaire pour assurer la permanence des soins sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON ;

Considérant que les autres médecins du secteur ne sont pas assez nombreux pour réaliser les astreintes non assurées par le docteur Jean BOUCHET ;

Considérant que le docteur Jean BOUCHET ne fait pas l'objet d'une exemption constatée par le conseil de l'ordre des médecins;

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

Le docteur Jean BOUCHET, demeurant 581 rue Carnot à HAGETMAU (40700), est réquisitionné :

- du vendredi 3 juillet 2009 à 20 heures au samedi 4 juillet 2009 à 8 heures,
- du vendredi 17 juillet 2009 à 20 heures au samedi 18 juillet 2009 à 8 heures
- du vendredi 31 juillet 2009 à 20 heures au samedi 1er août 2009 à 8 heures

afin d'assurer la permanence des soins sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON.

ARTICLE 2

En cas de force majeure, le médecin réquisitionné est tenu de se faire remplacer.

ARTICLE 3

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU.

ARTICLE 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Mont-de-Marsan, le 30 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE DDASS N° 2009-365 PORTANT ANNULATION DE LA RÉQUISITION D'UN MÉDECIN LIBÉRAL POUR ASSURER UN SERVICE DE GARDE DANS LE CADRE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX LIBÉRAUX LE 31 JUILLET 2009

Le préfet des Landes

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L 4163-7, L 6314-1, R.4127-77 et R.6315-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 16 août 2007 portant fixation d'un cahier des charges de la permanence des soins ;

Vu l'arrêté n° 2009-266 du 30 juin 2009 portant réquisition du docteur BOUCHET en vue d'assurer un service de garde sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON le 31 juillet 2009 ;

Vu le courrier en date du 30 juillet 2009 émanant du président du conseil départemental de l'ordre des médecins qui exempte le docteur BOUCHET d'assurer la garde départementale en médecine libérale de 20 heures à 8 heures ;

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

L'article 1^{er} de l'arrêté n° 2009-266 du 30 juin 2009 est modifié ainsi qu'il suit.

ARTICLE 2

La réquisition du docteur Jean BOUCHET, afin d'assurer la permanence des soins sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON, du :

- vendredi 31 juillet 2009 à 20 heures au samedi 1er août 2009 à 8 heures,
est annulée.

ARTICLE 3

Le reste sans changement.

ARTICLE 4

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU.

ARTICLE 5

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Mont-de-Marsan, le 30 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE DDASS 2009/364**

Le préfet des Landes chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L.4311-1 à L.4314-7 du code de la santé publique relatifs à l'exercice de la profession d'infirmiers ;

Vu le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001/164 du 17 avril 2001, relatif à l'inscription de la société civile professionnelle d'infirmiers « BOYALS-COUSTET-GAVELLE » à HAGETMAU (40), sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières du département des Landes ;

Vu la demande en date du 14 juillet 2009 de mademoiselle FRANCOIS Anne Catherine ;

Vu l'acte de cession des parts en date du 26 février 2009 ;

Vu les statuts mis à jour en date du 23 mars 2009 de la SCP « Isabelle COUSTET-Sandrine GAVELLE-Anne Catherine FRANCOIS » ;

Vu la proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETEARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° 2001/164 du 17 avril 2001, est modifié comme suit :

ASSOCIÉS :

En moins :

Madame Rose BOYALS, titulaire du diplôme d'Etat d'Infirmière délivré par la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de PARIS, le 5 février 1976 et enregistré sous le n° 40 60 2418 2 le 15 juin 1982.

En plus :

Mademoiselle Anne Catherine FRANCOIS, titulaire du Diplôme d'Etat d'Infirmière délivré par la direction régionale des affaires sanitaires et sociale de CHALONS EN CHAMPAGNE, le 7 décembre 2001 et enregistré sous le numéro 40 65 3415 6 le 7 septembre 2005.

La S.C.P. porte donc désormais le nom suivant :

« Société Civile Professionnelle d'Infirmières

Isabelle COUSTET - Sandrine GAVELLE - Anne Catherine FRANCOIS »

à compter du 23 mars 2009.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux au tribunal administratif de Pau -50 Cours Lyautey- 64010 PAU CEDEX.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 29 juillet 2009

Pour le préfet des Landes,

P/la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Thierry PERRIGAUD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA DORDOGNE**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE SIX CADRES DE SANTE FILIÈRE INFIRMIÈRE**

Vu le décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié article 2 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant les modalités d'organisation du concours de cadre de santé,

Est organisé au centre hospitalier de MONTPON (Dordogne),

Un concours interne sur titres en vue de pourvoir 6 postes d'infirmiers cadres de santé vacants dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature : les candidats titulaires du diplôme de cadre de santé ou d'un certificat équivalent appartenant au corps des personnels infirmiers, de rééducation et médico-technique, comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps.

Les dossiers de candidatures doivent comporter :

- Une lettre de candidature
- Les diplômes ou certificats obtenus
- Un curriculum vitae établi sur papier libre,

Ils devront être adressés, dans un délai de deux mois (le cachet de la poste faisant foi), à compter de la date de publication de l'avis au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la région à :

madame la directrice du centre hospitalier de MONTPON,

24700 MONTPON MENESTEROL

Montpon, le 19 juin 2009

La Directrice,

S. CELERIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL PEDEGERT**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes ;

Vu la demande de l' EARL PEDEGERT, enregistrée en date du 26 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de l' EARL PEDEGERT, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

L' EARL PEDEGERT ayant son siège social à POMAREZ est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 8,16 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : CASTELNAU-CHALOSSE, OZOURT.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DE MATIBON**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes ;

Vu la demande de l' EARL DE MATIBON, enregistrée en date du 3 juin 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de l'EARL DE MATIBON, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la Directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

L'EARL DE MATIBON ayant son siège social à SABRES est autorisée

à faire une extension de son atelier de volailles label de 1320 à 2040 m² de poulailler.

Dans le cas de création ou extension d'atelier hors sol relevant de la procédure des installations classées pour la protection de l'environnement, la présente autorisation est conditionnée :

- soit à la délivrance par la Préfecture du récépissé de la déclaration,
- soit à l'obtention de l'autorisation.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À LA SCEA DECHE DISE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de la SCEA DECHE DISE, enregistrée en date du 20 avril 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de la SCEA DECHE DISE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la Directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

La SCEA DECHE DISE ayant son siège social à BATS TURSAN est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 40,15 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : MANT, PEYRE.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE AU GAEC DE LORTHE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande du GAEC DE LORTHE, enregistrée en date du 21 avril 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande du GAEC DE LORTHE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Le GAEC DE LORTHE ayant son siège social à LAHOSSE est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 2,57 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : SAINT-GEOURS-D'AURIBAT.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture
par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DU PAOU

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de l' EARL DU PAOU, enregistrée en date du 27 avril 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de l' EARL DU PAOU, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

L'EARL DU PAOU ayant son siège social à SAMADET est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 5,87 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : ARBOUCAVE.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture
par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR JEAN-CLAUDE RABOURDIN

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Monsieur Jean-Claude RABOURDIN, enregistrée en date du 27 avril 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de Monsieur Jean-Claude RABOURDIN, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Jean-Claude RABOURDIN, domicilié à SAINT ANDRE DE SEIGNANX, est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 3 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : SAINT-ANDRE-DE-SEIGNANX.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DE GRACIANDON

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de l' EARL DE GRACIANDON, enregistrée en date du 11 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de l' EARL DE GRACIANDON, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

L'EARL DE GRACIANDON ayant son siège social à HASTINGUES est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 0,29 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : HASTINGUES.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME CHRISTIANE LAVIELLE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Madame Christiane LAVIELLE, enregistrée en date du 6 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de Madame Christiane LAVIELLE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Madame Christiane LAVIELLE, domiciliée à POUILLON, est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 3,71 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : ESTIBEAUX.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR FRÉDÉRIC PONDEPEYRE**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Monsieur Frédéric PONDEPEYRE, enregistrée en date du 11 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de Monsieur Frédéric PONDEPEYRE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Frédéric PONDEPEYRE, domicilié à SAINT CRICQ DU GAVE, est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 28,69 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : SAINT-CRICQ-DU-GAVE.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DUBROCA**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de l' EARL DUBROCA, enregistrée en date du 11 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de l' EARL DUBROCA, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

L'EARL DUBROCA ayant son siège social à SAINT GIRONS est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 7,96 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : TILH.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL BOLEDA

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de l' EARL BOLEDA, enregistrée en date du 7 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de l' EARL BOLEDA, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

L'EARL BOLEDA ayant son siège social à POUILLON est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 3,29 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : POUILLON.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR BERNARD LAFARGUE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Monsieur Bernard LAFARGUE, enregistrée en date du 12 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de Monsieur Bernard LAFARGUE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Bernard LAFARGUE, domicilié à ESTIBEAUX, est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 24,23 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : ESTIBEAUX.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADEMOISELLE BÉATRICE PRIEUR

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Mademoiselle Béatrice PRIEUR, enregistrée en date du 12 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de Mademoiselle Béatrice PRIEUR, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Mademoiselle Béatrice PRIEUR, domiciliée à BELUS, est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 26,23 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : BELUS.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME GENEVIEVE PUYO

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Madame Genevieve PUYO, enregistrée en date du 13 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de Madame Genevieve PUYO, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DECIDE

Madame Genevieve PUYO, domiciliée à BENESSE LES DAX, est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 2,84 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : DAX.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL DE GRABERES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de l' EARL DE GRABERES, enregistrée en date du 14 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'Agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de l' EARL DE GRABERES, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

L'EARL DE GRABERES ayant son siège social à LE VIGNAU est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 19,46 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : LE VIGNAU.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR DIDIER PAQUET

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de monsieur Didier PAQUET, enregistrée en date du 15 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de monsieur Didier PAQUET, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Didier PAQUET, domicilié à LUCBARDEZ ET BARGUES, est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 4,28 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : BOUGUE.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME RÉGINE SAINT CRICQ

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Madame Régine SAINT CRICQ, enregistrée en date du 12 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de madame Régine SAINT CRICQ, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Madame Régine SAINT CRICQ, domiciliée à FARGUES, est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 30,2 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : DUHORT-BACHEN, FARGUES.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

Christophe MITTENBUHLER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MADAME KARINE LATRUBESSE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Madame Karine LATRUBESSE, enregistrée en date du 20 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de madame Karine LATRUBESSE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Madame Karine LATRUBESSE, domiciliée à POUILLON, est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 11,82 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : POUILLON.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR MICHEL LALUQUE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Monsieur Michel LALUQUE, enregistrée en date du 28 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de monsieur Michel LALUQUE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Michel LALUQUE, domicilié à ONARD, est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 2,23 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : MUGRON.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR LIONEL NAPIAS

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande de Monsieur Lionel NAPIAS, enregistrée en date du 25 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de monsieur Lionel NAPIAS, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Lionel NAPIAS, domicilié à PRECHACQ LES BAINS, est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 0,53 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : PRECHACQ-LES-BAINS.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE AU GAEC SERRES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2001 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes modifié par arrêté préfectoral du 10 juin 2004 ;

Vu la demande du GAEC SERRES, enregistrée en date du 3 juin 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande du GAEC SERRES, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Le GAEC SERRES ayant son siège social à PERQUIE est autorisé

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 3,21 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : PERQUIE.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À LA SCEA DE CAP A L'ESTELLE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes ;

Vu la demande de la SCEA DE CAP A L'ESTELLE, enregistrée en date du 19 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de la SCEA DE CAP A L'ESTELLE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

La SCEA DE CAP A L'ESTELLE ayant son siège social à TERCIS LES BAINS est autorisée à reprendre un atelier de 1080 m² de volailles label.

Dans le cas de création ou extension d'atelier hors sol relevant de la procédure des installations classées pour la protection de l'environnement, la présente autorisation est conditionnée :

- soit à la délivrance par la Préfecture du récépissé de la déclaration,

- soit à l'obtention de l'autorisation.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR MATHIEU BIDOT

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 Juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes ;

Vu la demande de Monsieur Mathieu BIDOT, enregistrée en date du 18 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de monsieur Mathieu BIDOT, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Mathieu BIDOT, domicilié à ARBOUCAVE, est autorisé :

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 10,82 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la commune de : ARBOUCAVE

- à créer un atelier Hors-Sol de 780 m² de volailles label

Dans le cas de création ou extension d'atelier hors sol relevant de la procédure des installations classées pour la protection de l'environnement, la présente autorisation est conditionnée :

- soit à la délivrance par la Préfecture du récépissé de la déclaration,

- soit à l'obtention de l'autorisation.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture

par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À NICOLAS LAPEYRE AU TITRE DE LA DOUBLE PARTICIPATION

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes ;

Vu la demande de Monsieur Nicolas LAPEYRE, enregistrée en date du 19 mai 2009 ; domicilié à TERCIS LES BAINS exploitant à titre individuel, de devenir associé de la SCEA DE CAP A L'ESTELLE en cours de constitution ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de monsieur Nicolas LAPEYRE, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Nicolas LAPEYRE est autorisé à devenir associé exploitant dans la SCEA DE CAP A L'ESTELLE ayant son siège social à TERCIS LES BAINS.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture
par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,
- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À GUILLAUME DUFRECHOU AU TITRE DE LA DOUBLE PARTICIPATION

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes ;

Vu la demande de Monsieur Guillaume DUFRECHOU domicilié à SABRES, enregistrée en date du 3 juin 2009, de devenir associé exploitant dans l'EARL LA HAOUTURE et dans l'EARL DE MATIBON ayant leur siège à SABRES ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la demande de monsieur Guillaume DUFRECHOU est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim;

DÉCIDE

Monsieur Guillaume DUFRECHOU est autorisé à devenir associé exploitant dans l'EARL LA HAOUTURE et dans l'EARL DE MATIBON ayant leur siège social à SABRES.

Mont de Marsan, le 26 juin 2009

Pour le préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture
par intérim par délégation le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,
- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ 2009/N° 113 PORTANT CRÉATION ET DÉLIMITATION DU PÉRIMÈTRE PROVISOIRE D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MÉES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles relatifs aux zones d'aménagement différé L. 212-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, R. 212-1 et suivants et R. 213-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Mées en date du 13 mai 2009 et son annexe 1 sollicitant la création et la délimitation d'un périmètre provisoire de zone d'aménagement différé,

Vu les propositions du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Considérant l'impact de la réalisation du pôle économique d'agglomération et de ses extensions sur l'économie et l'emploi de la commune, mais aussi la nécessité de veiller à l'application du règlement de son plan d'occupation des sols et à la cohérence de l'ensemble des aménagements (publics et privés) sur la zone.

Considérant que le droit de préemption institué par la commune de Mées par délibération du 25 mars 1988 ne s'exerce que sur les zones NA et U, que le périmètre provisoire de ZAD comprend une zone NC sur laquelle le droit de préemption communal ne s'appliquera donc pas, que cette zone est d'un enjeu majeur pour le développement économique de l'agglomération du Grand Dax puisqu'elle constitue la réserve foncière nécessaire à la réalisation du projet d'extension de la future ZAE communautaire qui sera implantée au sud de la ZAD, il est décidé de recourir à la création d'un périmètre provisoire de ZAD qui permettra d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble du périmètre jugé stratégique pour le développement économique du territoire du Grand Dax.

Considérant que la création et la délimitation d'un périmètre provisoire de zone d'aménagement différé est constitué pour deux ans en vue de préempter dans l'intérêt général pour la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement ayant pour objet le

maintien ou l'extension d'activités économiques, la création de réserves foncières, s'avère adaptée au contexte, Considérant que le périmètre pertinent de la ZAD provisoire est défini par la somme des périmètres dénommés : actuel, n°2 et n°3 (Cf. annexe 1 du dossier justifiant le périmètre),

Considérant que le projet d'aménagement n'est pas en l'état suffisamment avancé pour pouvoir justifier la création d'un périmètre définitif de ZAD et que la commune devra être en mesure d'en préciser les contours dans les deux ans.

Le périmètre provisoire de la ZAD de Mées est justifié comme suit (Cf. annexe 1 - Descriptif) :

Principe général : le périmètre correspond aux zonages IVNAb, IINAA et VIINA (seulement l'îlot en bord de la RD 824) du PLU de Mées. Il suit les conditions de relief, les limites des propriétés foncières et les emprises de voirie (notamment le nouvel échangeur) sauf :

- AU SUD (périmètre délimité par un trait jaune sur la carte) :
 - au niveau de la parcelle AA0046 où le périmètre est arrêté en limite de l'espace boisé mitoyen, conformément au souhait de la commune ;
 - au niveau des parcelles AA0048, 28, 60, 52, 55 et AB001 où un recul est observé par rapport à l'affluent du ruisseau de l'Estiraux ;
 - pour la zone UI, qui est intégrée au projet afin de garantir une cohérence d'ensemble au niveau des activités et de l'aménagement, palier notamment à toute mutation foncière vers des projets pouvant poser des problèmes de conflits d'usages ;
- AU NORD (périmètre délimité par un trait rouge et bleu sur la carte) :
 - à l'angle de la parcelle AO0011 où le périmètre est réduit en limite de la propriété privée.

Le périmètre de la ZAD est composé des superficies suivantes :

- Périmètre principal : 206 907,86 m²
- Extension numéro 1 : 75 410,22 m²
- Extension numéro 2 : 397 728,09 m²

Ce périmètre constitue une superficie totale de 680 046,17 m², soit 68 hectares représentant 22% de la superficie du territoire de la commune de Mées.

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Il est créé et délimité un périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur le territoire de la commune de Mées suivant les plans joints au présent arrêté (Cf. annexe 1 du dossier justifiant le périmètre).

Ce périmètre provisoire est créé en vue de permettre à la communauté d'agglomération du Grand Dax d'exercer sur ces terrains un droit de préemption dans le but d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, conformément à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 2

A compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité du présent arrêté, la communauté d'agglomération du Grand Dax exercera le droit de préemption à l'intérieur du périmètre provisoire créé.

ARTICLE 3

M. le secrétaire général de la préfecture des Landes, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, M. le président de la communauté d'agglomération du Grand Dax et M. le maire de Mées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 4

Une ampliation du présent arrêté et son annexe 1 sera déposée à la mairie de Mées dont avis de dépôt sera donné par affichage à cette mairie. En outre, une publication sera faite au recueil des actes administratifs du département et une insertion dans les journaux « Sud-Ouest » et « Les Annonces Landaises ».

ARTICLE 5

Une ampliation du présent arrêté sera aussi adressée :

- au trésorier payeur général du département des Landes,
- au directeur des services fiscaux du département des Landes,
- au président de la chambre interdépartementale des notaires,
- au président de la chambre nationale des avoués,
- au conseil supérieur du notariat,
- au tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan pour le greffe et les barreaux constitués près ce tribunal.

Fait à Mont-de-Marsan, le 2 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ 2009/N°190 ERDF: 38359 – DOSSIER DDEA N°A090039 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE POSTE P101 RIP CURL A CREER, ALIMENTATION HTA RIP CURL SUR LA COMMUNE DE ST GEOURS DE MAREMNE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,
Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,
Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,
Vu l'arrêté n°2009/534 du 18 juin 2009 donnant délégation de signature à madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim,
Vu l'arrêté n°2009/178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,
Vu le projet présenté le 19 mai 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à DAX,
Vu les avis formulés, par :
le maire de St Geours de Maremne le 2 juin 2009,
le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 3 juin 2009,
le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 9 juin 2009,
le directeur de TOTAL INFRASTRUCTURES Gaz France à LUSSAGNET le 4 juin 2009
le responsable de l'unité territoriale départementale de Soustons le 3 juin 2009.
Sur proposition de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par interim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 19 mai 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom.

Les recommandations suivantes relatives à la pose de prise de terre devront être respectées :

-s'assurer des distances minimales (*) (**) entre les MALT et les ouvrages FT : câbles enterrés, chambres, remontées aéro-souterraines, armoires ou coffret de sous-répartiteurs et poteaux métalliques.

(*)HT Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 8m si la résistivité est \square 500 \square /m, 16 m si \square 500 \square /m et \square 3000 \square /m et 24 m si \square 3000 \square /m.

(**)BT Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 2m si la résistivité est \square 500 \square /m, 4 m si \square 500 \square /m et \square 3000 \square /m et 6 m si \square 3000 \square /m.

Ci-joint plan.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois».

ARTICLE 5– PUBLICATION :

Monsieur le **maire** de St Geours de Maremne et **madame** la directrice départementale **de** l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de St Geours de Maremne pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 10 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ 2009/N°189 ERDF: 25839 – DOSSIER DDEA N°A090036AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN LIGNE HTA, DEPART « ESTUCHAT » DE RION DES LANDES SUR LA COMMUNE DE RION DES LANDES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2009/534 du 18 juin 2009 donnant délégation de signature à madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim,

Vu l'arrêté n°2009/178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 7 mai 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à BAYONNE,

Vu les avis formulés, par :

le maire de Rion des Landes le 28 mai 2009,

le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 26 mai 2009,

le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 28 mai 2009,

le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, bureau prévention des risques et défense à Mont de Marsan le 4 juin 2009,

le directeur de TOTAL INFRASTRUCTURES Gaz France à LUSSAGNET le 26 mai 2009,

le responsable de l'unité territoriale départementale de Tartas le 29 mai 2009.

Sur proposition de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par interim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 7 mai 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom dont la présence de câbles enterrés.

Les recommandations suivantes relatives à la pose de prise de terre devront être respectées :

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT «HT1» et le câble enterré FT,

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT «HT5 et le câble enterré FT,

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT «AC3M», le poste « PICHEGRUE » et le câble enterré FT,

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT du poste «CERBOUEYRE» et le câble enterré FT,

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT «EX21», « EX23 », « EX24 » et le câble enterré FT,

(*) Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 8m si la résistivité est □ 500 □/m, 16 m si □ 500 □/m et □ 3000 □/m et 24 m si □ 3000 □/m.

Ci-joint plans.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD N°41 3ème PR 16+605 AU PR22+235

VC

CR

La traversée de route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

Distance de recul obligatoire du support par rapport à l'axe de la route : 15m.

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement.
- sous chaussée.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Les modalités de remblaiement des tranchées, de reconstitution des chaussées, de réfection des trottoirs, des accotements et de la signalisation seront identiques à celle définie dans la convention conclue le 15/10/96 entre le **conseil général** des Landes et E.D.F.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2.80 m,
- Alternat par piquets K10 avec chaussée circulaire de plus de 2.80 m,
- Schéma n°CF 24 du manuel du chef de chantier.

Servitude :

- Les postes suivants sont situés en zone d'aléa feu de forêt :

PSSA « MON » ; PSSB P9 « LA HOUILLE » ; AC 3M ; PSSA P84 « SORE » ; PSSA P78 « PICHEGRUE » ; AC3M P99 « PILOTE » ; PSSA P76 « NABOUT ».

Le risque feu de forêt devra faire l'objet d'une prise en compte spécifique par le demandeur.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois »

ARTICLE 5 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de Rion des Landes et madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de Rion des Landes pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 10 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ 2009/N°188 SYDEC N°32109 DDEA N°A090032 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION PSSA N°43 « PAOU » POUR TJ CLIMABOIS SUR LA COMMUNE DE DOAZIT

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n° 75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2009/534 du 18 juin 2009 donnant délégation de signature à madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim,

Vu l'arrêté n°2009/178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 23 avril 2009 par le syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

le maire de Doazit le 14 mai 2009,

le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 19 mai 2009,

le directeur de Total Infrastructures Gaz France à Lussagnet le 3 juin 2009,

le directeur ERDF-GDF Sud Aquitaine à Bayonne le 19 mai 2009,

le responsable de l'unité territoriale départementale St Sever le 15 mai 2009.

Sur proposition de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par interim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

Le SYDEC est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 23 avril 2009(1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom dont la présence d'un câble enterré.

Les recommandations suivantes relatives à la pose de prise de terre devront être respectées :

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT du Poste et le câble enterré, la distance minimale (**) entre la MALT «CC » et le câble enterré.

(*)HT Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 8m si la résistivité est < 500 W/m, 16 m si > 500 W/m et < 3000 W/m et 24 m si > 3000 W/m.

(**)BT Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 2m si la résistivité est < 500 W/m, 4 m si > 500 W/m et < 3000 W/m et 6 m si > 3000 W/m.

Ci-joint plan.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD N°18 PR 22+566 A PR 22+753

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement.

Le transformateur doit être implanté sur le domaine privé.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80m.

- Schéma n°CF 24 du manuel du Chef de chantier.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois».

ARTICLE 5 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de Doazit et madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la Mairie de Doazit pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 10 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRETE 2009/N°187 ERDF: 65697 – DOSSIER DDEA N°A090025 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENFORCEMENT BT T 70 DP 1256 AU POSTE P2 HELIO, ALLEE DE L'HELIO MARIN SUR LES COMMUNES DE LABENNE ET CAPBRETON

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,
Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,
Vu l'arrêté n°2009/534 du 18 juin 2009 donnant délégation de signature à madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim,
Vu l'arrêté n°2009/178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,
Vu le projet présenté le 26 mars 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à DAX,
Vu les avis formulés, par :
le maire de LABENNE le 14 mai 2009,
le maire de CAPBRETON le 14 avril 2009,
le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 29 avril 2009,
le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 20 avril 2009,
le directeur de TOTAL INFRASTRUCTURES Gaz France à LUSSAGNET le 16 avril 2009.
Sur proposition de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par interim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 26 mars 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom dont la présence de câbles enterrés.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

Conformément à l'article 6 de la Convention du 5 juillet 1971 modifiée, signée par EDF et France Télécom, concernant les appuis communs, le pétitionnaire prendra à sa charge la réalisation des travaux suivants :

Dépose poteaux bois et repose éléments FT sur appuis communs.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

Recul obligatoire du support par rapport à l'axe de la route : 3,80m.

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois »

ARTICLE 5 – PUBLICATION :

Messieurs les Maires de LABENNE, CAPBRETON et madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans les mairies de LABENNE, CAPBRETON pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 10 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**ARRÊTÉ 2009/N°186 SYDEC N°31496 DDEA N°A090022 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION DU POSTE P74 « CONJOLI », ALIMENTATION 2 LOTS « MONDIAL AFFAIRES » ET « FLEXILOC » SUR LA COMMUNE DE COMMUNAUTE DES COMMUNES DU CANTON D'AIRE SUR L'ADOUR**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n° 75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2009/534 du 18 juin 2009 donnant délégation de signature à madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim,

Vu l'arrêté n°2009/178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 16 mars 2009 par le syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

le maire d'Aire sur l'Adour le 9 avril 2009,

le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 29 avril 2009,

le directeur de Total Infrastructures Gaz France à Lussagnet le 17 avril 2009,

le directeur de la régie municipales d'Aire sur l'Adour le 5 mai 2009,

le gestionnaire de la voirie de la communauté des communes du canton d'Aire sur l'Adour

le 10 avril 2009,

le responsable de l'unité territoriale départementale de St Sever le 15 avril 2009.

Sur proposition de Madame la directrice départementale de l'Équipement et de l'Agriculture par interim,

ARRETE**ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :**

Le SYDEC est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 16 mars 2009(1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom dont la présence d'un câble enterré stratégique (RG4021).

Prise de terre :

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT du poste et le câble enterré FT (Voir plan ci-joint).

(*) Selon la résistivité du sol et les distances minimales sont: 8m si la résistivité est < 500 W/m, 16 m si > 500 W/m et < 3000 W/m et 24 m si > 3000 W/m.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD N°824 PR 4+101 A PR 4+ 155

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Schéma n°CF 24 du manuel du chef de chantier (copies ci-jointes).

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois »

ARTICLE 5 – PUBLICATION :

Monsieur le maire d'Aire sur l'Adour et Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie d'Aire sur l'Adour pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 10 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À MONSIEUR THIERRY LESBARRERES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-2625 du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes;

Vu la demande déposée par l'EARL HAOU DE PELLEGRIN enregistrée en date du 23 avril 2009 ;

Vu la candidature concurrente de monsieur Thierry LESBARRERES, enregistrée en date du 26 mai 2009 ;

Vu les courriers de madame Danielle GARCIA-GOUEYTHIEU, propriétaire des terres objet de la demande, en date du 14 avril 2009 et du 15 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la situation de l'EARL HAOU DE PELLEGRIN telle qu'elle apparaît dans sa demande d'autorisation d'exploiter : 1,14 UR après agrandissement relève d'une priorité de rang 7 : autres installations ou agrandissements, au sens du schéma directeur départemental des structures agricoles;

Considérant que la situation de monsieur Thierry LESBARRERES telle qu'elle apparaît dans sa demande d'autorisation d'exploiter : 1,28 UR répartie sur deux fonds séparés après agrandissement relève d'une priorité de rang 7 : autres installations ou agrandissements, au sens du schéma directeur départemental des structures agricoles;

Considérant que la situation de l'EARL HAOU DE PELLEGRIN relève d'une priorité de même rang que celle de Monsieur Thierry LESBARRERES;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim ;

DÉCIDE

Monsieur Thierry LESBARRERES est autorisé à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 12,08 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la commune de MISSON.

Mont de Marsan, le 3 juillet 2009

Pour le Préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture
par intérim par délégation, le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L'EARL HAOU DE PELLEGRIN

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du code rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-2625 du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes;

Vu la demande déposée par l'EARL HAOU DE PELLEGRIN enregistrée en date du 23 avril 2009 ;

Vu la candidature concurrente de monsieur Thierry LESBARRERES, enregistrée en date du 26 mai 2009 ;

Vu les courriers de madame Danielle GARCIA-GOUEYTHIEU, propriétaire des terres objet de la demande, en date du 14 avril 2009 et du 15 mai 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 25 juin 2009 ;

Vu l'arrêté PR/DAE/3ème Bureau/2009 n° 534 du 18 juin 2009 de délégation de signature à Mme Annie RAMES, directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim et l'arrêté DDEA/SRS/BAJ/2009 n°178 du 19 juin 2009 portant subdélégation de signature de Mme Annie RAMES à certains de ses agents ;

Considérant que la situation de l'EARL HAOU DE PELLEGRIN telle qu'elle apparaît dans sa demande d'autorisation d'exploiter : 1,14 UR après agrandissement relève d'une priorité de rang 7 : autres installations ou agrandissements, au sens du schéma directeur départemental des structures agricoles;

Considérant que la situation de monsieur Thierry LESBARRERES telle qu'elle apparaît dans sa demande d'autorisation d'exploiter : 1,28 UR répartie sur deux fonds séparés après agrandissement relève d'une priorité de rang 7 : autres installations ou agrandissements, au sens du schéma directeur départemental des structures agricoles;

Considérant que la situation de l'EARL HAOU DE PELLEGRIN relève d'une priorité de même rang que celle de monsieur Thierry LESBARRERES ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes par intérim ;

DÉCIDE

L'EARL HAOU DE PELLEGRIN est autorisée à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 12,08 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la commune de MISSON.

Mont de Marsan, le 3 juillet 2009

Pour le Préfet

La directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture
par intérim par délégation, le chef de service,

Christophe MITTENBUHLER

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRETE DDEA/SEA 2009 N°1376 DU 9 JUILLET 2009 FIXANT LES MINIMA ET LES MAXIMA DES LOYERS DES BATIMENTS D'HABITATION COMPRIS DANS UN BAIL RURAL POUR LE DÉPARTEMENT DES LANDES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code rural, notamment ses articles L 411-11, R 411-1 ;

Vu la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

Vu le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 pris pour l'application de la loi n°65-557 sus-visée ;

Vu l'avis émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux le 4 juin 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

La superficie à prendre en compte pour le calcul du prix des loyers des bâtiments d'habitation est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres.

Les parties des bâtiments d'habitation d'une superficie inférieure à 8 m² ne sont pas prises en compte pour le calcul de la superficie mentionnée au premier alinéa de cet article. De même sont exclus les combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au bâtiment, locaux communs et autres dépendances. Il n'est pas non plus tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

Pour prendre en compte l'importance des logements conformément à l'article R 411-1 du code rural sus-visé, la superficie excédant les 80 premiers m² est retenue pour moitié.

ARTICLE 2

a) Les prix des loyers des bâtiments d'habitation sont déterminés en fonction de leur classement dans une des trois catégories A, B, C suivantes :

catégorie A :

- isolation sol, mur, toiture bonne
- isolation portes et fenêtres bonne (double vitrage)
- assainissement collectif ou individuel non polluant
- viabilisation en eau potable froide et chaude
- équipements électriques en bon état
- cuisine en bon état
- salle de bains comprenant un lavabo avec une baignoire ou une douche
- WC intérieur
- système de chauffage confortable (chauffage central, accumulateur...)

catégorie B :

- isolation sol, mur, toiture moyenne
- isolation portes et fenêtres moyenne

- assainissement collectif ou individuel non polluant
- viabilisation en eau potable froide et chaude
- équipements électriques en état moyen
- cuisine en état moyen
- salles de bains ou salle d'eau comprenant un lavabo avec une baignoire ou une douche
- WC intérieur
- système de chauffage peu performant (fourneau bouilleur, convecteurs...)

catégorie C :

- sol, mur, toiture médiocre
- isolation portes et fenêtres médiocre (simple vitrage)
- assainissement collectif ou individuel non polluant
- viabilisation en eau potable froide et chaude
- équipements électriques en fonctionnement (sous baguette)
- pièce avec un évier
- salle d'eau comprenant une baignoire ou une douche
- WC intérieur
- système de chauffage rudimentaire (cheminée ouverte, poêle...)

b) Chacune de ces catégories de bâtiment d'habitation est affectée d'une variation d'indices qui s'applique au loyer annuel par m² de superficie déterminé à l'article 1 :

pour la catégorie A : de 80 à 100,

pour la catégorie B : de 60 à 80,

pour la catégorie C : de 30 à 60.

ARTICLE 3

a) Le loyer annuel par m² correspondant à l'indice 100 est fixé à 57 €/m²/an.

b) Les prix minima et maxima de chaque catégorie, exprimés en €/m²/an, sont par conséquent fixés comme suit :

	minima	maxima
Catégorie A	45,60	57,00
Catégorie B	34,20	45,60
Catégorie C	17,10	34,20

ARTICLE 4

Les minima et maxima déterminés au b) de l'article 2 et les loyers convenus entre les parties sont actualisés chaque année conformément aux prévisions de l'article L 411-11 du code rural sus-visé.

ARTICLE 5

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux baux conclus ou renouvelés à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice de l'équipement et de l'agriculture par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

A Mont de Marsan, le 9 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°211 ERDF: 34328 – DOSSIER DDEA N°A090024 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE PVR ALLEE DES AUBIERS SUR LA COMMUNE DE BISCARROSSE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2009/922 du 8 juillet 2009 donnant délégation de signature à Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'Agriculture par intérim,

Vu l'arrêté n°2009/196 du 9 juillet 2009 portant subdélégation de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,
Vu le projet présenté le 26 mars 2009 par électricité Réseau Distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à ARCACHON,
Vu les avis formulés, par :

le maire de BISCARROSSE le 15 avril 2009,
le gestionnaire de la voirie de BISCARROSSE le 15 avril 2009,
le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 29 avril 2009,
le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 22 juin 2009,
le directeur de Total infrastructures Gaz France à BEGLES le 14 avril 2009.

Sur proposition de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 26 mars 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

La tranchée sera réalisée :

- sous chaussée,
- sous trottoir.

Ci-joint REGLEMENT DE VOIRIE.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier

- Rue barrée.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois »

ARTICLE 5 – PUBLICATION :

Monsieur le Maire de BISCARROSSE et madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de BISCARROSSE pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 17 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

Philippe LEBOURNOT

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°213 ERDF: 25904 – DOSSIER DDEA N°A090034 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE ENFOUISSEMENT LIGNE HTA CASTETS TALLER SUR DEPART ESTUCHAT RLANCO707 SUR LES COMMUNES DE CASTETS ET TALLER LABENE ET CAPBRETON

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les

distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,
Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,
Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,
Vu l'arrêté n°2009/922 du 8 juillet 2009 donnant délégation de signature à Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'Agriculture par intérim,
Vu l'arrêté n°2009/196 du 9 juillet 2009 portant subdélégation de Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'Agriculture par intérim à certains de ses agents,
Vu le projet présenté le 5 mai 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à BAYONNE,
Vu les avis formulés, par :
le maire de CASTETS le 27 mai 2009,
le maire de TALLER le 22 mai 2009,
le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 26 mai 2009,
le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 9 juin 2009,
le responsable de l'Unité territoriale de MORCENX le 10 juin 2009,
le directeur de Total infrastructures Gaz France à LUSSAGNET le 26 mai 2009,
le directeur départemental de l'équipement et de l'Agriculture, bureau Prévention des Risques et Défense à Mont de Marsan réputé favorable.
Sur proposition de Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par interim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 5 mai 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom .

La recommandation suivante relative à la pose de prise de terre devra être respectée :

- s'assurer de la distance minimale(*) entre la MALT des postes « LESTE », « DECHETTERIE » et le câble enterré FT,
- s'assurer de la distance minimale(*) entre la MALT du poste « LASSEGAYRE », et le câble enterré FT,
- s'assurer de la distance minimale(*) entre la MALT « AC3M », « HT1 » et le câble enterré FT.

(*) Selon la résistivité du sol les distances minimales sont : 8m si la résistivité est

< 500 Ω /m, 16 m si > 500 Ω /m et < 3000 Ω /m et 24 m si > 3000 Ω /m.

Ci-joint plans.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD n°42 PR 14 + 500 à PR 21+000,

RD n°140 PR 57 + 750.

Implantation des postes hors domaine public.

La tranchée sera réalisée :

- sous chaussée en traverse de la RD n°42 au PR 15+580 et de la RD n°140 au PR 57+750,
- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80 m,
ou
- Alternat par piquets K10 avec chaussée circulaire de plus de 2,80 m.

- Schéma n°CF 23, CF 24 du manuel du Chef de chantier (copies ci-jointes).

Servitude :

- Les communes de TALLER et CASTETS sont soumises au risque incendie de forêt.

Le risque feu de forêt devra être pris en compte pour les postes situés en zone d'aléa.

Pour information, les cartes d'aléas sont disponibles sur le site internet de :

<http://cartorisque.prim.net>.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois »

ARTICLE 5 – PUBLICATION :

Messieurs les maires de TALLER, CASTETS et madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans les mairies de TALLER, CASTETS pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 17 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

Philippe LEBOURNOT

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°212 ERDF: 12077 – DOSSIER DDEA N°A090037 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RECONSTRUCTION HTA SOUTERRAINE 20 KV, DEPART SAINTE MARIE DE GUICHE – PHASE 3 SUR LES COMMUNES DE ST JEAN DE MARSACQ, SAINTE MARIE DE GOSSE ET SAINT MARTIN DE HINX LABENE ET CAPBRETON

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2009/922 du 8 juillet 2009 donnant délégation de signature à Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'Agriculture par intérim,

Vu l'arrêté n°2009/196 du 9 juillet 2009 portant subdélégation de Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 14 mai 2009 par électricité Réseau Distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à BAYONNE,

Vu les avis formulés, par :

le maire de SAINT MARTIN DE HINX le 23 mai 2009,

le maire de SAINTE MARIE DE GOSSE le 25 mai 2009,

le maire de SAINT JEAN DE MARSACQ le 5 juin 2009,

le vice-président de la communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud le 3 juin 2009,

le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 26 mai 2009,

le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 9 juin 2009,

le responsable de l'Unité territoriale départementale de SOUSTONS le 26 mai 2009,

le directeur de Total infrastructures Gaz France à Artix le 26 mai 2009,

le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, bureau prévention des risques et défense à Mont de Marsan réputé favorable.

Sur proposition de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par interim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 14 mai 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de

l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom .

La recommandation suivante relative à la pose de prise de terre devra être respectée :

- s'assurer de la distance minimale(*) entre la MALT du poste « BROUQUET » et la remontée Aéro-souterraine FT.

(*) Selon la résistivité du sol les distances minimales sont : 8m si la résistivité est

< 500 Ω /m, 16 m si > 500 Ω /m et < 3000 Ω /m et 24 m si > 3000 Ω /m.

Ci-joint plan.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD n°345 PR 1.000 à PR 2.000,

PR 3 à PR 7.2.

RD n°28 PR 0,000 à PR 0.500 à SAINTE MARIE DE GOSSE,

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

RD n°817 PR 26,300 à PR 27.000 à SAINTE MARIE DE GOSSE,

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage

La tranchée sera réalisée :

- sous chaussée,
- sous accotement,
- en fond de fossé.

Chemin de Halage – SAINTE-MARIE-DE-GOSSE (réalisé),

Route de l'Adour – SAINT-MARTIN-DE-HINX,

Chemin de Halage, route de Bragas, route de Lahitte, route de Biscam, route du Mourache, route de Larribère, route de Larrie, - SAINTE-JEAN-DE-MARSACQ.

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage

L'implantation des nouveaux postes transformateurs se fera à une distance de 4.00m minimum entre la façade du poste et le bord chaussée des voies empruntées, les dalles béton supportant les postes seront raccordées au niveau du terrain naturel sans saillie.

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement,

Le remblaiement des tranchées sera conforme aux coupes types annexe 9 du document 5 du dossier avec une réfection à minima à l'identique selon les travaux réalisés.

Réaliser un compactage soigné, une stabilisation des accotements et une réfection des fossés pour toutes les tranchées réalisées à proximité de ces éléments de voirie.

Copie du courrier de la Communauté de Communes Marenne Adour Côte-Sud en date du 3 juin 2009.

Le Conseil Municipal de SAINT-JEAN-DE-MARSACQ demande l'enfouissement des antennes aériennes simultanément aux travaux :

- dérivation P19 LEBACHE,
- dérivation P42 BIGNE,
- dérivation P11 BADET,
- dérivation P30 MONTJOULICQ,
- dérivation P29 LAPLANTE.

Demande déposée au SYDEC et ERDF lors de la réunion cantonale à SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE le 4 juin 2009.

Copie de l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de SAINT-JEAN-DE-MARSACQ (Séance du 10 février 2009).

Copie de l'avis de la mairie de SAINT-JEAN-DE-MARSACQ en date du 5 juin 2009.

Il existe une canalisation souterraine d'irrigation.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80 m,
- Alternat par piquets K10 avec chaussée circulaire de plus de 2,80 m.

Servitude :

Le risque feu de forêt devra être pris en compte pour les postes situés en zone d'aléa.

Pour information, les cartes d'aléas sont disponibles sur le site internet de :

<http://cartorisque.prim.net>.

De plus, le projet devra respecter les prescriptions de l'article 4.2.2.4 du règlement du PPRI de SAINTE-MARIE-DE-GOSSE approuvé le 23/01/09, dès lors qu'il est situé en zone inondable définie sur la carte réglementaire du PPRI.

Le PPRI est consultable en mairie ou à l'UTA Centre de DAX.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois »

ARTICLE 5 – PUBLICATION :

Messieurs les Maires de SAINT-JEAN DE MARSACQ, SAINT-MARTIN-DE-HINX, SAINTE-MARIE-DE-GOSSE, et Madame la directrice départementale de l'Équipement et de l'Agriculture par intérim sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans les mairies de SAINT-JEAN-DE-MARSACQ, SAINT-MARTIN-DE-HINX, SAINTE-MARIE-DE-GOSSE pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 17 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

Philippe LEBOURNOT

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°214 ERDF: 40258 – DOSSIER DDEA N°A090038 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN HTA ANTENNE 4116 SUR LA COMMUNE DE LESGOR

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2009/922 du 8 juillet 2009 donnant délégation de signature à Madame la directrice départementale de l'équipement et de l'Agriculture par intérim,

Vu l'arrêté n°2009/196 du 9 juillet 2009 portant subdélégation de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 12 mai 2009 par électricité Réseau Distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à BAYONNE,

Vu les avis formulés, par :

le maire de LESGOR le 22 mai 2009,

le gestionnaire de voirie réputé favorable,

le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 15 juillet 2009,

le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 28 mai 2009,

le directeur de Total infrastructures Gaz France à LUSSAGNET le 26 mai 2009,

le responsable de l'Unité territoriale départementale de TARTAS le 29 mai 2009,

l'Architecte des bâtiments de France à Mont-de-Marsan le 29 mai 2009,

le directeur départemental de l'équipement et de l'Agriculture, bureau Prévention des Risques et Défense à Mont de Marsan le 2 juin 2009.

Sur proposition de madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par interim,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 12 mai 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom.

La recommandation suivante relative à la pose de prise de terre devra être respectée :

-s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT du poste « CARRERE » et le câble enterré FT (voir plan ci-joint).

(*) Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 8m si la résistivité est $\square 500 \square/m$, 16 m si $\square 500 \square/m$ et $\square 3000 \square/m$ et 24 m si $\square 3000 \square/m$.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD n°413 4^{ème} PR 8 + 250 au PR 9 + 395

La traversée de route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

La tranchée sera réalisée :

- sous chaussée,
- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Les modalités de remblaiement des tranchées, de reconstitution des chaussées, de réfection des trottoirs, des accotements et de la signalisation seront identiques à celle définie dans la convention conclue le 15/01/96 entre le Conseil Général des Landes et EDF.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2.80 m,
- Schéma n°CF 24 du manuel du Chef de chantier.

Le terrain est situé partiellement en zone d'aléa feux de forêts (poste PSSA P 18, lieu-dit Vignole uniquement).

Le risque feu de forêt devra être pris en compte pour le poste PSSA P 18, situé en zone d'aléa.

Pour information, les cartes d'aléas sont disponibles sur le site internet de :

<http://cartorisque.prim.net>.

ARTICLE 4 – LES VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois ».

ARTICLE 5– PUBLICATION :

Monsieur le Maire de LESGOR et madame la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de LESGOR pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 17 juillet 2009

Le préfet, et par délégation,

P/la directrice départementale par intérim,

Philippe LEBOURNOT

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRETE PORTANT APPLICATION DU RÉGIME FORESTIER SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TOULOUZETTE, DÉPARTEMENT DES LANDES

Le préfet des Landes

Vu les articles L.111-1, L.141-1, R.141-5 et R.141-6 du code forestier,

Vu la circulaire de M. le ministre de l'agriculture DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003,

Vu la demande du conseil municipal de la commune de Toulouzette en date du

26 MARS 2009,

Vu le rapport de M. le directeur de l'agence interdépartementale Landes Nord Aquitaine de l'office national des forêts à BRUGES (33),

Vu l'avis de M. Le directeur de l'agence interdépartementale Landes Nord Aquitaine de l'office national des forêts à Bruges (33),

Vu l'avis de Mme la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture, par intérim

Vu le plan des lieux,

Sur proposition du secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1

Les parcelles de terrain ci-après désignées appartenant à la commune de TOULOUZETTE bénéficient du régime forestier :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	TOULOUZETTE	AA	59	Le Bourg	2 ha 68 a 25 ca
		AB	57	Les Estes	2 ha 64 a 16 ca
		ZI	7	Les Estes	12 a 18 ca
		ZI	9	Les Estes	81 a 97 ca
				TOTAL	6 ha 26 a 56 ca

ARTICLE 2

M. Le secrétaire général de la préfecture, Mme la directrice départementale de l'équipement et de l'agriculture par intérim, M. le directeur d'agence de l'office national des forêts à BRUGES, M. Le maire de la commune de TOULOUZETTE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et affiché en mairie de Toulouzette.

Mont de Marsan, le 10 juillet 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DESIGNANT LES PARCELLES DE TERRAIN APPARTENANT A LA COMMUNE BÉNÉFICIAIRE DE LA DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER :

Le préfet des Landes

Vu les articles L.111-1, L.141-1, R.141-5 et R.141-6 du code forestier,

Vu la circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003,

Vu la demande du conseil municipal de la commune de Soustons en date du 30 juin 2009

Vu le rapport de M. Le directeur de l'agence Landes Nord Aquitaine de l'office national des forêts à Bruges,

Vu l'avis de M. le directeur d'agence de l'office national des forêts à BRUGES,

Vu l'avis de Mme la directrice départementale de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt,

Vu le plan des lieux,

Sur la proposition de M. le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1

Les parcelles de terrain ci-après désignée appartenant à la commune de Soustons bénéficient de la distraction du régime forestier :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	Soustons	BX	1	Nicot les pins	0,2526
		BX	2	Nicot les pins	0,6961
		BX	5	Nicot les pins	0,3848
		BX	6	Nicot les pins	0,0329
		BX	12	Nicot les pins	0,5313
		BX	13	Nicot les pins	0,0089

ARTICLE 2

M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la directrice départementale de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt, M. le directeur d'agence de l'office national des forêts à BRUGES, M. le maire de la commune de Soustons sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et affiché en mairie de Soustons.

Mont de Marsan, le 17 juillet 2009
Le préfet,
Evence RICHARD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DES LANDES

ADDITIF ARRETE DE SUBDELEGATION GENERALE

Vu le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 18 Juillet 2007 nommant M. Evence RICHARD, préfet des Landes ;

Vu le décret n° 2007-1133 du 24 Juillet 2007 relatif aux dispositions réglementaires du code du sport ;

Vu l'arrêté en date du 6 Aout 2008 du ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, nommant monsieur Christophe DEBOVE, directeur départemental de la jeunesse et des sports des Landes ;

Vu le décret du 22 Février 2008 relative à la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté en date du 1^{er} Septembre 2008 donnant délégation à M. Christophe DEBOVE, directeur départemental de la jeunesse et des sports des Landes, à l'effet de signer, dans le cadre des attributions dévolues à son service : les correspondances énumérées à l'article 1 et 2 dudit arrêté.

Vu l'arrêté de nomination de M. Emmanuel CAZES, inspecteur de la jeunesse et des sports en date du 18 Juillet 2008

ARRETE

ARTICLE 1 :

Délégation est donnée à M. Emmanuel CAZES – inspecteur de la jeunesse et des sports – à l'effet de signer toutes correspondances administratives et toutes décisions pour lesquelles M. Christophe DEBOVE a lui-même reçu délégation.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée à Mme Marie-Thérèse LACOSTE, secrétaire générale, à l'effet de signer toutes correspondances administratives et toutes décisions pour lesquels M. Christophe DEBOVE a lui-même reçu délégation.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la trésorière-payeuse-générale des Landes et le directeur départemental de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 21 Juillet 2009

Le directeur départemental de la jeunesse et des sports,
Christophe DEBOVE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DES LANDES

ADDITIF ARRETE DE SUBDELEGATION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES DE MARCHES PUBLICS

Vu le décret 2006-975 du 1^{er} Aout 2006 portant code des marchés publics ;

Vu le décret n° du 18 Juillet 2007 portant nomination du préfet des Landes M. Evence RICHARD ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 Décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et services du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

Vu l'arrêté du ministre de la jeunesse et des sports en date du 6 Aout 2008 nommant M. Christophe DEBOVE en qualité de directeur départemental de la jeunesse et des sports des Landes ;

Vu le décret du 22 Février 2008 relative à la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté en date du 1^{er} Septembre 2008 donnant délégation de signature à M. Christophe DEBOVE, directeur départemental de la jeunesse et des sports à effet de mettre en œuvre les procédures relatives aux marchés de l'Etat (conduite des procédures de passation et d'exécution, signature des actes et documents s'y rapportant) tels que définis et réglementés par le code des marchés publics pour les montants figurant dans le présent arrêté et dans son article 2 l'autorisant à nommer ses subdélégataires.

Vu l'arrêté de nomination de M. Emmanuel CAZES, inspecteur de la jeunesse et des sports en date du 18 Juillet 2008.

ARRETE

ARTICLE 1

Délégation est donnée à M. Emmanuel CAZES, inspecteur de la jeunesse et des sports, en remplacement de M. Philippe COURTESSEYRE, inspecteur de la jeunesse et des sports, à signer les actes pour lesquels M. Christophe DEBOVE, directeur départemental de la jeunesse et des sports, a lui-même reçu délégation.

ARTICLE 2

Délégation est donnée à Mme Marie-Thérèse LACOSTE, secrétaire générale, à signer les actes pour lesquels M. Christophe DEBOVE, directeur départemental de la jeunesse et des sports, a lui-même reçu délégation.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la trésorière-payeuse-générale des Landes et le directeur départemental de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 21 Juillet 2009

Le directeur départemental de la jeunesse et des sports,
Christophe DEBOVE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DES LANDES**ADDITIF ARRÊTE DE SUBDELEGATION DANS LE CADRE DE L'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE**

Vu le décret du 18 Juillet 2007 portant nomination du préfet des Landes M. Evence RICHARD;

Vu l'arrêté interministériel du 07 Janvier 2003 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement secondaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

Vu l'article 44 du décret 2004-374 du 29 Avril 2004 donnant délégation aux chefs de services mentionnés au 2^e alinéa, aux agents placés sous leur autorité ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 Décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et services du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

Vu l'arrêté du ministre de la jeunesse et des sports en date du 06 Aout 2008 nommant M. Christophe DEVOVE en qualité de directeur départemental de la jeunesse et des sports des Landes ;

Vu le décret du 22 Février 2008 relative à la délégation de signature des préfets

Vu l'arrêté en date du 1^{er} Septembre 2008 – article 5 donnant délégation à M. Christophe DEVOVE, directeur départemental de la jeunesse et des sports des Landes pour désigner ses subdélégués.

Vu l'arrêté de nomination de M. Emmanuel CAZES, inspecteur de la jeunesse et des sports, en date du 18 Juillet 2008.

Le directeur départemental de la jeunesse et des sports des Landes au nom du préfet des Landes arrête la liste des agents placés sous son autorité habilités à signer les actes à sa place, s'il est empêché ou absent dans le cadre de l'ordonnancement secondaire.

ARRÊTE**ARTICLE 1**

Délégation est donnée à M. Emmanuel CAZES – inspecteur de la jeunesse et des sports – à l'effet de signer toutes correspondances administratives et toutes décisions pour lesquelles M. Christophe DEBOVE a lui-même reçu délégation.

ARTICLE 2

Délégation est donnée à Mme Marie-Thérèse LACOSTE, Secrétaire Générale, pour signer en qualité de subdéléguée les affaires consenties à la signature de M. Christophe DEBOVE, directeur départemental de la jeunesse et des sports des Landes, dans le cadre de l'ordonnancement secondaire.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la trésorière-payeuse-générale des Landes et le directeur départemental de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 21 Juillet 2009

Le directeur départemental de la jeunesse et des sports,
Christophe DEBOVE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES**ARRÊTÉ S.V. N° 49/09 PORTANT ATTRIBUTION DE MANDAT SANITAIRE**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code rural, et notamment ses articles L221-1, L221-11 à L221-13, L231-3, R221-7, R221-8, R221-10, R221-12, R221-14, R221-16.

Vu le décret n° 2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L221-11 du code rural et modifiant ce code,

Vu l'arrêté préfectoral n° 1310 du 20 août 2007 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires,

Vu la demande de l'intéressé en date du 8 avril 2009,

Sur la proposition de monsieur le directeur des services vétérinaires,

ARRÊTE**ARTICLE 1**

Le mandat sanitaire prévu à l'article L221-11 du code rural susvisé est octroyé à Monsieur PIGACHE Vincent, docteur vétérinaire :

28 rue du Château d'eau

40130 CAPBRETON

en qualité de vétérinaire sanitaire. Le mandat sanitaire est attribué pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'ordre par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R*221-12. Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau.

ARTICLE 2

Monsieur PIGACHE Vincent s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et de rendre compte aux services vétérinaires de l'exécution des missions et des difficultés éventuellement rencontrées à cette occasion.

ARTICLE 3

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et monsieur le directeur des services vétérinaires sont chargés chacun

en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Mont de Marsan, le 4 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des services vétérinaires

Docteur Arthur TIRADO

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département,

Vu l'arrêté du 10 novembre 2008 du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, nommant Paul FAURY directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes à compter du 1^{er} janvier 2009,

Vu l'arrêté en date du 8 juillet 2009 de monsieur le préfet donnant délégation de signature à monsieur Paul FAURY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes en qualité d'ordonnateur secondaire,

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Paul FAURY, délégation de signature est donnée à messieurs Yves DELMAS et Michel WEBER, directeurs adjoints du travail.

En cas d'absence ou d'empêchement des deux directeurs adjoints du travail, délégation est donnée à monsieur Louis CALERO, inspecteur du travail et Madame Annie CHEVALIER, contrôleur du travail à l'effet de signer les actes d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses ainsi que la réalisation des recettes dans les conditions prévues à l'arrêté susvisé.

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Fait à Mont-de-Marsan, le 21 juillet 2009

Paul FAURY

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département,

Vu l'arrêté du 10 novembre 2008 du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, nommant Paul FAURY directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes à compter du 1^{er} janvier 2009,

Vu l'arrêté en date du 8 juillet 2009 de monsieur le préfet donnant délégation de signature à monsieur Paul FAURY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Paul FAURY, délégation de signature est donnée à messieurs Yves DELMAS et Michel WEBER, directeurs adjoints du travail, à l'effet de signer toutes correspondances et décisions telles que visées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 juillet 2009 susvisé, en fonction de leurs attributions respectives, à savoir : monsieur Michel WEBER : Programmes 111 - monsieur Yves DELMAS : Programme 102 et 103.

Les décisions relevant du Programme 155 (administration générale / gestion du personnel) seront prises par monsieur Michel WEBER.

En cas d'absence de l'un des deux, le directeur adjoint du travail présent assurera la signature de toutes les correspondances et décisions.

En cas d'absence ou d'empêchement des deux directeurs adjoints, délégation est donnée à messieurs Louis CALERO et Patrick LASSERRE-CATHALA à l'effet de signer toutes les correspondances et décisions en fonction de leurs attributions respectives :

- Louis CALERO : Programmes 102, 103 et 155

- Patrick LASSERRE -CATHALA : Programme 111

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Fait à Mont-de-Marsan, le 3 août 2009

Paul FAURY

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département,

Vu l'arrêté du 10 novembre 2008 du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, nommant Paul FAURY directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes à compter du 1^{er} janvier 2009,

Vu l'arrêté en date du 8 juillet 2009 de monsieur le préfet donnant délégation de signature à monsieur Paul FAURY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes pour la mise en œuvre des procédures de marchés publics,

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Paul FAURY, délégation de signature est donnée à messieurs Yves DELMAS et Michel WEBER, directeurs adjoints du travail, à l'effet de mettre en œuvre les procédures relatives aux marchés de l'Etat tels que visées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 juillet 2009 susvisé.

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Fait à Mont-de-Marsan, le 3 août 2009

Paul FAURY

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DÉCISION RELATIVE À L'ORGANISATION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS LE DÉPARTEMENT DES LANDES

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du département des Landes,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 8112-1 et suivants et R. 8122-3 et suivants ;

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, notamment ses articles 6, 7 et 8,

Vu le décret 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt,

Vu le décret 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail, notamment son article 11,

Vu l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales et départementales des affaires maritimes concernant les services de l'inspection du travail maritime,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,

Vu l'arrêté 340/2006 du 29 septembre 2006 relatif à l'inspection du travail maritime en Aquitaine,

Vu l'arrêté du 10 novembre 2008 relatif à la nomination de monsieur FAURY Paul dans l'emploi fonctionnel de directeur départemental du travail de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes à compter du 1/01/2009,

Vu la décision du 27/04/2009 du DAGEMO précisant que Melle Virginie CHRESTIA-CABANNE, Inspection du travail en fonction à la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes est chargée d'une section d'inspection à compter du 1/06/2009,

DÉCIDE

ARTICLE 1

A compter du 1^{er} juin 2009 les sections d'inspection du travail du département des Landes sont placées sous la responsabilité de :

- Section 1 : M. Patrick Lasserre-Cathala, inspecteur du travail
- Section 2 : M. Michel Weber, directeur adjoint du travail
- Section 3 : M. Emeric Ferchaud, inspecteur du travail
- Section 7 : M. Dominique Collard, directeur adjoint du travail
- Entreprises affiliées au régime de protection sociale agricole (article L 7171 du Code Rural) : Melle Virginie Chrestia-Cabanne
- Section travail maritime : Guy FARO,

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement, l'intérim d'une section est effectué par un des inspecteurs ou des directeurs adjoint présents.

ARTICLE 3

En application des articles 6 et 7 du décret du 28 décembre 1994, les agents du corps de l'inspection participent en tant que de besoin, aux actions d'inspection de la législation du travail organisées par le directeur dans le département.

ARTICLE 4

Le DDTEFP des Landes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Mont de Marsan, le 29 mai 2009

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes

Paul FAURY

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTE INFIRMIER AFIN DE POURVOIR UN POSTE AU CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE BASQUE UN CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTÉ EST OUVERT AU CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE AFIN DE POURVOIR 1 POSTE DANS LA FILIÈRE INFIRMIÈRE**

Peuvent se présenter les candidats titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989 susvisés et du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé, dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Le dossier complet de candidature accompagné des pièces ci-dessous indiquées, doit être adressé monsieur le directeur du centre hospitalier de la Côte Basque 13 avenue de l'interne Jacques Loeb B.P 8 64109 Bayonne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs et des informations du département des Pyrénées-Atlantiques.

Pièces à fournir :

1-Lettre de demande

2- Photocopie des diplômes ou certificats, notamment du diplôme de cadre de santé.

3- Curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Pau, le 8 juillet 2009

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTE AFIN DE POURVOIR QUATRE POSTES AU CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES DE CADRE DE SANTÉ EST OUVERT AU CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE AFIN DE POURVOIR 4 POSTES DANS LA FILIÈRE INFIRMIÈRE.**

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre de santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques de la fonction publique hospitalière, comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités, ainsi que les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière, titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel infirmier, de rééducation ou médico-techniques.

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n° 95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter aux concours sur titres.

Le dossier complet de candidature accompagné des pièces ci-dessous indiquées, doit être adressé monsieur le directeur du centre hospitalier de la Côte Basque 13 avenue de l'interne Jacques Loeb B.P 8 64109 Bayonne Cedex.

dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs et des informations du département des Pyrénées-Atlantiques.

Pièces à fournir :

1-Lettre de demande

2- Photocopie des diplômes ou certificats, notamment du diplôme de cadre de santé.

3- Curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Pau, le 8 juillet 2009

SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE DE M. PAUL DE ANDREIS, DIRECTEUR DU SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DES LANDES À CERTAINS DE SES AGENTS**

Le préfet des Landes,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret du 11 juin 2009 portant nomination du préfet des Landes M. Evence RICHARD ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1993 de Monsieur le ministre des anciens combattants, chargeant monsieur Paul de ANDREIS des fonctions de directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants des Landes ;

Vu l'arrêté préfectoral PR/DAE/3^{ème} bureau/2008/n° 910 du 8 juillet 2009 donnant délégation de signature à M. Paul de ANDREIS, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre des Landes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Paul de ANDREIS, délégation de signature est donnée à Mme Marie-José BOULERNE et à M. Hervé GUEDON, secrétaires administratifs, à l'effet de signer, dans le cadre des attributions dévolues à leur service :

1) Toutes correspondances administratives, à l'exception :

➤ de celles destinées :

⇒ aux parlementaires

⇒ au président du conseil général et aux conseillers généraux

➤ des circulaires aux maires.

2) Tous actes, décisions et documents administratifs, notamment :

➤ Les cartes d'invalidité délivrées aux pensionnés au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre donnant droit à réduction sur les tarifs S.N.C.F. ;

➤ Les cartes du combattant, les cartes du combattant volontaire de la résistance, les cartes de réfractaire, les attestations de personnes contraintes au travail en pays ennemi, ainsi que les notifications individuelles de rejet de ces mêmes statuts après intervention des décisions ministérielles ou préfectorales relatives à ces titres ;

➤ Les titres de reconnaissance de la nation ;

➤ Les diplômes d'honneur de porte-drapeau ;

➤ Les certifications des demandes de retraite du combattant ;

➤ Les notifications des décisions individuelles d'attribution ou de rejet des allocations différentielles du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord, en situation de privation d'emploi ou d'activité professionnelle involontairement réduite ;

➤ Les notifications des décisions individuelles d'attribution ou de rejet des allocations de reconnaissance aux anciens supplétifs et à leurs conjoints ou ex-conjoints survivants, des aides spécifiques aux conjoints survivants et des demandes de secours sociaux.

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-José BOULERNE et de M. Hervé GUEDON, délégation est donnée, dans le cadre de leurs attributions et des instructions qu'ils ont reçues, à Melle Mireille GUILBERT, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, pour les actes de gestion courante.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et le directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont-de-Marsan, le 20 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation

Le directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre des Landes

Paul de ANDREIS

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES MARITIMES

ARRETE DU 22.07.09 RENDANT OBLIGATOIRE LA DÉLIBÉRATION N°4/2009 DE LA SECTION RÉGIONALE DE LA CONCHYLICULTURE ARCACHON-AQUITAINE VISANT À ASSURER LA TRAÇABILITÉ DU NAISSAIN INTRODUIT DANS LE BASSIN D'ARCACHON

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite
Vu la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture ;

Vu le décret n° 91-1276 du 19 décembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des organismes interprofessionnels de la conchyliculture et notamment son article 16;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 du préfet de la région Aquitaine donnant délégation de signature au directeur régional des affaires maritimes d'Aquitaine;

Vu la délibération n°4/2009 du 16 avril 2009 visant à assurer la traçabilité du naissain introduit dans le bassin d'Arcachon ;

Vu le procès-verbal du bureau de la section régionale de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine du 30 juin 2009;
Sur proposition du directeur régional des affaires maritimes,

ARRETE

ARTICLE 1

Est rendue obligatoire pour une durée d'un an la délibération n°4/2009 du 16 avril 2009 visant à assurer la traçabilité du naissain introduit dans le bassin d'Arcachon.

ARTICLE 2

Le directeur régional des affaires maritimes et le directeur départemental des affaires maritimes de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux le, 22 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional des affaires maritimes

Laurent COURCOL

destinataires;

pour publication au recueil des actes administratifs:

- préfecture de la Gironde

- préfecture des Landes

Pour information ;

- cnc

- srcaa

- ddam de la Gironde

- didam 40/64

PREFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU « CIRON »

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 212-4 et R212-29 à R212-30 sur la commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, la révision, le suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux,

Vu le décret 2007-1213 du 10 août 2007 modifiant le code de l'environnement et notamment la composition des commissions locales de l'eau,

Vu la circulaire du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux,

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux approuvé par le préfet coordonnateur du Bassin Adour-Garonne le 6 août 1996,

Vu l'arrêté interpréfectoral du 20 juillet 2007 délimitant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du « Ciron » sur les départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne et désignant le préfet de la Gironde pour suivre la procédure d'élaboration du SAGE,

Vu la demande de monsieur le président du syndicat mixte d'aménagement du Bassin Versant du Ciron,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

ARRETE

ARTICLE 1

Il est institué une commission locale de l'eau ayant pour objet l'élaboration, la révision et le suivi de l'application du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du « ciron ».

ARTICLE 2

La commission est composée des membres suivants :

1- Collège des représentants des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Locaux

Collectivités	Titulaires
Conseil Régional	M. Philippe DORTHE
Conseil Général de la Gironde	M. Philippe CARREYRE M. Hervé GILLE
Conseil Général des Landes	M. Guy BERGES
Conseil Général du Lot-et-Garonne	M. Francis DA ROS
Pays des Landes de Gascogne	M. Philippe COURBE
Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne	M. Michel LACOME
Syndicat Mixte d'aménagement du Bassin Versant du Ciron	M. Jean-Paul MERIC
Syndicat Intercommunal des Eaux et d'Assainissement du Sud Bazadais	M. Bernard DAURIAN
Syndicat Intercommunal des Eaux de la région de	M. Stéphane ESPUNY

Lerm et Musset	
Association des maires de la Gironde	Mme. Maryse BANQUET maire de Lucmau Mme. Jeanne-Marie BAUP maire d'Uzeste M. Georges BERNARD maire de Captieux M. Dominique CLAVIER maire de Pujols-sur-Ciron M. Michel DARGUENCE maire de Lerm-et-Musset M. Alain DERRE conseiller municipal de Balizac M. Jean-Claude LASSALLE maire de Cazalis Mme. Marie-Josée MORLOT maire d'Origne M. Francis STURMA maire de Marimbault M. Elie ZAUSA maire de Budos
Association des maires du Lot-et-Garonne	M. Christophe MENANT conseiller municipal Sauméjan M. Christian De La FAGE maire de Allons
Association des maires des Landes	M. Christian LARIAU conseiller municipal de Losse
Président de la CLE de la Leyre	M. Serge BAUDY

2 - Collège des représentants des Usagers, des Propriétaires riverains, des Organisations Professionnelles et des Associations Concernées :

Organismes	Titulaires
Chambre d'Agriculture de la Gironde	Mme Marie-Thérèse FAUQUE
Chambres de Commerce et d'Industrie	M. Michel PAQUET
SEPANSO	Mme Denise CASSOU
Association Ciron Nature	M. José VIOLA
Fédération Départementale des AAPPMA de la Gironde	M. Claude FAUGERE
Groupement de Défense Sanitaire Aquacole d'Aquitaine	M. Patrice ASTRE
Fédération de Chasse de la Gironde	M. Emmanuel ROBIN
Prestataires de canoë-kayak de la communauté de communes de Villandraut	M. Olivier SAINT JOURS
Association Régionale des Amis des Moulins d'Aquitaine	M. Alain EYQUEM
Centre Régional de la Propriété Forestière d'Aquitaine	M. Stanislas DROUIN
Association Régionale de Défense des Forêts Contre l'Incendie	M. Jean-Yves ISABELLE
SHEMA (producteurs d'électricité)	M. François COLLOMBAT
Conseil Départemental des Associations Familiales et Laïques	M. Marie Josée MODET

3 - Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics

- Le représentant du préfet coordonnateur de Bassin : M. le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde ou son représentant,
- Le chef de la mission interservices de l'eau de la Gironde ou son représentant,
- Le chef de la mission interservices de l'eau du Lot-et-Garonne ou son représentant,
- Le directeur de l'agence de l'eau Adour-Garonne ou son représentant,
- Le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Gironde ou son représentant,
- Le directeur régional de l'environnement ou son représentant,
- Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant,
- La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Gironde ou son représentant,
- Le directeur départemental de l'équipement de la Gironde ou son représentant,
- Le directeur départemental de la jeunesse et des sports de la Gironde ou son représentant,
- Le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de la Gironde ou son représentant.

ARTICLE 3

La durée du mandat des membres de la commission locale de l'eau, autres que les représentants de l'Etat, est de six ans. Ils cessent d'en être membres s'ils perdent les fonctions en considération desquelles ils ont été désignés.

ARTICLE 4

En cas d'empêchement, les membres titulaires pourront donner mandat à un autre membre du même collège et dans ce cas, chaque membre ne pourra recevoir qu'un seul mandat.

ARTICLE 5

Publication et exécution :

La liste des membres de la commission locale de l'eau sera publiée au recueil des actes administratifs des Préfectures concernées et mise en ligne sur le site internet <http://www.gesteau.eaufrance.fr>

Les secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Fait à Bordeaux, le 25 mai 2009

Le préfet,

Pour le préfet, le secrétaire général,

Bernard GONZALEZ

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES TRESORERIE GENERALE DE LA GIRONDE**ARRETE PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE**

Le chef des services du trésor public, gérant intérimaire de la trésorerie générale de la Gironde

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-908 du 08 juillet 2009 de monsieur le préfet des Landes, donnant délégation de signature à monsieur Philippe MAIZY, gérant intérimaire de la trésorerie générale de la région Aquitaine et du département de la Gironde à compter du 29 janvier 2009, à l'effet de signer pour la partie de ses activités s'exerçant dans le département des Landes, dans la limite de ses attributions et compétences, les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, la curatelle des successions vacantes, la gestion et la liquidation des successions en déshérence dans le département des Landes.

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe MAIZY, la délégation de signature qui lui est conférée, sera exercée par M. Pierre ROCKLIN, directeur départemental du trésor public, ou à défaut par Mme Sylvie PARISOT, inspectrice.

A l'exclusion de la correspondance avec le tribunal (notamment les requêtes), des actes de disposition d'immeubles et des comptes rendus de gestion au tribunal, la délégation de signature conférée à M. Philippe MAIZY sera exercée, en cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires ci-dessus désignés, par mesdames Josette BARRERE, Colette BRAVI, Chantal HOUET, Danielle MIEYEVILLE, Michèle VILLENAVE et messieurs Laurent ALCARAS, Fabrice CAZET, contrôleurs.

ARTICLE 2

L'arrêté de subdélégation en date du 16 février 2009 est abrogé.

ARTICLE 3

Cet arrêté de subdélégation sera adressé à monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Bordeaux, le 08 juillet 2009

Pour Le préfet et par délégation,

Le chef des services du trésor public, gérant intérimaire, par procuration,

Nathalie SOULAGE-ADIVEZE

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

ARRÊTÉ DU 23 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER N° FINESS 400780268 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;

Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant

une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Saint Sever pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du centre hospitalier de Saint Sever, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2009, le 21 juillet 2009, par le centre hospitalier de Saint Sever,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à 87 195,59 € soit :

.- 87 195,59 € au titre de l'activité.

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Saint Sever et à la caisse primaire d'assurance maladie des Landes, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 23 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

ARRÊTÉ DU 20 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX N° FINESS 400780193 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;

Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Dax pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du centre hospitalier de Dax, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2009, le 8 juillet 2009, par le centre hospitalier de Dax,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à 5 592 218,77 € soit :

- 5 427 439,00 € au titre de l'activité,
- 60 129,45 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
- 104 650,32 € au titre des produits et prestations(DMI).

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Dax et à la mutualité sociale agricole des Pyrénées Atlantiques, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 20 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

ARRÊTÉ DU 22 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN N° FINESS 400011177 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009 ET POUR UN REPORT D'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE 2007

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;

Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Mont-de-Marsan pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du centre hospitalier de Mont-de-Marsan, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2009 et pour un report d'activité de l'année 2007, le 6 juillet 2009, par le centre hospitalier de Mont-de-Marsan,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à 4 891 616,06 € dont 3 309,00 € au titre d'un report d'activité de l'année 2007, soit :

- 4 494 610,27 € au titre de l'activité, dont 3 309,00 € au titre d'un report de l'année 2007,
- 337 475,92 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
- 59 529,87 € au titre des produits et prestations(DMI).

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Mont-de-Marsan et à la caisse primaire d'assurance maladie des Landes, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 22 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

ARRÊTÉ DU 23 JUILLET 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU SYNDICAT INTER HOSPITALIER DES LANDES N° FINESS 400790937 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS DE MAI 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

- Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;
Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;
Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;
Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.
Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une

activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du syndicat inter hospitalier des Landes pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du syndicat inter hospitalier des Landes, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2009, le 21 juillet 2009, par le syndicat inter hospitalier des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à 126 535,73 € soit :

- 126 535,73 € au titre de l'activité.

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au syndicat inter hospitalier des Landes et à la caisse primaire d'assurance maladie des Landes, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 23 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ 40.09.26 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU CENTRE HOSPITALIER DE DAX

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-13, L. 174-1

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants,

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009, notamment l'article 71,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 portant détermination pour l'année 2009 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

Vu la circulaire DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,

Vu le contrat d'objectifs et de moyens en date du 29 mars 2007,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 2 juin 2009,

ARRETE

ARTICLE 1

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du centre hospitalier de Dax est fixé, pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 636 776 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences,
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organes,

ARTICLE 3

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 6 845 821 €.

ARTICLE 4

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 16 619 173 €.

ARTICLE 5

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, le directeur de l'établissement et le trésorier payeur général des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 17 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,
Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE**ARRÊTÉ 40.09.29 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DES LANDES**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-13, L. 174-1

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1 et suivants, R. 6145-1 et suivants,

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009, notamment l'article 71,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 portant détermination pour l'année 2009 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

Vu la circulaire DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,

Vu le contrat d'objectifs et de moyens en date du 31 mars 2007,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 2 juin 2009,

ARRETE**ARTICLE 1**

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du syndicat inter-hospitalier des Landes est fixé, pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à ...160 729 € .

ARTICLE 3

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, le directeur de l'établissement et le trésorier payeur général des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 17 juillet 2009
Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,
Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ 40.09.28 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-13, L. 174-1

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants,

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009, notamment l'article 71,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 portant détermination pour l'année 2009 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

Vu la circulaire DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,

Vu le contrat d'objectifs et de moyens en date du 31 mars 2007,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 2 juin 2009

ARRETE

ARTICLE 1

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du centre hospitalier de Saint Sever est fixé, pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences,
- € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organes,
- € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

ARTICLE 3

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 203 674 €

ARTICLE 4

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 497 404 €

ARTICLE 5

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, la directrice de l'établissement et le trésorier payeur général des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 15 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,
Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ 40.09.27 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT DE MARSAN

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-13, L. 174-1

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants,

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009, notamment l'article 71,

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux

activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,
Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 fixant pour l'année 2009 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2009 portant détermination pour l'année 2009 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
Vu la circulaire DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,
Vu le contrat d'objectifs et de moyens en date du 31 mars 2007,
Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 2 juin 2009,

ARRETE

ARTICLE 1

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du centre hospitalier de Mont de Marsan est fixé, pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences,
- 128 352 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organes,

ARTICLE 3

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à ...9 820 336. €.

ARTICLE 4

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à ...36 843 964 €.

ARTICLE 5

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L 351-2 et L 351-3 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, le directeur de l'établissement et le trésorier payeur général des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 22 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Alain GARCIA

AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES D'AQUITAINE

ARRÊTÉ DU 17 JUILLET 2009 INSCRIVANT LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX SUR LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTE POUR LESQUELS L'ASSURANCE MALADIE PREND EN CHARGE LES IMPLANTS COCHLÉAIRES CHEZ L'ENFANT ET CHEZ L'ADULTE

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Vu le code de la santé publique

Vu le code de la sécurité sociale – article L 165-1

Vu l'arrêté du 2 mars 2009 relatif à l'inscription des implants cochléaires sur la liste des produits et prestations remboursables,

Vu l'arrêté du 2 mars 2009 relatif à l'inscription sur la liste des produits et prestations financés en sus des GHS,

Vu la circulaire DHOS/OPRC/DGS/DSS/2009/95 du 3 avril 2009 relative à la procédure de fixation, de suivi et de diffusion par les directeurs des agents régionales de l'hospitalisation de la liste des établissements de santé pour lesquels l'assurance maladie prend en charge les implants cochléaires et les implants du tronc cérébral dans le traitement des surdités profondes,

Vu le dossier déposé par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

ARRETE

ARTICLE 1

Le centre hospitalier universitaire de Bordeaux est inscrit, à compter du 3 avril 2009, sur la liste des établissements au sein desquels la pose d'implants cochléaires chez l'enfant et chez l'adulte est susceptible d'être prise en charge par l'assurance maladie

ARTICLE 2

L'établissement concerné s'engage à fournir à l'agence régionale de l'hospitalisation, annuellement, les données relatives au

suivi de cette activité.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 17 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Alain GARCIA

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique notamment ses articles L 1411-12, L 1411-13 et L 1411-19;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,

Vu le décret n° 2005-1539 du 8 décembre 2005 relatif aux conférences régionales de santé,

Vu la circulaire N° DGS/SD1A/2005/568 du 21 décembre 2005 relative aux conférences régionales ou territoriales de santé 2005/2006 et à la finalisation des PRSP

Vu l'instruction ministérielle du 8 novembre 2008 relative au renouvellement du mandat des membres des conférences régionales de santé

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 modifié, fixant pour trois ans la composition de la conférence régionale de santé d'Aquitaine

Sur proposition du président du conseil régional d'Aquitaine

Sur proposition du président de l'association des maires de France

Sur proposition des présidents des conseils généraux des départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne et des Pyrénées Atlantiques

Sur proposition du président du conseil économique et social régional d'Aquitaine

Sur proposition du directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine

ARRETE

ARTICLE 1:

Sont désignés en qualité de membres de la conférence régionale de santé d'Aquitaine les personnes désignées ci-dessous :

COLLEGE I: Représentants des communes, des départements et de la région, ainsi que des organismes d'assurance maladie obligatoire et complémentaire : 19 membres

Conseil régional d'Aquitaine	Madame Solange MENIVAL
Conseil général de la Dordogne	Monsieur Jean-Paul LOTTERIE
Conseil général de la Gironde	Madame Edith MONCOUCUT
Conseil général des Landes	Monsieur Jean-Claude DEYRES
Conseil général du Lot et Garonne	Monsieur Joël HOCQUELET
Conseil général des Pyrénées Atlantiques	Monsieur Michel MAUMUS
Association des maires Dordogne	en cours de désignation
Association des maires Gironde	en cours de désignation
Association des maires Landes	en cours de désignation
Association des maires Lot et Garonne	en cours de désignation
Association des maires Pyrénées Atlantiques	en cours de désignation
Union régionale des caisses d'assurance maladie d'Aquitaine	Madame Chantal GONTHIER
	Monsieur Guy RAMBAUD
	Monsieur Michel COLOMBET
	Monsieur Alain MASONI
Caisse régionale d'assurance maladie d'Aquitaine	Monsieur MAUVILLAIN
	Monsieur TICHIT
Union Régionale de la Mutualité Française d'Aquitaine	Monsieur Bertrand GARROS
	Monsieur Alain DUMAS

COLLEGE II : Représentants des malades et usagers du système de santé : 28 membres

Sont nommés au titre du COLLEGE 2 de la conférence régionale de santé les représentants des associations adhérentes au

Collectif Inter associatif sur la Santé en Aquitaine (CISSA) désignés ci-dessous :

	Monsieur Jean-Louis DOMERGUE, Vice-Président du C.I.S.S.A.
	Monsieur Jacques DELPRAT , A.D.A.P.E.I. 24
	Madame Jacqueline PRUVOST, U.F.C.S
	Madame Marie-Rose RASOTTO , U.D.A.F.40
	Monsieur Edmond CHARRON , association A.M.I. 33
	Madame Marie-Pierre LECLERC , AIDES Aquitaine
	Monsieur Lucien ROUGIER , A.M.A.T.H.S.O.
	Madame Françoise TISSOT , A.M.M.I. Aquitaine
	Monsieur Olivier MONTEIL, A.P.F.
	Madame Marie France MAESTRE, L.C.C. 33
	Monsieur Alain FAURE, U.R.A.P.E.I.
	Monsieur Jean-Louis MORELL, A.F.D./A.D.G. 33
	Madame Bernadette FREYSSIGNAC, A.F.A.G.
	Monsieur Michel PIONNIER, « AIDES AQUITAINE »
	Madame Colette BIELLE, ANDAR Aquitaine
	Monsieur Michel PERDRISSET, FNAIRA
	Monsieur François DUMAS, association A.N.C.
	Madame Mariette URRUTY, association A.F.A.Q
	Madame NOGUES-ROUSSEAU, L.C.C. 47
	Monsieur Jean DENIS, délégué général AFA
	Monsieur Henri ROUSTAN, UNAFAM

Sont également nommés les représentants des associations d'usagers agréées suivantes :

Association des accidentés de la vie (FNATH)	Monsieur Joël BOURGOIN
Union nationale des amis et familles de malades psychiques (UNAFAM)	Monsieur Michel MALET
URAF Aquitaine (UNAF)	Monsieur Maurice TESTEMALE
Association d'aide aux victimes d'accidents médicaux et à leur famille (AVIAM France)	Madame Maud PERSELLO
Confédération de la consommation du logement et du cadre de vie (CLCV)	Madame Marie Thérèse COUILLAUD
Association ATD QUART MONDE	En cours de désignation

COLLEGE III : Représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral, des professionnels médicaux et non médicaux, y compris sociaux, exerçant dans les établissements de santé et dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ainsi que des professionnels de médecine préventive et de santé publique:

15 membres

Union régionale des médecins libéraux d'Aquitaine	Monsieur le Docteur Jean Claude LABADIE
	Madame le Docteur Dany GUERIN
Syndicat national des infirmiers libéraux	Madame Martine ROMANI
Conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'Aquitaine	Monsieur Pierre BEGUERIE
Union française pour la santé bucco-dentaire	Monsieur le Docteur Philippe NICOLAS
Coordination médicale hospitalière (CMH)	Monsieur le Docteur PILLETTE
Confédération des hôpitaux généraux (CHG)	Monsieur le Docteur FARRAGI
Comité régional CGT Aquitaine	Monsieur Bernard BRET
Fédération des personnels des services publics et de santé FO	Monsieur Jean Philippe BOYE
Union professionnelle santé sociaux d'Aquitaine de la CFDT	Monsieur Didier ALLAIN
Association régionale des assistants de service social	Madame Dominique GALIPIENSO
Services de Protection maternelle et infantile	Madame le Docteur NORMANDIN
Société de médecine du travail d'Aquitaine	Madame le Docteur Martine MAGNE
Centres d'exams de santé	Monsieur le Docteur André AIRAUD,
Association d'hygiène industrielle	Monsieur le Docteur Daniel RINDEL

COLLEGE IV : Représentants

- Des institutions et établissements publics et privés de santé, dont deux désignés par le comité régional de l'organisation sanitaire
- Des organismes d'observation de la santé, d'enseignement ou de recherche dans les domaines sanitaire ou social
- Des institutions sociales et médico-sociales, dont deux désignés par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale
- Des organismes de prévention, d'éducation pour la santé

e) Des associations à but humanitaire intervenant dans le domaine de la santé

25 membres

Comité régional de l'organisation sanitaire	Monsieur Christophe GAUTIER, Directeur du Centre hospitalier de Pau
Comité régional de l'organisation sanitaire	Madame Lise DABAN, Fédération de l'hospitalisation privée d'Aquitaine
Union hospitalière du sud-ouest	Monsieur Michel GLANES, délégué régional UHSO
Fédération des Etablissements hospitaliers et d'assistance privés d'Aquitaine	Madame Joëlle DARETHS, déléguée régionale FEHAP
Fédération de l'hospitalisation privée d'Aquitaine	Monsieur Gérard ANGOTTI, président de la FHP Aquitaine
Observatoire régional de la santé d'Aquitaine	Monsieur le Docteur OCHOA, directeur de l'ORSA
Centre Régional d'Aquitaine d'Etudes et d'Actions sur les Handicaps et les Inadaptations	Monsieur Thierry DIMBOUR, directeur du CREAHI Aquitaine
Institut de Santé Publique, d'Épidémiologie et de Développement	Madame le Docteur Sylvie MAURICE-TISON
Institut de formation en soins infirmiers	Madame Marie FRANCOIS, directrice de l'IFSI d'Agen
Institut régional du travail social d'Aquitaine	Monsieur François VINAS, Président IRTS
Université	Monsieur le Professeur Georges GBIKPI BENISSAN,
Comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale	Monsieur Xavier NOAL, directeur de maison de retraite
Comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale	Monsieur Rodolphe KARAM, directeur de maison de retraite
Groupe national des établissements et services publics sociaux (GEPSO)	Monsieur Gérard MICHELITZ, administrateur du GEPSO
URIOPSS Aquitaine	Monsieur le Docteur Robert BARATCHART, président de l'URIOPSS Aquitaine
FNARS AQUITAINE	Madame Catherine ABELOOS, Vice-présidente FNARS Aquitaine
Union régionale des communautés éducatives laïques URCEL	Monsieur Dominique MIQUAU
CRAES - CRIPS	Madame Colette LAUGIER
ANPAA	Monsieur Vincent PATISSOU
Fédération régionale Aquitaine du Mouvement français pour le planning familial	Madame Monique NICOLAS, membre du bureau régional
Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale	Madame Josiane LAVERY, Vice- présidente du CCAS de Bassens
Groupe de Recherche et de Réflexion des Intervenants en Toxicomanie d'Aquitaine (GRITTA)	Madame Véronique GARGUIL
Médecins du Monde	Monsieur le Docteur Christophe ADAM
Secours populaire Français	Monsieur Pierrick DELEUSME
Fondation de France	Madame Béatrice BAUSSE

COLLEGE V : Personnalités qualifiées : 18 membres

- Monsieur le docteur Benoit FLEURY, président régional de l'ANPAA
- Monsieur le docteur Pierre CHOLLET, pneumologue, chef du département médical d'hospitalisation de courte durée et de cancérologie au centre hospitalier d'Agen
- Monsieur le docteur Jean Michel DELILE, psychiatre, directeur du comité d'étude et d'information sur la drogue
- Monsieur le docteur Denis LACOSTE, praticien hospitalier, coordonnateur médical au centre d'information et de soins de l'immunodéficience humaine, CHU de Bordeaux
- Mr le docteur Xavier POMMEREAU, psychiatre des hôpitaux, chef de service de l'unité pour jeunes suicidants au CHU de Bordeaux
- Monsieur le professeur Jean François DARTIGUES, Institut national de la santé et de la recherche médicale
- Monsieur le professeur Josy REIFFERS, directeur de l'Institut Bergonié
- Monsieur André SCHOELL, responsable du pôle d'animation sécurité routière d'Aquitaine
- Monsieur le professeur Patrice COUZIGOU, professeur des universités, chef du service d'hépatogastroentérologie au CHU de Bordeaux
- Madame le docteur Hélène THIBAUT, ISPED
- Madame le docteur Françoise HARAMBURU, responsable du centre régional de pharmacovigilance de Bordeaux
- Madame le docteur Geneviève CAZADE, présidente du comité régional d'éducation physique et de gymnastique volontaire
- Madame Céline OHAYON-COURTES, directrice du Laboratoire d'hydrologie - environnement
- Monsieur le professeur HOROVITZ, Chef de service à la maternité de Pellegrin et président de la commission régionale de la naissance
- Madame Annie ISABETH-TERREAUX, direction départementale des services vétérinaires de la Gironde.

- Monsieur HERIAUD, directeur général du CHU de Bordeaux
- Monsieur le professeur Dominique DALLAY, président de la CME – CHU Bordeaux
- Madame Noëlle Caroline SOUDAN, Chargée de mission santé environnement - Fédération SEPANSO France nature environnement Aquitaine

COLLEGE VI : Représentants des acteurs économiques désignés au sein des deux premiers collèges qui composent le conseil économique et social régional : 15 membres

- Monsieur Luc PABOEUF, président du CESR d'Aquitaine
- Monsieur Patrick De STAMPA, CRCI Aquitaine
- Monsieur Sébastien CLEMENT, centre des jeunes dirigeants
- Madame Sophie DARGELOS, USGERES / UNIFED
- Monsieur Bernard PERE, confédération paysanne
- Monsieur Michel CISILOTTO, fédération française du bâtiment Aquitaine
- Monsieur Maurice PRAUD, chambre régionale des métiers d'Aquitaine
- Monsieur Patrice BEUNARD, CFTC Aquitaine
- Monsieur Gilles BEZIAT, CGT-FO
- Madame Danielle BERNA, CGT
- Madame Martine DJOUKITCH, CFDT
- Monsieur Philippe DESPUJOLS, UNSA
- Madame MORILHAT Roselyne, CFE - CGC
- Monsieur REILLER Alain, FSU
- Madame Dominique GOURSOLLE-NOUHAUD, MEDEF

ARTICLE 2 :

La durée du mandat des membres de la conférence régionale de santé est fixée à 3 ans maximum à compter de la date du présent arrêté.

En tout état de cause, le mandat des membres expirera à la date d'entrée en vigueur de la loi portant création des agences régionales de santé et de ses textes d'application qui remplaceront les articles du code de la santé publique relatifs aux conférences régionales de santé.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 27 avril 2009

Le préfet,

Francis IDRAC

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique notamment ses articles L 1411-12, L 1411-13 et L 1411-19;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,

Vu le décret n° 2005-1539 du 8 décembre 2005 relatif aux conférences régionales de santé,

Vu la circulaire N° DGS/SD1A/2005/568 du 21 décembre 2005 relative aux conférences régionales ou territoriales de santé 2005/2006 et à la finalisation des PRSP

Vu l'instruction ministérielle du 8 novembre 2008 relative au renouvellement du mandat des membres des conférences régionales de santé

Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 2009 fixant la composition de la conférence régionale de santé d'Aquitaine

Sur proposition du directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine

ARRETE

ARTICLE 1

Sont nommés en qualité de membres de la conférence régionale de santé :

- COLLÈGE 1: Monsieur MARCILLAUD, président de la CRAMA en remplacement de Monsieur MAUVILLAIN
- COLLEGE 2 : au titre de représentant du Collectif Inter associatif sur la Santé en Aquitaine : Madame Dominique GILLAIZEAU, présidente du « C.I.S.S.A »

ARTICLE 2 :

La durée du mandat des membres de la conférence régionale de santé est fixée à 3 ans maximum à compter de la date du présent arrêté.

En tout état de cause, le mandat des membres expirera à la date d'entrée en vigueur de la loi portant création des agences régionales de santé et de ses textes d'application qui remplaceront les articles du code de la santé publique relatifs aux conférences régionales de santé.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de

chacun des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 27 mai 2009-07-09

Le préfet, pour le préfet, le secrétaire général pour les affaires régionales

Frédéric MAC KAIN

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE DU 10.07.2009 PORTANT MODIFICATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES LANDES

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur commandeur de l'ordre national du Mérite
Vu Le code de la sécurité sociale et, notamment, les articles L.212-2, L.231 à L.231-6-1, D.231-1 à D.231-5

Vu Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu L'arrêté préfectoral en date du 22 juin 2009 donnant délégation de signature à monsieur Jacques CARTIAUX, directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine,

Vu L'arrêté de monsieur le préfet de région en date du 19 octobre 2006, modifié, fixant la composition du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales des Landes,

Sur proposition en date du 23 juin 2009 de la confédération française de l'encadrement CGC.

ARRETE

ARTICLE 1

L'article 1 de l'arrêté susvisé est ainsi modifié :

ARTICLE 2

Est nommé en tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de la confédération française de l'encadrement CGC
Titulaire : Monsieur Christian FORENS en remplacement de madame Marie-Andrée LETANG

ARTICLE 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine, le préfet des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région et à celui de la Préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 10 juillet 2009

Pour le préfet de région, et par délégation,

Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine,

Jacques CARTIAUX

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale des Monuments Historiques

PORTANT INSCRIPTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES DE LA MAISON FORTE DE TAMPOUY ET DE SA BERGERIE AU FRECHE (LANDES)

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret N° 2004.374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret N° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

Vu le décret N° 99-78 du 5 février 1999 modifié, relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

LA commission régionale du patrimoine et des sites (C.R.P.S.) de la région Aquitaine entendue en sa séance du 19 février 2009;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la maison forte de Tampouy et sa bergerie présentent un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la conservation, en raison de leur important historique et de leur qualité architecturale

ARRETE

ARTICLE 1

Sont inscrites en totalité au titre des monuments historiques la maison forte de Tampouy et sa bergerie situées au FRECHE (Landes) sur la parcelle n° 347, d'une contenance de 47a 97ca, figurant au cadastre section H et appartenant au département des LANDES depuis le 18 juillet 1911.

ARTICLE 2

Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai à monsieur le ministre de la culture et de la communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

ARTICLE 3

Il sera notifié au préfet du département concerné, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Fait à Bordeaux, le 3 juillet 2009

Le préfet,
Pour le préfet de région et par délégation,
Frédéric Mac Kain

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles

ARRÊTÉ DU 30.06.2009 APPROBATION DES STATUTS DU G.I.E. MUTEDIT

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur commandeur de l'ordre national du Mérite
Vu le Code Rural et notamment l'article L.723-5,

Vu les articles L.251-1 et suivants du Code du Commerce,

Vu le décret n° 85-192 du 11 février 1985 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole,

Vu le décret n° 99-507 du 17 juin 1999 relatif aux statuts et aux règlements intérieurs des organismes de mutualité sociale agricole,

Vu l'arrêté du 21 février 2002, modifié par les arrêtés du 27 mars 2002, du 3 juillet 2007 et du 13 février 2009, relatif aux modèles de statuts des associations régionales et des fédérations créées entre les caisses de mutualité sociale agricole,

Vu le projet de statuts du groupement d'intérêt économique (G.I.E.) MUTEDIT adopté par l'assemblée générale extraordinaire de cet organisme lors de sa réunion du 20 avril 2009,

Vu le décret du 29 avril 2009 nommant monsieur Dominique SCHMITT, préfet de la région Aquitaine, préfet de la zone de défense sud-ouest, préfet de la Gironde,

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2008 nommant monsieur Gérard WYSS, chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Aquitaine,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 donnant délégation de signature à monsieur Gérard WYSS, chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Aquitaine,

ARRETE

ARTICLE 1

Sont approuvés, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté, les statuts du groupement d'intérêt économique (G.I.E.) MUTEDIT dont le siège social est situé : 70, rue Alphonse Daudet - 40286 Saint-Pierre-du-Mont.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département des Landes.

Fait à Bordeaux, le 30 juin 2009

Le préfet,

Pour le préfet de région, et par délégation,

Le Directeur du Travail, Chef du S.R.I.T.E.P.S.A.,

Gérard WYSS

Statut à consulter dans le service concerné

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ARRÊTÉ N° 72 520 09 0002 DÉCISION DE RÉMUNÉRATION ECOLE DE RÉÉDUCATION

PROFESSIONNELLE O.N.A.C. ROBERT LATEULADE – 30, RUE DUHAMEL, 33082 – BORDEAUX CEDEX

Le préfet de région Aquitaine,

Vu la sixième partie du code du travail ;

Vu l'ordonnance du 26 mars 1982 ;

Vu le décret 82.812 du 23 septembre 1982 concernant la rémunération des stagiaires ;

Vu le décret n° 85.1341 du 18 décembre 1985 relatif au reclassement professionnel des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 95.571 du 6 mai 1995 relatif aux centres de rééducation professionnelle ;

Vu les circulaires DSS/DAS/DE/DFP n° 96.53 du 30 janvier 1996 et DGEFP n° 97.17 du 10 juillet 1997 ;

Vu les décrets n°88.367. et n° 88.368 du 15 avril 1988 et 2002-1551 du 23 décembre 2002 relatifs à la rémunération et à la protection sociale des stagiaires de la formation professionnelle

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 portant délégation de signature du préfet de région au bénéfice du directeur régional du travail de l'emploi et de la formation professionnelle.

ARRETE

ARTICLE 1

Les actions de formation dispensées par l'école de rééducation professionnelle O.N.A.C. Robert Lateulade, sise 30, rue Duhamel, 33082 Bordeaux Cedex, sont agréées au sens des articles L.6341-2, L.6341-3, L.6341-5, L.6341-6, L.6341-12, R.6341-2, L.6341-4 et R.6341-1 du code du travail, pour la période du 1^{er} Août 2009 au 31 juillet 2010.

Les conditions de durées et d'effectifs définies dans l'arrêté n° 72 520 08 0002 demeurent inchangées.

ARTICLE 2

le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Aquitaine et l'agence de service et de paiement

(ASP, ex-CNASEA) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le jeudi 16 juillet 2009

P/le préfet de région

P/Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Le secrétaire général,

Marc DUFAU

DIRECTION RÉGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

RENOUVELLEMENT D'AGRÈMENT DE RÉMUNÉRATION CODIFICATION E 72 520 09 0003

Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Vu la sixième partie du code du travail ;

Vu le décret n° 85.1341 du 18 décembre 1985 relatif au reclassement professionnel des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 95.571 du 6 mai 1995 relatif aux centres de rééducation professionnelle ;

Vu les circulaires DSS/DAS/DE/DFP n° 96.53 du 30 janvier 1996 et DGEFP n° 97.17 du 10 juillet 1997 ;

Vu l'agrément préfectoral de formation du 25 février 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant délégation de signature daté du 28 mai 2009 ;

DÉCIDE

ARTICLE 1

Les actions de formation dispensées par le centre de rééducation professionnelle géré par la ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail, sis 47200 VIRAZEIL, en application de la convention nationale conclue avec l'organisme, sont agréées au sens de l'article L.6341-4 et R.6341-1 du code du travail, pour la période du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2010.

Les conditions de durées et d'effectifs sont indiquées dans le tableau ci-après.

ARTICLE 2

Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (D.R.T.E.F.P.) d'Aquitaine et l'agence de service et de paiement (A.S.P., ex-C.N.A.S.E.A.) sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la région Aquitaine.

	Effectif maxi admis en rémunération	Durée			Volume Agréé en mois/stagiaires
		Hebdomadaire	Total	Dont stage en entreprise	
BASE TERTIAIRE :	48 *	De 35 h. en centre à 39 h. en entreprise. NB : toutes les formations bénéficient de la F.O.A.D. à durée variable ainsi que de P.A.E.			528
➤ Agent administratif, avec module de comptabilité			1243 h.		
➤ Comptable assistant			1365 h.		
➤ Secrétaire Assistant			1155 h.		
➤ Module secrétariat médical S.A et A.A.E.			310 h.		
➤ Secrétaire comptable			1785 h.		
Technicien administratif Sanitaire et Social			1470 h.	140 h	
Secrétaire assistante Médico-Sociale			1225 h.		
Préparatoire à la F.P.A.			Jusqu'à 780 h		

* La formation préparatoire (16 places) et la base tertiaire (32 places) sont fusionnées en un seul cycle de 48 places permettant des entrées et sorties permanentes.

Il convient de rappeler qu'en application de l'arrêté modificatif d'agrément du 27 juillet 2006, les actions de formation ci-dessus référencées sous l'intitulé de « base tertiaire » sont susceptibles d'être effectuées pour part variable (maximum 80%) du volume horaire concerné selon les modalités de fonctionnement de la F.O.A.D. et de P.A.E. (périodes d'application en entreprise).

Fait à Bordeaux, le jeudi 16 juillet 2009

P/Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Le secrétaire général,
Marc DUFAU

DIRECTION INTERRÉGIONALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LES COMPÉTENCES GÉNÉRALES ET TECHNIQUES

La directrice interrégionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de la Région Aquitaine
Vu l'arrêté préfectoral n° 900 du 8 juillet 2009 portant délégation de signature à Mme Lucile AL RIFAÏ, directrice interrégionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de la Région Aquitaine à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration relevant des attributions et compétences de son service dans le département des Landes,
Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,
Vu l'arrêté ministériel du 23 février 1995 nommant M. Alain FUSTÉ directeur départemental de 1^{ère} classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes des Landes.

ARRETE

ARTICLE 1

Subdélégation de signature est donnée à M. Alain FUSTÉ, directeur départemental de 1^{ère} classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à Mont-de-Marsan, afin de signer l'ensemble des actes d'administration relevant des attributions et compétences du service dans ce département.

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain FUSTÉ, la même subdélégation sera exercée par M. Daniel CASTEILLAN, Inspecteur principal.

ARTICLE 3

En cas d'empêchement de M. Alain FUSTÉ et de M. Daniel CASTEILLAN, la même subdélégation sera exercée par Mme Annie HOMÈRE, Inspectrice.

ARTICLE 5

M. Le secrétaire général de la préfecture des Landes et Mme la directrice interrégionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait le 21 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation

La directrice interrégionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Lucile AL RIFAÏ

DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES MARITIMES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES ET DES LANDES

ARRETE N°PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE

L'administrateur en chef de 2^{ème} classe des affaires maritimes Jean-Luc VASLIN directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées Atlantiques et des Landes

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu la loi du 7 octobre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande ;

Vu la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime ;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1844 concernant le service administratif de la marine ;

Vu l'ordonnance du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes ;

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense ;

Vu la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relative à la police des épaves maritimes ;

Vu la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 modifiée portant statut des navires et autres bâtiments de mer ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 83-582 du 05 juillet 1983 relative au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes ;

Vu la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer ;

Vu la loi n° 85-662 du 3 juillet 1985 relative aux mesures concernant dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés ;

Vu la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral

Vu la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 modifiée relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture ;

Vu la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 modifiée relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer ;

Vu la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines ;

Vu le décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 53-953 du 30 septembre 1953 portant organisation administrative et financière de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) ;

Vu le décret n° 67-690 du 07 août 1967 relatif aux conditions d'exercice de la profession de marin ;

Vu le décret n° 77-794 du 8 juillet 1977 relative à l'organisation du travail à bord des navires et engins dotés de dispositifs de propulsion de nature à simplifier les conditions techniques de la navigation et de l'exploitation ;

Vu le décret n° 78-272 du 9 mars 1978 modifié relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer ;

Vu le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;

Vu le décret n° 84-846 du 12 septembre 1984 fixant les modalités d'application de la loi n°83-582 du 5 juillet 1983 sus-visée ;

Vu le décret n° 85-379 du 27 mars 1985 modifié relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle ;

Vu le décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques ;

Vu le décret n° 86-1014 du 27 août 1986 pris pour l'application de l'article 13 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime et fixant les conditions de suspension des droits et prérogatives afférents aux brevets, diplômes ou certificat des capitaines, patrons ou de ceux qui en remplissent les fonctions,

Vu le décret n° 86-1252 du 5 décembre 1986 relatif au contenu et à l'élaboration des schémas de mise en valeur de la mer ;

Vu le décret n° 87-368 du 1er juin 1987 relatif à l'agrément et au contrôle des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritimes et de leurs unions ;

Vu le décret n° 87-830 du 6 octobre 1987 portant application de l'article 1er de la loi n° 85.662 du 3 juillet 1985 relative aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures les navires et les engins flottants abandonnés ;

Vu le décret n° 89-247 du 14 avril 1989 portant application de l'article 1er de la loi n° 81.608 du 16 , juillet 1984 relatif à l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer ;

Vu le décret n° 89-273 du 26 avril 1989 portant application du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritimes en ce qui concerne la première mise en marché des produits de la pêche maritime et les règles relatives aux communications d'informations statistiques ;

Vu le décret n° 89-554 du 02 août 1989 relatif aux transactions en matière de pêche maritimes ;

Vu le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritimes dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion de la ressource ;

Vu le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 relatif à la pêche maritime de loisir ;

Vu le décret n° 91-1110 du 22 octobre 1991 relatif aux autorisations temporaires concernant les zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime ;

Vu le décret n° 91-1187 du 20 novembre 1991 modifié relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle et notamment les articles 1^{er}, alinéa 3 et 38 ;

Vu le décret n° 92-335 du 30 mars 1992 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des comités locaux des pêches maritimes ;

Vu le décret n° 92-1166 du 21 octobre 1992 modifié relatif à la conduite en mer des navires de plaisance à moteur ;

Vu le décret n° 94-340 du 28 avril 1994 relatif aux conditions sanitaires de production et de mise en marché des coquillages vivants ;

Vu le décret n° 97-156 du 19 février 1997 modifié portant organisation des services déconcentrés des affaires maritimes ;

Vu le décret n° 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime ;

Vu le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 relatif à l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;

Vu le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif aux permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la délégation de signature des préfets ;

Vu le décret du 11 juin 2009 portant nomination du préfet des Landes M. Evence RICHARD ;

Vu l'arrêté n° 10730 du 20 novembre 1981 relatif à l'attribution de bourses d'études dans les écoles nationales de la marine marchande ;

Vu l'arrêté modifié du 16 avril 1986 relatif aux conditions d'aptitude physique à la profession de marin ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2001 modifié relatif à l'utilisation en mer des véhicules nautiques à moteur ;

Vu l'arrêté n° 2001/57 du 04 septembre 2001 du vice amiral d'escadre, préfet maritime de l'Atlantique, portant délégation de pouvoir aux directeurs départementaux des affaires maritimes, en matière de navires et d'engins flottants abandonnés dans les eaux territoriales et les eaux inférieures et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté n° 2001/62 du 14 septembre 2001 du vice amiral d'escadre, préfet maritime de l'Atlantique, donnant délégation de pouvoir aux administrateurs des affaires maritimes, directeurs départementaux des affaires maritimes en matière d'épaves, et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté n° 2001/63 du 14 septembre 2001 du vice amiral d'escadre, préfet Maritime de l'Atlantique, réglementant le mouillage d'engins dans les eaux de la Manche occidentale et de l'Atlantique, et notamment ses articles 2 et 7 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2002 modifié relatif à l'organisation des examens et à l'obtention des certificats, diplômes et brevets de la marine marchande ;

Vu l'arrêté n° 2002/91 du 24 septembre 2002 du vice amiral d'escadre, préfet maritime de l'Atlantique, donnant délégation de pouvoir aux administrateurs des affaires maritimes, directeurs départementaux des affaires maritimes en matière de manifestations nautiques et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 08001328 en date du 28 février 2008 nommant l'administrateur en chef Jean- Luc VASLIN, directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées Atlantiques et des Landes ;
Vu l'arrêté préfectoral 2009/n°899 du 8 juillet 2009 donnant délégation de signature au directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées Atlantiques et des Landes ;
Vu la note n° 10731 du 20 novembre 1981 relatif à l'attribution de bourses d'études aux élèves scolarisés dans les écoles nationales de la marine marchande ;
Vu la note n° 1096 du 7 mai 1985 relative au départ anticipé de certains marins ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE D'ACTES RESSORTISSANT À LA COMPÉTENCE DU PRÉFET MARITIME.

Subdélégations de signature et de pouvoir sont données à :

- Mme Patricia BEN KHEMIS, inspectrice principale des affaires maritimes, chef de service ;
- Mme Anne-Marie LALANNE, inspectrice des affaires maritimes, chef de service,

A l'effet de prendre tous actes ou décisions dans les matières suivantes :

- 1- Police des épaves maritimes
 - pour l'application des dispositions prévues par arrêté susvisé du 4 septembre 2001.
- 2 - Mouillage d'engins
 - pour l'application des dispositions prévues par arrêté du 14 septembre 2001 susvisé.
- 3 -Navires et engins flottant abandonnés dans les eaux territoriales et les eaux intérieures
 - pour l'application des dispositions prévues par arrêté du 4 septembre 2001 susvisé.
- 4 - Manifestations nautiques
 - Pour l'application des dispositions prévues par arrêté du 24 septembre 2002 susvisé.

ARTICLE 2 SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE D'ACTES RESSORTISSANT À LA COMPÉTENCE DES PRÉFETS DE DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES ET DES LANDES.

En application de l'article 44 – I du décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2008 – 158 du 22 février 2008, Monsieur Jean-Luc VASLIN, chef de service des affaires maritimes, peut donner délégation pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui – même reçu délégation aux agents suivants placés sous son autorité :

- Mme Patricia BEN KHEMIS, inspectrice principale des affaires maritimes, chef de service ;
- Mme Anne-Marie LALANNE, inspectrice des affaires maritimes, chef de service ;

A l'effet de prendre tous actes ou décisions dans les matières suivantes :

- 1 - L'exercice de la tutelle du pilotage
 - Instruction des règlements de la station de pilotage de Bayonne et des propositions de modification des tarifs.
 - Fixation des modalités de fonctionnement de la commission locale de pilotage.
 - Délivrance, renouvellement, extension ou restriction de la licence de Capitaine pilote.
 - Vérification annuelle des conditions exigées au maintien de la licence de Capitaine pilote.
- 2 - Chasse sur le domaine public maritime
 - Gestion du droit de chasse sur le Domaine public maritime.
- 3 – Agrément et contrôle des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritime et de leurs unions
 - Agrément et retrait d'agrément.
 - Contrôle.
- 4 - Achat et vente de navires
 - Visa des actes d'achat et de vente entre français et visa des actes de vente à l'étranger des navires de pêche d'occasion dont la longueur hors tout ne dépasse pas 30 mètres.
 - Visa des actes d'achat et de vente entre français pour tous navires autres que les navires de pêche professionnelle jusqu'à 200 tonnes de jauge brute.
 - Visa des actes d'achat et de vente à l'étranger de navires de plaisance de moins de 25 mètres.
- 5 - Contrôle des comités locaux des pêches maritimes
 - Organisation des élections et nomination des membres des organes dirigeants des comités locaux.
 - Contrôle de la gestion financière (approbation et vérification du budget et des comptes financiers).
 - Contrôle de l'activité des comités locaux - suspension de l'exécution de leurs décisions.
- 6 - Abandon des navires et engins flottants
 - Mise en demeure de faire cesser le danger présenté par les navires et engins flottants abandonnés sur le rivage, en dehors des limites des ports.
- 7 - Police des épaves
 - Sauvegarde et conservation des épaves, mise en demeure du propriétaire :
 - Intervention d'office, réquisition des personnes, des moyens et des biens en vue du sauvetage des épaves.
 - Vente et concession d'épaves échouées sur littoral en dehors des ports civils ou militaires.
- 8 - Commissions nautiques locales
 - Nomination des membres des commissions nautiques locales, appelées à traiter des affaires relevant de la compétence de l'Etat.
- 9 - Exploitation de cultures marines
 - Autorisations d'ouverture des enquêtes publiques et administratives relatives aux exploitations de cultures marines.
 - Autorisations d'exploitation et décisions de suppression d'autorisation de cultures marines.

- Mise en demeure et notification au concessionnaire, engagement des procédures de retrait, suspension ou de modification de l'autorisation de cultures marines.

- Avis adressé au bénéficiaire de l'autorisation de cultures marines le prévenant de la réunion de la commission des cultures marines consultée sur une procédure de retrait, suspension ou modification de l'autorisation.

10 - Défense

- Préparation et exécution des mesures non militaires de défense.

- Affectation collective de défense des marins, des entreprises et des établissements du secteur maritime.

11 - Pêches maritimes

Délivrance des autorisations annuelles de pose de filets fixes dans la zone de balancement des marées.

12 - Contrôle sanitaire et technique des produits de la mer

- Détermination, dans les ports de pêche et de commerce, des lieux où sont débarqués les produits frais ou réfrigérés de la pêche maritime en vue de leur première mise sur le marché.

- Contrôle et surveillance du milieu et du cheptel :

- classement de salubrité des zones de production de coquillages,

- mesures temporaires de suspension ou de restriction de l'exploitation en cas de contamination momentanée d'une zone,

- Délivrance des autorisations de transports de coquillages sur le territoire national.

13 - Pêche à la civelle

Délivrance des permis individuels de pêche de la civelle à titre professionnel.

14 - Quotas de pêche

Décision de retrait d'accès aux quotas de pêche français.

15 - Permis de conduire des bateaux de plaisance

1. délivrance des permis de conduire des bateaux de plaisance

2. décisions de retrait des permis de conduire des bateaux de plaisance

3. décisions d'interdiction de pratiquer la navigation à partir d'un port français ou dans les eaux territoriales françaises pour les conducteurs de navires non détenteurs d'un permis français.

4. délivrance, suspension et retrait d'agrément des établissements de formation à la conduite en mer et en eaux intérieures des bateaux de plaisance à moteur.

5. délivrance, suspension et retrait d'agrément des formateurs à la conduite des bateaux de plaisance à moteur.

6. désignation des examinateurs du permis hauturier.

ARTICLE 3 POUVOIRS PROPRES DU DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, délégation de signature est accordée aux chefs de service ci-après désignés dans le cadre des limites réglementaires, notamment celles fixées par le code disciplinaire et pénal de la marine marchande, et selon les modalités prévues par l'ordre de service fixant l'organisation interne de la direction à :

- Mme Patricia BEN KHEMIS, inspectrice principale des affaires maritimes, chef de service ;

- Mme Anne-Marie LALANNE, inspectrice des affaires maritimes, chef de service ;

A l'effet de signer tous actes, décisions et documents administratifs dans les matières suivantes :

1 - Police des pêches

- ordre de déroutement de navires sur proposition du centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage

ETEL;

- procès-verbal de saisie de navires, de matériel de pêche ou produits de la pêche en application de la loi n°83.582 du 5 juillet 1983;

- procès-verbal de main-levée d'appréhension.

2 - Gens de mer

- tous actes et décisions liés au travail maritime notamment le visa des contrats d'engagement maritime et les décisions d'effectifs ;

- tous actes et décisions en application du décret du 7 août 1967 relatif à la profession de marin : rôle d'équipage et

certificats de service ;

- délivrance et retrait des titres de navigation (rôle d'équipage, permis de circulation, carte de circulation).

3 - Etablissement National des Invalides de la Marine

- ouverture et retrait de rôles d'équipage en application du décret n° 53-953 du 30 novembre 1953 ;

- tous actes et pièces relatifs aux opérations de recettes et de dépenses de l'établissement national des invalides de la marine dans les limites et selon les modalités fixées par l'établissement ;

- proposition de répartition de secours ordinaires et de frais d'obsèques.

4 - Régime disciplinaire et pénal de la marine marchande

- tous actes ou décisions en application du code disciplinaire et pénal de la marine marchande, notamment les missions à caractère juridictionnel (décision d'ouverture d'enquête nautique).

5 - Formation professionnelle maritime

- les dispenses de formation pour l'admission dans les écoles maritimes, les propositions de suspension des droits et prérogatives afférents aux brevets.

ARTICLE 4 : ABROGATION

Les dispositions du présent arrêté, qui prennent effet immédiatement, remplacent celles de mon arrêté du 14 août 2008 qui est

abrogé.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Monsieur le chef de service déconcentré, Jean-Luc VASLIN est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture.

Fait à Bayonne, le 23 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le chef de service déconcentré,

Monsieur Jean-Luc VASLIN

Diffusion : Préfecture maritime de l'Atlantique

Préfecture des Landes

DRAM Bordeaux

Tous services

Tous délégataires

Dossier

INSPECTION ACADEMIQUE LANDES ACADEMIE BORDEAUX

**ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES
PROCÉDURES DE MARCHÉS PUBLICS**

L'inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale des Landes,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 82- 213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les articles R.222-24, R.222-26, D.222-28, R.222-29 du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ; Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu le décret du 11 juin 2009 portant nomination du préfet des Landes M. Evence RICHARD ;

Vu le décret du 8 octobre 2007 nommant Mme Sonia FRANCIUS, Inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale des Landes ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et services du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009 donnant délégation de signature à madame l'inspectrice pour la mise en œuvre des marchés publics

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Sonia FRANCIUS, la délégation de signature au titre de la mise en œuvre des procédures relatives aux marchés de l'Etat qui lui est conférée par l'arrêté du 8 juillet 2009 par monsieur le préfet des Landes pourra être exercée pour l'ensemble des procédures prévues à l'article 1 de l'arrêté susvisé par :

- Madame Marie-France MEDARD, secrétaire générale ;

- Monsieur Julien BLAISE, attaché de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

ARTICLE. 2

La secrétaire générale de l'inspection académique des Landes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont-de-Marsan le 10 juillet 2009

L'inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale

Sonia FRANCIUS

INSPECTION ACADEMIQUE LANDES ACADEMIE BORDEAUX

**ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR L'APPRENTISSAGE, DE
L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DES ACTES RELATIFS À L'ORGANISATION DE COURS ET
D'ENSEIGNEMENTS DIVERS**

L'inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale des Landes,

Vu l'article 3 de l'arrêté du 8 juillet 2009 de monsieur le préfet des Landes donnant délégation de signature au titre de

l'apprentissage, de l'enseignement technique et des actes relatifs à l'organisation de cours et d'enseignements divers à madame Sonia FRANCIUS, Inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale des Landes,

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2006 nommant madame Marie-France MÉDARD secrétaire générale de l'inspection académique des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Sonia FRANCIUS, la délégation de signature au titre de l'apprentissage, de

l'enseignement technique et des actes relatifs à l'organisation de cours et d'enseignements divers qui lui est conférée par l'arrêté du 8 juillet 2009 de monsieur le préfet des Landes pourra être exercée par madame Marie-France MÉDARD, Secrétaire générale de l'inspection académique des Landes.

ARTICLE 2

La secrétaire générale de l'inspection académique des Landes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont de Marsan, le 10 juillet 2009

L'inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale

Sonia FRANCIUS

INSPECTION ACADEMIQUE LANDES ACADEMIE BORDEAUX

ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR DE L'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

L'inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale des Landes,

Vu l'article 6 de l'arrêté du 8 juillet 2009 de monsieur le préfet des Landes donnant délégation de signature au titre de l'ordonnancement secondaire à madame Sonia FRANCIUS, Inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale des Landes,

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2006 nommant madame Marie-France MÉDARD secrétaire générale de l'inspection académique des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Sonia FRANCIUS, la délégation de signature au titre de l'ordonnancement secondaire qui lui est conférée par l'arrêté du 8 juillet 2009 de monsieur le préfet des Landes pourra être exercée par madame Marie-France MÉDARD, secrétaire générale de l'inspection académique des Landes.

ARTICLE 2

La secrétaire générale de l'inspection académique des Landes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont de Marsan, le 10 juillet 2009

L'inspectrice d'académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale

Sonia FRANCIUS

RESEAU FERRE DE FRANCE

DECISION RFF : 200913 DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

Gestionnaire : ADYAL Agence de Bordeaux

Le président du conseil d'administration

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " réseau ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de réseau ferré de France, et notamment son article 39 ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public réseau ferré de France ;

Vu le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du président de réseau ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

Vu la décision du 2 janvier 2008 portant organisation générale de réseau ferré de France ;

Vu la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 5 janvier 2007 portant nomination de monsieur Bruno de MONVALLIER en qualité de directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu le constat en date du 22/11/2007 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

DÉCIDE

ARTICLE 1

Le terrain sis à SAINT PAUL LES DAX (40) Lieu-dit Meynaut sur la parcelle cadastrée BP 218 pour une superficie de 5460 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune(1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera affichée en mairie de SAINT PAUL LES DAX et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes ainsi qu'au bulletin officiel de réseau ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à Bordeaux, le 20 mai 2009

Pour le président et par délégation,

Le directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes

Bruno de MONVALLIER

(1)Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, à la direction régionale Aquitaine Poitou-Charentes de Réseau Ferré de France, 7A Terrasse Front du Médoc 33075 Bordeaux Cedex et auprès de ADYAL agence de Bordeaux 185 bld Maréchal Leclerc 33000 Bordeaux.

RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE**DECISION RFF : 20097 DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE**

Gestionnaire : ADYAL Agence de Bordeaux

Le président du conseil d'administration

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public "réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de réseau ferré de France, et notamment son article 39 ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public réseau ferré de France ;

Vu le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du président de réseau ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

Vu la décision du 2 janvier 2008 portant organisation générale de réseau ferré de France ;

Vu la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 5 janvier 2007 portant nomination de monsieur Bruno de MONVALLIER en qualité de directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu le constat en date du 18/01/2008 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

DÉCIDE**ARTICLE 1**

Le terrain sis à TARNOS (40) Lieu-dit rue Paul Cézanne sur la parcelle cadastrée AT 750 pour une superficie de 402 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune(1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera affichée en mairie de TARNOS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes ainsi qu'au bulletin officiel de réseau ferré de France consultable sur son site internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à Bordeaux, le 30 mars 2009

Pour le président et par délégation,

Le directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes

Bruno de MONVALLIER

(1)Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, à la direction régionale Aquitaine Poitou-Charentes de Réseau Ferré de France, 7A Terrasse Front du Médoc 33075 Bordeaux Cedex et auprès de ADYAL agence de Bordeaux 185 bld Maréchal Leclerc 33000 Bordeaux.

RESEAU FERRE DE FRANCE**DECISION RFF : 20098 DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE**

Gestionnaire : ADYAL Agence de Bordeaux

le président du conseil d'administration

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public "réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de réseau ferré de France, et notamment son article 39 ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public réseau ferré de France ;

Vu le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du président de réseau ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

Vu la décision du 2 janvier 2008 portant organisation générale de réseau ferré de France ;

Vu la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 5 janvier 2007 portant nomination de monsieur Bruno de MONVALLIER en qualité de directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu le constat en date du 24/10/2008 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

DÉCIDE**ARTICLE 1**

Le terrain sis à PEYREHORADE (40) Lieu-dit Croix de Pardies sur la parcelle cadastrée ZB 350 pour une superficie de 730 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune, est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera affichée en mairie de PEYREHORADE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes ainsi qu'au bulletin officiel de réseau ferré de France consultable sur son site internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à Bordeaux, le 9 avril 2009

Pour le président et par délégation,

le directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes

Bruno de MONVALLIER

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, à la direction régionale Aquitaine Poitou-Charentes de réseau ferré de France, 7A Terrasse Front du Médoc 33075 Bordeaux Cedex et auprès de ADYAL agence de Bordeaux 185 bld Maréchal Leclerc 33000 Bordeaux

DIRECTION DU CETE DU SUD-OUEST

ARRETE N°2009-09 DU 27 JUILLET 2009 PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE

Vu le code des marchés publics,

Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n°82.642 du 24 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets de région sur les centres d'études techniques de l'équipement ;

Vu le décret n°200-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de certains tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 11 juin 2009 nommant Monsieur Évence RICHARD, préfet des Landes ;

Vu l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 modifié par l'arrêté du 4 janvier 1984 (urbanisme logement) portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2003, nommant M. Delphin RIVIERE, directeur du centre d'études techniques de l'équipement du Sud-Ouest (CETE SO) ;

Vu l'arrêté préfectoral PR/DAE/3ème bureau/2009/n°902 du 8 juillet 2009 portant délégation de signature à M. Delphin RIVIERE, en qualité de directeur du CETE du Sud-Ouest ;

Sur proposition du directeur du CETE SO, Delphin Rivière,

ARRETE

ARTICLE 1

Dans le cadre de leurs attributions respectives, délégation de signature est donnée, dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 08 juillet 2009 sus-visé, à :

- Jean-Louis Dupressoir, directeur adjoint du CETE SO,
- Didier Treinsoutrot, directeur du laboratoire régional des ponts et chaussées de Toulouse,
- Fabienne Gazo, directrice adjointe du laboratoire régional des ponts et chaussées de Toulouse,
- Florence Saint-Paul, chef du département déplacement, aménagement de Toulouse,
- Marie-Reine Bakry, chef de la zone expérimentale laboratoire de trafic de Toulouse,
- Yves Pasco, directeur du laboratoire régional des ponts et chaussées de Bordeaux,
- Georges Arnaud, chef du domaine environnement,
- Bernard Pique, chef du département informatique et modernisation,
- Pierre Paillusseau, chef du département ouvrages d'art,
- Jean-Marie Calbet, consultant expert,
- Valérie Médaille, consultant expert,
- David Delcampe, chargé du pôle satellitaire, à compter du 1^{er} septembre 2009,
- Jean-Charles Hamacek, chef du département aménagement infrastructures :

- par intérim à compter du 1^{er} juillet 2009 et

- en poste à compter du 1^{er} septembre 2009,

- Frédéric Damour, adjoint au chef du département aménagement infrastructures,

- Gilles Duchamp, chef du département sécurité, exploitation, informations routières,

- par intérim à compter du 1^{er} septembre 2009,

- Gilles Duchamp, adjoint au chef du département sécurité, exploitation, informations routières,

ARTICLE 2

L'arrêté n°2008-11 pris le 25/06/2008 par Delphin Rivière, directeur du CETE SO, est abrogé

ARTICLE 3

Le directeur du CETE SO, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Saint-Médard en Jalles, le 27 juillet 2009

Pour le préfet,

Le directeur du CETE SO,

Delphin Rivière

MFR